

Revue fondée par ANDREI OȚETEĂ

Paraît sous l'égide de la

SECTION DES SCIENCES HISTORIQUES ET D'ARCHÉOLOGIE
DE L'ACADÉMIE ROUMAINE

Comité de rédaction

Dan BERINDEI, membre de l'Académie Roumaine – *rédacteur en chef*;
Florin CONSTANTINIU, membre de l'Académie Roumaine,
Dinu C. GIURESCU, membre de l'Académie Roumaine,
Alexandru ZUB, membre de l'Académie Roumaine – *membres*;
Mihai Sorin RĂDULESCU – *secrétaire de rédaction*

Comité consultatif

Karl Otmar Freiherr von ARETIN (München), Jean-Paul BLEDE (Paris), Keith HITCHINS (Illinois), Jacques LE GOFF (Paris)

Rédaction éditoriale: Ana BOROȘ, Virginia PETRICĂ
Informatique éditoriale: Andreea CHIȚU

La REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE a quatre numéros par an.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Toute commande sera adressée à:

EDITURA ACADEMIEI ROMÂNE, Calea 13 Septembrie nr. 13, Sector 5, București,
România, 050711, Tel. 4021-318 81 06, 4021-318 81 46; Fax 4021-318 24 44
E-mail: edacad@car.ro

ORION PRESS IMPEX 2000 S.R.L., P.O. Box 77–19, sector 3, București, România,
Tel./Fax 4021-610 67 65, 4021-210 67 87; E-mail: office@orionpress.ro

S.C. MANPRES DISTRIBUTION S.R.L., Piața Presei Libere, nr. 1, Corp B, Etaj 3,
Cam. 301–302, sector 1, București, Tel.: 4021 314 63 39, fax: 4021 314 63 39,
E-mail: abonamente@manpres.ro, office@manpres.ro, www.manpres.ro

DEREXCOM S.R.L.: E-mail: derex_com@yahoo.com

Les manuscrits, les livres et les revues proposés en échange, ainsi que toute correspondance seront envoyés à la rédaction: 010071 București, 125 Calea Victoriei, tél. (40-21) 212 86 29.

© 2014, EDITURA ACADEMIEI ROMÂNE

www.car.ro

ISSN 0556-8072

491266

TOME LII

N^{os} 1-4

Janvier-Décembre

2013

BCU Cluj-Napoca



BCPER201501839

REVUE
ROUMAINE
D'HISTOIRE

SOMMAIRE

EUROPE ET EMPIRE OTTOMAN AU XVI^e SIÈCLE

ILEANA CĂZAN, *Diplomatie et altérité culturelle: l'Europe et l'Empire ottoman aux XVI^e-XVII^e siècle* 5

ROUMAINS ET POLONAIS :
INTERFÉRENCES ET RELATIONS HISTORIQUES

TATIANA COJOCARU, <i>When Did Ieremia Movilă Acquire Uscie Estate?</i>	15
ANDREI PIPPIDI, <i>Les Palais royaux et les règles du bon gouvernement</i>	21
VENIAMIN CIOBANU, <i>La convention explicative russo-turque du 26 avril 1830</i>	33
MARGUERITE J. WILLAUME, <i>La diplomatie polonaise lors des insurrections nationales de 1794 et 1830/31 vue par l'historiographie polonaise du XX^e siècle</i>	45
DAN BERINDEI, <i>Quelques remarques sur les rapports polono-roumains vers la moitié du XIX^e siècle</i>	59
MARIUSZ WOŁOS, <i>L'Union soviétique face à l'alliance polono-roumaine dans l'entre-deux-guerres</i>	63
MAREK KORNAT, <i>Le projet de la «Troisième Europe» de Joseph Beck et la crise de l'alliance polono-roumaine (1937-1939)</i>	73
WOJCIECH ROJEK, <i>Romania's International Situation in the Light of the Despatches of the Polish Embassy in Romania and Neighbouring Countries September 1939- June/July 1940</i> ...	93

EFFETS DE LA GUERRE FROIDE

RADU TUDORANCEA, *Romanian Propaganda facing the Korean War (1950-1953)*..... 109

Comptes rendus et notes de lecture

NICA POLYCHRONOPOULOU-CLADAS, <i>Alexandre Maurocordatos, ambassadeur de Grèce à Paris, 1850-1854. Le début du Second Empire, Athènes, 2013</i> (Dimitris Michalopoulos)	117
<i>Prin labirintul istoriei. stat, societate și individ în perioada construcției naționale</i> (Par le labyrinthe de l'histoire. État, société et individu pendant la période de la construction nationale), volume coordonné par Dumitru Viteu; Iași, Éditions Junimea, 2009, 448 p. (Dan Berindei).....	118

131/2014

229124

SINAN KUNERALP, <i>Ottoman diplomatic documents</i> (Dimitris Michalopoulos).....	119
<i>Cultură, politică și societate în timpul domniei lui Carol I. 130 de ani de la proclamarea regatului României</i> (Culture, politique et société pendant le règne de Carol I ^{er} . 130 ans depuis la proclamation du royaume de Roumanie), volume paru par les soins de Gheorghe Cliveti, Adrian-Bogdan Ceobanu, Ionuț Nistor, Iași, Editions Demiurg ®, 2011, 342 p. (D.B.).....	120
GHEORGHE IACOB, <i>România în epoca modernizării (1859–1939). Towards a modern Romania</i> (La Roumanie pendant l'époque de la modernisation (1859–1939). Towards a modern Romania), Iași, Éditions de l'Université "Alexandru Ioan Cuza", 2013, 468 p. (D.B.).....	120
MIODRAG CIURUȘCHIN, <i>Relații politico-diplomatice ale României cu Serbia în perioada 1903–1914</i> (Les relations politico-diplomatiques de la Roumanie avec la Serbie pendant la période 1903–1914), Timișoara, Éditions Mirton, 2010, 394 p (D. B.).....	121
MIHAELA DAMEAN, <i>Personalitatea omului politic Dimitrie A. Sturdza</i> (La personnalité de l'homme politique Dimitrie A. Sturdza), Târgoviște. Éditions Cetatea de Scaun, 2012, 244 p. (D.B.).....	122
STOICA LASCU, <i>Independența Albaniei în percepția opiniei publice românești (1912–1914)</i> [Albania's Independence in the Perception of the Romanian Public Opinion (1912–1914)], Editura Cetatea de Scaun, Târgoviște, 2012, 508 pp. (D.B.).....	122
MIHAELA TEODOR, <i>Anatomia cenzurii. Comunicarea presei în România, 1944–1947</i> (L'anatomie de la censure. La communication de la presse en Roumanie, 1944–1947), Târgoviște, Éditions Cetatea de Scaun, 2012, 340 p. (D.B.).....	124
<i>România, supraviețuire și afirmare prin diplomatie în anii războiului rece. Comunicări, articole, studii</i> (La Roumanie : survie et affirmation par la diplomatie pendant les années de la guerre froide. Communications, articles, études), volume coordonné par l'ambassadeur Nicolae Ecobescu, Bucarest, Fondation Européenne Titulescu, 2013, vol.I, 586 p. et vol.II, 748 p. (D.B.).....	124

DIPLOMATIE ET ALTÉRITÉ CULTURELLE: L'EUROPE ET L'EMPIRE OTTOMAN AUX XVI^e-XVII^e SIÈCLES

ILEANA CĂZAN

Vers la fin du Moyen Âge, la diplomatie gagne un rôle de plus en plus important en Europe occidentale, tant à la conclusion des alliances que dans la résolution des conflits, ce qui marque la naissance de la *politique de l'équilibre des forces*, dont le but était de prévenir l'agression par l'alliance. C'est ainsi que, graduellement, l'envoi de messagers, avec une durée et un contenu de la mission limités, devint ce que nous appelons aujourd'hui une *ambassade*.

Les premiers à mettre les bases de la diplomatie moderne ont été, au XIII^e siècle, les Vénitiens, suivis de près par la papauté. Les agents des échanges diplomatiques prirent les noms d'*orator*, *actor*, *legatus*, *internuntius*, *nuntius*, *procurator*, *commisarius*, et à partir du XV^e siècle d'*ambassadeur*¹. L'étymologie de ce mot est incertaine. Il serait d'origine celtique, avec le sens de *serviteur*, ou, selon l'opinion la plus répandue, dérivé du verbe latin *ambirre* (contourner, s'efforcer d'obtenir quelque chose, faire des intrigues, des louanges)².

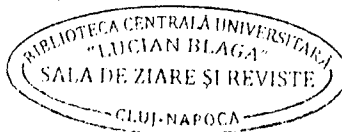
La première mention du terme d'ambassadeur apparaît en 1436, chez Bernard de Rosier, qui dans son ouvrage *De legatis et legationi aut tractatus varii* dédie un chapitre, *Ambaxiator brevilogus*³, aux devoirs et au statut d'un tel émissaire d'un pouvoir souverain auprès d'autres souverains. Un ambassadeur était envoyé par le pape, par l'empereur ou par des rois, pour négocier une paix ou une alliance, déclarer la guerre, traiter une entente en cas de conflit, mais aussi pour «étouffer les hérésies». De toute évidence, le domaine d'action d'un ambassadeur était surtout celui des relations étrangères et son rang diplomatique, pour employer un terme moderne, était le plus haut.

Rien de plus naturel que l'on arrive à un élargissement des attributions, surpassant de loin le message mémorisé des sols médiévaux. L'ambassadeur devint ainsi le représentant de celui qui l'envoyait en mission, avec le pouvoir de négocier des aspects multiples, de signer des documents au nom de son maître et d'engager le nom de ce dernier, même si les documents finaux devaient être ratifiés par les souverains des pays signataires.

¹ Donald Queller, *The Office of Ambassador in the Middle Ages*, Princeton, New Jersey, 1967, p. 85.

² Voir *Dicționar latin-român*, Bucarest, 1962.

³ Ouvrage publié pour la première fois à Dorpat, en 1906.



Cette évolution dans le domaine des relations entre de divers pays marqua la naissance du « droit international » en Europe, l'institutionnalisation des relations diplomatiques et l'élaboration d'un nombre de procédures communes et d'instruments généralement valables (les lettres d'accréditation, les passeports, les sauf-conduits, les instructions et la correspondance diplomatique)⁴. Le système fut conçu par les Vénitiens, adopté par les Français au XV^e siècle et, à partir du XVI^e siècle, accepté par tous les Etats européens.

La définition du *statut de l'ambassadeur* s'inspire du droit canonique occidental, supposant l'inviolabilité du sol. En partant de cette prémisse, nous constatons une évolution vers un réseau complexe de prérogatives que l'on appelle aujourd'hui *immunité diplomatique*. Nous constatons également une *professionnalisation* de la fonction de l'ambassadeur et les débuts de la création d'une élite. A Venise, les représentants diplomatiques étaient choisis uniquement à partir des familles de gens politiques et ils devaient avoir au moins 38 ans⁵. Dans d'autres républiques italiennes, l'ambassadeur était désigné par vote, dans les conseils municipaux. Dans les grands royaumes d'Europe occidentale, les souverains choisissaient leurs ambassadeurs avec grande attention, tenant compte de la maîtrise linguistique, du rang de noblesse et de la fortune.

Les candidats devaient être de bons orateurs et des hommes politiques habiles, ayant du tact et esprit d'observation. Tout au long du temps, nous retrouvons parmi ceux qui réunissaient toutes ces qualités des gens de la petite et de la moyenne noblesse, des bourgeois riches et même des femmes (Lucrèce, épouse de Pietro Medici, Isabella d'Esse, épouse de Lodovico Sforza, et Catherine d'Aragon, première épouse d'Henri VIII)⁶.

Aspects techniques

La pratique diplomatique de la fin du Moyen Âge et du début de l'époque moderne met en évidence plusieurs types d'ambassades.

1) les ambassades extraordinaires – envoyées pour une période déterminée avec une mission limitée ou de représentation.

2) les ambassades permanentes – établies pour une durée illimitée. L'ambassadeur pouvait être changé, mais la mission diplomatique restait en place, ayant le plus souvent un siège propre, appartenant au pays d'origine.

Du point de vue du nombre de personne, nous pouvons parler de missions individuelles, visant surtout des négociations secrètes, ou d'ambassades collectives, dont le nombre de membres devait indiquer la richesse et le pouvoir de l'initiateur de l'ambassade, ainsi que la considération envers le destinataire. De telles suites

⁴ Kalman Benda, *La Diplomatie de Venise et la monarchie de Habsbourg au XVI^e siècle*, Firenze, sans année, pp. 157–158.

⁵ *Relations des ambassadeurs vénitiens*, Paris, 1969, p. II.

⁶ Donald Queller, *op.cit.*, p. 143.

nombreuses étaient envoyées à des occasions spéciales. Par exemple: des mariages, des fêtes anniversaires, ou pour signer des accords et des alliances⁷.

Quant au rôle des membres d'une ambassade collective, deux ou trois pouvaient avoir des pouvoirs égaux, mais, toujours, il n'existait qu'un seul porte-parole. Nous pouvons parler aussi de fausses ambassades collectives, lorsqu'il y avait au fait un seul ambassadeur entouré d'un personnel auxiliaire nombreux.

La même ambassade collective pouvait avoir des missions différentes. Ainsi, en 1553 à l'ambassade envoyée par Ferdinand d'Autriche, sous la direction d'Antonio Verancsics, allait se joindre Hans Dernschwam, avec la mission de rapatrier en Hongrie la dépouille d'Etienne Mailath, le beau-frère du magnat Tamas Nadasdy. Mailath, ancien voïvode de Transylvanie, était mort en prison, dans l'Empire ottoman⁸, probablement en décembre 1550.

Les ambassades collectives avaient aussi l'avantage d'assurer une meilleure protection pour les gens qui voyageaient et pour les documents diplomatiques transportés. Un cas spécial était celui des *ambassades communes*, par lesquelles les Habsbourg, par exemple, voulaient mettre en évidence leur pouvoir politique et leur hégémonie en Europe de l'époque. En 1518 la Diète hongroise se joignait à une ambassade polonaise-autrichienne et en 1522, le *Reichstag*, recevait une mission commune des émissaires du roi de Hongrie, Louis II, et aussi ceux de l'archiduc Ferdinand d'Autriche.

Un problème très important qui devait être pris en compte pour préparer une mission diplomatique était celui du *personnel* qui accompagnait l'ambassadeur. Au premier rang l'on recrutait des *personnes de confiance*, que l'on pouvait utiliser pour garder le contact avec le pays d'origine. C'est pourquoi, lorsque la situation le demandait, ce rôle était tenu de préférence par des parents ou des amis proches. En 1533–1534 Geronimo Zara entreprit plusieurs voyages entre Istanbul et Vienne, tandis que son fils (Vespasiano Giuliano Zara) resta dans l'Empire ottoman⁹.

Une des fonctions officielles dans une ambassade était celle de *secrétaire*. L'occupant de ce poste rédigeait les lettres diplomatiques, les textes et les protocoles, ainsi que les rapports finaux. Pour cela, une instruction solide et la connaissance de plusieurs langues, y compris de celle du pays où se déroulait la mission, étaient requises. En tant que fins observateurs de l'Empire ottoman, le Vénitiens instituèrent une nouvelle fonction permanente, celle d'interprète (ou *dragoman*), car ils s'étaient rendu compte qu'une bonne maîtrise de la langue turque-osmane était la garantie de la bonne entente avec les officiels turcs.

⁷ Ileana Căzan, *Habsburgi și otomani la linia Dunării. Tratatate și negocieri de pace 1526–1576*, Bucarest, 2000, p. 19.

⁸ Etienne Mailath avait été mis en terre dans un cimetière arménien ou grec, et le sultan s'opposait à ce que la dépouille soit rapatriée. La lettre de Giovanni Maria Malvezzi du 24 janvier 1554, *Magyar Országos Levéltár*, Budapest, E.185, 1851 et Marianna Birnbaum, *The Fuggers, Hans Dernschwam and the Ottoman Empire*, dans « Süd-Ost Forschungen », Bd. 50/1990, p. 119 et sqq.

⁹ Anton Gevay, *Urkunden und Aktenstücke zur Geschichte der Verhältnisse zwischen Österreich, Ungern und der Pforte im XVI. und XVII. Jahrhunderte*, Wien, 1911, pp. 3–16, Archives historiques centrales, *Microfilme Austria - Turcica*, rouleau 338, cc. 333–346.

Le manque d'interprètes pouvait amener des ennuis insoupçonnables. En 1533, l'ambassade impériale de Niklas Jurišici se trouva mise en prison pour quelques jours, sous prétexte que ses membres, ne connaissant pas le turc, ne pouvait pas se faire entendre avec les officiels ottomans. L'incident prit fin lorsque le grand vizir Ibrahim-pacha trouva bon de faire venir un Croate qui parlait la langue maternelle de l'ambassadeur¹⁰.

La Maison d'Autriche, dans la première moitié du XVI^e siècle, connut de nombreuses chicanes dans ses relations diplomatiques avec l'Empire ottoman. Pour se tenir à jour sur les intrigues de palais les visant directement, les Habsbourg achetèrent les services des interprètes appartenant à d'autres ambassades, qui devinrent ainsi des agents secrets au service de la Maison d'Autriche. Ce fut le cas du racolage en 1556 de Michel Cernovič, le *dragoman* des ambassadeurs vénitien et français¹¹. Les Habsbourg se tenaient ainsi informés non seulement des agissements des Turcs, mais aussi des intrigues des deux ambassadeurs susdits, qui représentaient des puissances avec lesquelles la Maison d'Autriche se trouvait en conflit.

La propre formation d'interprètes s'avéra très nécessaire pour assurer le secret des négociations et une correcte rédaction des textes. En 1578 apparaît l'appellatif *sprachknabe*, décrivant le moindre des rangs dans une ambassade, le poste étant occupé par des jeunes gens connaissant le turc. En 1640 la première école de langue osmane fut fondée auprès de l'ambassade à Istanbul et elle fonctionna jusqu'en 1753, quand elle fut remplacée par l'Académie d'études orientales de Vienne¹².

Parfois, parmi les membres de l'ambassade il y avait des gens qui *voyageaient* à leurs frais, en bénéficiant toutefois de la protection de l'ambassadeur et de tous les avantages du personnel de l'ambassade, chose très importante dans l'Empire ottoman. Nous avons rappelé déjà le cas de Hans Dernschwam, qui accompagna l'ambassade envoyée auprès du sultan, par Ferdinand d'Autriche, en 1553–1556. A part des intérêts de la famille Nadasdy, Dernschwam avait ses propres intérêts scientifiques ou de nature pécuniaire. C'est ainsi que dans son journal nous retrouvons des notes sur les ressources minières des zones traversées, ainsi que sur des aspects historiques et archéologiques. Il acheta aussi une grande variété de choses, y compris des livres grecs, des tapis, des soieries et des bijoux, et mêmes des petits chiens de compagnie. C'est lui qui découvrit et copia des inscriptions romaines à Nicomédie, (Nicée), et il fut le premier à identifier le monument portant sur son socle l'ainsi nommé *testament politique* d'Octavien Auguste. Toutefois, cette inscription fut publiée par son collègue d'ambassade Ogier Ghiselin de Busbecq, en 1557¹³.

¹⁰ Bernard Curipeschitz, *Itinerarium der Botschaftreise des Joseph von Lamberg und Niclas Jurischitz durch Bosnien, Serbien, Bulgarien, nach Konstantinopel, 1530*, Innsbruck, 1910, pp. 19–20.

¹¹ Ileana Căzan, *Diplomația secretă a Casei de Austria și activitatea lui Mihail Cernovič, 1556–1563*. "Revista istorică", 2006, pp. 156–166.

¹² Karl A. Roider Jr, *Austria's Eastern Question*, Princeton University Press, 1982, p. 10.

¹³ *Hans Dernschwam's Tagebuch einer Reise nach Konstantinopel und Kleinasien (1553–1555)*, édition par les soins de Franz Babinger, Leipzig, 1923, pp. 43–44.

La suite de l'ambassadeur était d'autant plus nombreuse que ce dernier comptait laisser une impression plus profonde et elle pouvait compter des prêtres, des médecins, des barbiers, des cuisiniers, des tailleurs, des valets et des garçons d'écurie. Verancsics voyagea accompagné d'une suite de 62 personnes et avec 27 chevaux. Le cortège comptait un « ouvrier de chemin » (*vorreiter*) et un serviteur à cheval (*beschlisser*) qui le fermait. Les bagages contenaient tout le nécessaire pour une longue période, y compris des vêtements, des draps, de la vaisselle, des couvertures et des coussins, et même deux carrosses¹⁴. En 1564, Iakob von Betzek eut besoin de 2 caïques pour ses bagages personnels et il fut suivi de 5 autres, portant les carrosses, le personnel, le reste des bagages et 32 chevaux¹⁵.

En 1608, Adam Freiherr von Herbestein chargeait avec des bagages, à Komaron, 13 navires et 14 caïques, portant son personnel, ses chevaux et ses carrosses, ainsi que des coffres avec des cadeaux chers. C'est à bonne raison que cette ambassade fut considérée la mission diplomatique la plus grandiose envoyée par les Habsbourg dans l'Empire ottoman. Au total, 110 personnes s'y étaient embarquées, avec 82 chevaux, 15 carrosses, 2 charriots et des montures¹⁶.

En 1628 Ludwig von Kuefstein fit le voyage avec 13 navires. Les coffres avec des objets personnels pesaient 140 kg, tandis que l'argent liquide subsumait 5 kg d'argent¹⁷.

Toute mission diplomatique, une fois initiée, bénéficiait d'*instruments diplomatiques* qui au XVI^e siècle était déjà standardisés. La première préoccupation était d'établir un itinéraire et d'obtenir des informations aussi concrètes que possible sur le pays de destination. Pour les contrées peu connues, on rassemblait toutes les données disponibles, même si obsolètes ou incomplètes. On employait à ce but les ouvrages géographiques de l'Antiquité (de Strabon et de Ptolemaios), les cartes des cartographes italiens, et, à commencer par le XVII^e siècle, celles des cartographes belges et hollandais, et surtout les rapports diplomatiques antérieurs.

Les instruments et les documents de voyage les plus importants étaient les suivants:

Instructio (l'instruction), à partir du XVI^e siècle uniquement en forme écrite, qui fixait le but, le contenu et les objectifs de la mission, ainsi que les personnes devant être contactées, les cadeaux et leurs destinataires. Pour simplifier les choses, des formulaires modèles avaient été créés:

- *Intitulatio*, où l'on précisait le nom et le titre du diplomate, ainsi que les formules de salut à employer.

¹⁴ *Ibidem*.

¹⁵ Jakob von Betzek, *Gesandtschaftsreise nach Ungarn und in die Türkei im Jahre 1564–1565*, dans « Veröffentlichungen des Finnisch-Ugrischen Seminar an der Universität München », Bd. 101, 1979, p. 12.

¹⁶ Adam Freiherrn zu Herberstein *Gesandtschaftsreise nach Konstantinopel. Ein Beitrag zum Frieden von Zistvatörök (1606)*, édition par les soins de Karl Nehring, München, 1983, p.44.

¹⁷ Karl Töply, *Die kaiserliche Grossbotschaften Sultan Murad IV., 1628, des Freiherrn Ludwig von Kuefsteins Fahrt zur Hohe Pforte*, Wien, 1976, p. 23.

- *Naratio/dispositio*, contenant les éléments concrets de l'exposition du message. Si dans la diplomatie européenne des discours-types étaient employés en modifiant tout simplement les données concrètes, dans l'Empire ottoman le discours devait être élaboré à chaque fois, en tenant compte des circonstances et de l'auditoire visé.

- *Sanctio* ou l'accréditation, précisant les limites entre lesquelles l'ambassadeur pouvait négocier et prendre des décisions. C'était la partie finale d'un document, contenant une formule type "encore ; il faut savoir qu'on ne doit, en aucun cas, négocier une autre chose, sauf celle que cette instruction contient".

- La partie finale comprenait les signatures posées en ordre fixe, à partir de gauche à droite, en commençant par le diplomate, le chancelier, le secrétaire, et, finalement, le lieu et la date.

Un autre instrument diplomatique était *la lettre d'accréditation (Credentio, Credentzbrief, Credentz)*. Elle était émise exclusivement pour le destinataire de la mission et contenait, pour confirmation, le nom de l'ambassadeur, le message officiel, la sollicitation de la bienveillance et la confirmation de l'autorisation¹⁸.

En dépit de ces instruments diplomatiques officiels qui contenaient très clairement le but de la mission, dans l'Empire ottoman les négociations s'avéraient très difficiles, car la conviction existait que les ambassadeurs occidentaux étaient instruits de "demander beaucoup et offrir peu, en réalité ceux-ci étant disposés d'offrir plus et de demander moins"¹⁹. L'observation appartient à Ogier Giselin de Busbecq, le représentant des Habsbourg pendant 9 années dans l'Empire ottoman. Le grand nombre de voyages que celui-ci fit à Vienne pour pouvoir conclure par le traité de paix de 1562 les négociations commencées en 1553, montre que la situation était complètement différente. L'ambassadeur nous raconte combien de fois il dut demander de nouvelles instructions à la cour de Ferdinand d'Autriche et nous parle de la réticence de ce dernier à changer le message initial, même si, de toute évidence, ce message avait été très désagréable pour le sultan.

À part les instruments diplomatiques, toute ambassade avait besoin de *documents de voyage*.

Les *Litterae passus* étaient les premiers documents de ce genre, rédigés généralement en latin. Il s'agissait de lettres ouvertes, émises par l'initiateur de la mission au nom de l'ambassadeur et demandant de l'appui, afin que celui-ci puisse voyager dans de bonnes conditions. Ces lettres précisaient aussi le but de la mission et la destination. En Europe, elles assuraient le libre passage de toute mission diplomatique et elles étaient respectées partout, surtout en temps de paix, mais aussi en temps de guerre. Ce type de document de voyage est l'ancêtre du passeport moderne.

Le sauf-conduit ou la « lettre d'accompagnement » devint obligatoire surtout dans l'Empire ottoman, en Europe étant nécessaire seulement en cas de guerre. Emis

¹⁸ Ileana Căzan, *Habsburgi și otomani...*, p. 27.

¹⁹ Ogier Ghiselin de Busbecq, *Turkish-Letters*, London, 1633, Troisième lettre, p. 85.

par le sultan ou par les autorités de frontière, il assurait l'entrée au pays et le déplacement en toute sûreté²⁰.

Le statut de l'ambassadeur fut un autre problème pour les missions diplomatiques de la Maison d'Autriche dans l'Empire ottoman. En Europe la personne de l'ambassadeur était intangible et l'on reconnaissait l'immunité juridique de ce dernier au pays où il déroulait sa mission.

Toute violence était une transgression par rapport à *jus gentium*, reconnu à l'Occident, et marquait un comportement impardonnable, même si l'émissaire apportait une déclaration de guerre. Par contre, de telles pratiques n'étaient pas prises en considération dans l'Empire ottoman, la seule loi respectée ici étant la volonté du sultan.

En 1551, le premier ambassadeur permanent de la Maison d'Autriche à Istanbul, Giovanni Maria Malvezzi, se trouva enfermé pour avoir essayé de cacher les intentions de Ferdinand de Autriche d'occuper la Transylvanie²¹. Le motif avait été non pas le déclenchement des hostilités militaires mais le simple fait d'avoir menti au sultan, chose équivalente à une insulte personnelle.

Dans l'Empire ottoman la liberté de mouvement des ambassadeurs était strictement limitée, souvent sous le prétexte d'assurer leur protection. Surtout les émissaires des Habsbourg étaient surveillés jour et nuit. En 1530 l'ambassade envoyée par Ferdinand de Autriche fut accueillie à la frontière par une escorte amenant 100 chevaux de selle pour les membres, ce qui fit penser Curipeschitz qu'ils avaient eu part d'un « si bel et noble accueil »²². En 1553, un nombre de 200 cavaliers assurèrent la « protection » des membres de l'ambassade, en réalité la surveillance, ce qui s'expliquait par l'animosité régnant à l'époque entre les deux empires²³. Pour cette même raison, tous les membres de cette mission diplomatique, qui dura trois ans, se sentirent comme ayant un domicile forcé dans le caravansérail de la mosquée d'Ali²⁴, leurs mouvements, et même leurs achats au bazar, étant contrôlés strictement. Leurs rencontres avec des personnes étrangères étaient elles aussi surveillées, car dans l'Empire ottoman les ambassadeurs n'étaient pas libres d'aller où bon leur semblait ou de rencontrer quiconque.

En ce qui concerne le siège de la mission diplomatique des Habsbourg à Istanbul, ce n'est qu'en 1549 que l'on acheta, avec l'assentiment du sultan, la première résidence, où l'activité de Giovanni Maria Malvezzi allait se dérouler²⁵. Une fois l'ambassadeur arrêté, ce siège fut fermé et l'ambassadeur ne put s'installer dans sa propre résidence qu'après la signature du traité de paix de 1568.

²⁰ Ileana Căzan, *op.cit.*, pp. 30–31.

²¹ L'épisode est présenté dans le journal de voyage de Hans Dernschwam (*Hans Dernschwam's Tagebuch...*, p. 51)

²² *Itinerarium...*, p. 33.

²³ *Hans Dernschwam's Tagebuch...*, p. 1.

²⁴ Ce caravansérail était au XVI^e siècle, généralement, l'endroit d'hébergement des ambassadeurs de la Maison d'Autriche, à part les moments où il exista une résidence officielle.

²⁵ *Austro-Turcica, 1541–1552*, documents édités par Srećko Džaja et Günter Weiss, München, 1995, pp. 289–282, 304–305.

Au XVII^e siècle, les documents indiquent « la maison allemande » comme siège de l'ambassade impériale, cette maison se trouvant au « marché de volaille »²⁶. Après 1630, le représentant des Habsbourg, Johann Rudolf Schimdt, acheta une maison au Phanar, près de la Patriarchie orthodoxe, avec un accès direct vers la Corne d'Or. Le choix avait été stratégique. Tout d'abord dans un quartier chrétien, même si habité surtout par des Grecs, il était plus difficile de surveiller les agissements des émissaires impériaux à leur insu. En plus, l'accès direct vers la mer pouvait faciliter une fuite en cas d'urgence.

En Europe la résidence de l'ambassadeur était inviolable, ce dernier avait la juridiction sur le personnel et l'on pouvait y officier la liturgie, selon le culte auquel l'ambassadeur et sa suite appartenaient. Ces principes étaient respectés et tant que principes de politique étrangère valables pour tous les souverains européens, intéressés par la réciprocité dans le traitement de leurs propres ambassadeurs. De l'autre part, dans l'Empire ottoman, ces principes étaient vus comme des privilèges accordés de manière préférentielle par le sultan, par des actes spéciaux.

Un dernier aspect particulièrement important était celui du *financement de la mission*. Il existe deux types clairs de financement, par celui qui envoyait l'ambassade, ou par celui qui la recevait. Mais le plus souvent nous rencontrons un type de financement mixte: des moyens mis à disposition par l'initiateur, l'argent propre de l'ambassadeur et des frais supportés par le destinataire de la mission (hébergement, nourriture, avoine).

Les premiers à offrir des salaires fixes pour les missions de longue durée furent encore les Vénitiens. Un don de 25–30 ducats se faisait pour les déplacements plus courts²⁷. Afin de réduire les frais d'une ambassade permanente, les Français limitèrent au XVI^e siècle le personnel auxiliaire et le nombre des chevaux.

Au XVI^e siècle, les Habsbourg, toujours en manque d'argent, reléguèrent aux villes l'obligation d'offrir les argents et les biens nécessaires aux besoins du personnel des ambassadeurs, pour toute la durée du voyage dans l'Empire ottoman. Les ambassadeurs impériaux dépensaient souvent des sommes importantes de leur propre argent, car les moyens financiers mis à leur disposition par l'Empire étaient toujours insuffisants. Pour cette raison, une belle fortune personnelle était un critère important dans le choix d'un ambassadeur.

Mais généralement, dans l'Empire ottoman, une partie des frais était supportée par le sultan. Pour la mission diplomatique de 1587 il existe une liste des sommes distribuées par les officiels ottomans en compte des dépenses journalières: 180 aspres pour le vin, 40 aspres pour le pain, 48 aspres pour 8 poules, 40 aspres pour de la salade et du persil. Chaque semaine, les membres de l'ambassade recevaient en plus 400 aspres pour du bœuf, du poisson, du sucre, du miel, de la graisse et du riz. La trésorerie du sultan payait aussi pour l'entretien annuel de dix chevaux²⁸.

²⁶ Ileana Căzan, *Habsburgi și otomani...*, p. 34.

²⁷ Donald Queller, *op.cit.*, p. 168.

²⁸ *Beschreibung der Reisen der Reinhold von Lubenau*, Koenigsberg, 1912, p. 202.

Au XVII^e siècle les finances de l'Empire ottoman, pour des raisons diverses, traversèrent plusieurs moments de crises. Dans ce contexte, l'ambassadeur Ludwig von Kuefstein fut obligé de payer un quart de la somme totale de 3 204 000 aspres attribuée aux dépenses annuelles courantes²⁹. Le prétexte employé fut celui qu'il n'y avait pas d'ambassade ottomane permanente à Vienne, et par manque de réciprocité dans les obligations financières, le sultan n'était pas obligé d'acquitter intégralement les dépenses courantes de l'ambassade.

A cause de la guerre de Trente Ans, les Habsbourg à leur tour, au XVI^e siècle, ne purent faire face aux dépenses supposées par une ambassade permanente à Istanbul. Une première mesure d'austérité fut celle de remplacer l'ambassadeur par un résident ou *internuntius*,³⁰ rang diplomatique inférieur et, de toute évidence, moins bien payé. C'était une mesure injuste, car du point de vue des attributions, le représentant impérial dans l'Empire ottoman avait la fonction la plus contraignante de toute la diplomatie de la Maison d'Autriche.

Nous avons essayé dans cette exposition de relever de quelle manière les diplomates de la Maison d'Autriche ont réussi aux XVI^e et XVII^e siècles à entamer et à rendre permanentes les relations diplomatiques dans l'Empire ottoman, en dépit de grandes différences de perception et de culture. Ils ont bâti des ponts entre Occident et Orient et ils ont contribué à la meilleure connaissance des deux civilisations.

BCU:Cluj / Central University Library Cluj

²⁹ Iléana Căzan, *Habsburgii, Europa centrală și frontul antiotoman. Conflicte armate, strategii diplomatice (1604–1664)*, București, f.a. p. 123.

³⁰ Le représentant du pape dans un État non catholique.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

WHEN DID IEREMIA MOVILĂ ACQUIRE UŚCIE ESTATE?

TATIANA COJOCARU

An interesting aspect in the correspondence between Ieremia Movilă and Chancellor Jan Zamoyski is the preoccupation of the Moldavian prince with the acquisition of property in Poland, especially of an estate which could serve as a place of refuge. As a Polish indigene and a citizen of the Polish Republic, Ieremia Movilă was under the obligation of possessing landed property¹. The estate had to be in close vicinity of the border with Moldavia and able to produce a revenue.

Ieremia Movilă had become aware of the importance of having such an estate during his first exile to Poland in 1581–1582. In 1581 the Movilă brothers, partisans of Prince Peter the lame, fled to Poland after having opposed Prince Iancu Sasul. To soothe suspicion, Ieremia, Simion, George, Bishop of Rădăuți, their brother-in-law Isac Balica, Metropolitan Teofan, and Teodor Barnovschi, the future metropolitan who would succeed George Movilă, left for Poland under the pretext of attending the dedication ceremony for their monastery of Sucevița². It is then that they may have contacted Jan Zamoyski, knowing that the Poles intervened with the Porte for Peter the lame to be re-enthroned in Moldavia. Quite certain is the fact that in 1582, when Peter the lame, assisted by the Poles, began his third reign, the refugees repaired to Moldavia. There is no information about where they actually lived in the meantime, but it is not unlikely that they should have waited in Camenița for a right time to return in Moldavia.

The following flee of the Ieremia Movilă's family was a result of Peter the lame's external policy. The Prince had secret relations with Poland and the Holy Empire; moreover, he refused to pay the tribute to the Porte. After his deposition, instead of heading for Istanbul, as it was customary, he went into exile together with his partisans, the Movilă brothers and the family of Luca Stroici. The deposed prince and Metropolitan George Movilă chose to take refuge in the Holy Empire and place themselves under the protection of Emperor Rudolph II³. The other boyars settled in Podhajce and in the surrounding area. The members of the Movilă's family were accommodated at Uście, the estate belonging to Prince Jan Simeon Olelkowicz of Słuck. According to a letter by Maria Movilă of 1591, the estate was to be handed over to a certain Polish nobleman Kurzański. Therefore, Maria Movilă

¹ Z. Widowiszewski, *Regesty przywilejów indygenatu w Polsce 1519-1793*, in "Materialy do biografii, genealogii i heraldyki polskiej," Paris, 1971, p. 12.

² Ioan V. Dură, *Figuri de ierarhi moldoveni: Mitropolitul Gheorghe Movilă*, BOR, LXXXIX, 1, p. 193–194.

³ *Ibidem*, p. 195.

was asking the Prince to assign to her another place of refuge⁴. The letter was sent by the end of 1591, and a year later, in 1592, Jan Simeon Olelkowicz died without an heir. The Movilă family continued to live at Uście for a while, moved to Khotin afterwards, and in the summer of 1595 returned to Moldavia.

In 1593 Ieremia Movilă and his brothers became Polish indigenes⁵, which authorized them to buy landed property, rent it for life, and even receive it as a donation. According to the correspondence between Ieremia Movilă and Jan Zamoyski, the Moldavian prince was quite eager to find in Poland an estate which would answer the needs of his family in exile. It appears that Uście was his first option, but with the situation of the estate being unclear at the time, Ieremia Movilă had to look elsewhere and eventually set his eyes on Żłoczów.

Żłoczów estate had the residence in the town of Żłoczów, lying on the Żłoczówka, a river flowing into the Boug. Żłoczów was an important commercial center with many Jewish and Armenian tradesmen. On 10 January 1598 Ieremia Movilă wrote to his protector Jan Zamoyski to inform him that he had reached an agreement with the representative of the magnate Czarnkowski (Stanisław Sędziwoj Czarnkowski) to buy Żłoczów, and to ask the chancellor for exact information on the transaction⁶. According from the sources of the time, Żłoczów was indeed for sale and the owner was Stanisław Sędziwoj Czarnkowski⁷, but there were two other potential buyers in addition to Ieremia Movilă, namely Aleksander Zborowski⁸ and Marek Sobieski⁹.

Both Stanisław Sędziwoj Czarnkowski and Aleksander Zborowski had been fierce enemies of the chancellor from the time when Zamoyski was in the service of Stefan Báthory. As a matter of fact, there was nothing more unfortunate in the career of Zamoyski than the murder of Samuel Zborowski, Aleksander Zborowski's father. The episode is well known. Samuel and his brothers were the leaders of one of the most powerful and bellicose pro-Maximilian parties.

Samuel Zborowski never stopped waving plots against King Stefan Báthory. In 1574, during the Sejm for the coronation of Henri of Valois, he murdered the castellan of Przemyśl, Andrzej Wapowski. He received the death penalty but the sentence could not be carried out since it had no precedent. Therefore, he was sent into exile in Transylvania, at the court of Stephen Báthory, where he only spent a year, after which he travelled into the Cossack steppes, made an alliance with the Cossacks, and attacked the Tatars, creating much inconvenience to Poland in her relations with the Porte. In 1584 he repaired to Poland and made an attempt to occupy Cracow with his army and deposed the King Stefan Báthory. At this point,

⁴ I. Corfus, *Documente privitoare la istoria României culese din arhivele polone. Secolul al XVI-lea*, București, 1979, p. 362–363.

⁵ *Acta grodzkie i ziemskie z czasów Rzeczypospolitej Polskiej z archiwum tak zwanego bernardyńskiego we Lwowie w skutek fundacyi śp. Aleksandra hr. Stadnickiego*. Wyd. Staraniem Galicyjskiego Wydziału Krajowego, tom 20, Lauda sejmikowe, part 1, Lauda wiszeńskie 1572–1648, p. 93–96.

⁶ Hurmuzaki-Bogdan, *supl. II, 1, CCXXXII*, p. 442.

⁷ *Polski Słownik Biograficzny (PSB)*, t. IV, 1938, p. 221–225.

⁸ Samuel Zborowski's son.

⁹ *PSB*, t. XXXIX, p. 502–504.

Jan Zamoyski made on his own the decision to have Samuel Zborowski liquidated. It is only in 1589 that the General Sejm ruled out that Zborowski's execution had been legal¹⁰. In reality, a part of Polish nobility could not forget Zborowski's unhappy end, including Stanisław Sędziwoj Czarnkowski, the lord of the Żłoczów estate. During the confrontations between the pro-Maximilian, Orthodox and Royalist political parties with Jan Zamoyski's faction, Zborowski's case was very often employed as a weapon against the chancellor.

Indeed, the chancellor's enemies employed Aleksander's case against him all along his life. They did so during the transaction with the Żłoczów estate as well. Aleksander Zborowski and Hieronim Jazłowiecki¹¹ attacked Marek Sobieski (a friend and collaborator of the chancellor's) in order to determine him to give up the idea of buying Żłoczów.

It remains unknown what Ieremia Movilă wrote to Czarnkowski or what Zamoyski answered Ieremia Movilă, but one may figure that he advised him to forget about the estate. Moreover, his good friend Marek Sobieski coveted the estate himself. Eventually, Żłoczów was bought in 1598 by the Voivode of Lublin Marek Sobieski, grandfather of the future King Jan Sobieski¹².

Resuming considerations on Uście (Ujście Horożane or Różane), my hypothesis I shall demonstrate is that Uście was not purchased from Jan Simeon of Stuck or from Jan Ostroróg. Moreover, it was not purchased before 1595. Before 1593, not being a citizen of the Polish Republic, Ieremia was not authorized to purchase landed property, and could only acquire the right to use one of the Royal estates. To clear things up, a review of the history of Uście is required.

The first owners of Uście belonged to the aristocratic family of Koła who received numerous estates in the time of king Władysław Jagiełło. During the lustration of the estates of Red Russia of 1469 Uście is mentioned alongside other estates belonging to the Kołas.

Aristocratic families whose members married into the Kołas – Mielecki, Sieniawski, Kmita, Odrowąż – also came into the wealth of the family. By the marriage of Jan Mielecki to Anna Kołówna Dalejówna, the Mieleckis acquired part of the Kołas' estates, including Dalejów and Uście. Mikołaj Mielecki¹³, was their son, latter Voivode of Podolia and hetman of the Crown, who had preceded Jan Zamoyski in this latter office. Mikołaj Mielecki was the messenger of Sigismund August to Hungary and to Transylvania and, in 1572 contributed in Moldavia to the re-enthronement of Bogdan IV. In 1580, Mikołaj Mielecki wrote from his estate of Uście to the municipal counsellor of Lwów about some debts contracted by the departed Moldavian prince Petru Cazacul and guaranteed by him¹⁴. He had two

¹⁰ Sławomir Leśniewski, *Jan Zamoyski, hetman i polityk*, Warszawa, 2008, p 83–91.

¹¹ PSB, t. XI, p. 120–121. Hieronim Jazłowiecki was the son-in-law of Constantin Vasile Ostrogski also an enemy of the chancellor.

¹² Lucja Charewiczowa, *Dzieje miasta Żłoczowa*, Żłoczów, 1929, p. 3; Magdalena Ujma, *Latyfundium Sobieskiego, 1652–1696*, Oplolc, 2005, p. 36–37.

¹³ PSB, t. 20, p. 765–767.

¹⁴ Hurmuzaki-Bogdan, *op. cit.*, CL, p. 291–292.

daughters, Sofia and Kataryzna. Kataryzna Mielecka was married to Jan Ostroróg¹⁵ who in 1588–1600 had been cup-bearer of the Crown. Sofia Mielecka married Prince Jan Simeon Olelkowicz of Słuck. As already mentioned, in 1591 Jan Simeon Olelkowicz had received at Uście, on the estate acquired through his marriage to Sofia Milecka, the family of the Moldavian Prince. In 1592 Jan Simeon Olelkowicz of Słuck died without posterity. After 1592, Sofia Mielecka Olelkowicz, his widow, married Jan Carol Chodkiewicz, Hertman of Lithuania.

How and when Uście passed from Sofia Olelkowicz to the her sister remains unknown. One can assume that Sofia Mielecka did not wish to divide the landed property of the family, and that, after the marriage to Chodkiewicz, she may have renounced the Ukrainian possessions. In any case, the latter were too far away from her new home in Lithuania, exposed to the clashes among the Poles, the Tatars and the Cossacks, and difficult to protect.

On 17 July 1598 Ieremia Movilă wrote to Chancellor Zamoyski that he had reached an agreement to buy Uście from the cup-bearer of the Crown (in 1598 Jan Ostroróg filled this position) and asked the Chancellor to recommend him to the field hetman (Stanislaw Żółkiewski) so that the transaction might be completed as soon as possible. As the cup-bearer of the Crown had set no dead limit, Ieremia proposed that the transaction should be perfected until the feast of St. Bartholomew, more exactly until 24 August¹⁶.

Even in October 1598 the situation of Uście was yet unclear. On 27 October 1598, Luca Stroici wrote to Jan Zamoyski to apologize for not having visited him, despite being in Uście, in the neighborhood of the chancellor's residence. Difficulties deriving from the issue of the ownership of Uście had prevented him from doing so.

On 20 October Ieremia Movilă wrote to Jan Zamoyski that the cup-bearer spouse Kataryzna Mielecka, deceased at the time, had given Uście to Constantin Movilă. Being under age, Constantin needed a guardian for his ownership to be recorded at Liov court. Zamoyski was invited alongside other citizens of the Crown, such as Simion Movilă, George Movilă, Luca Stroici, and Andrzej Siemieński, to become Constantin's guardian. Ieremia Movilă, pointed out that on St. Michael's day it would be a year since the estate had been acquired¹⁷. As a conclusion, in the absence of Kataryzna Mielecka's document by which the situation of the estate of Uście was being settled, one may conclude that Constantin Movilă acquired Uście around 8 November 1598.

Another document which fits into this chronological reconstruction is the donation deed of 11 January 1599 by which the Polish nobleman Jan Mielecki of Mielec, a relative of Kataryzna Mielecka Ostrorogówna, donated to Constantin Movilă, together with the right of legacy, the villages Dołhe [Dolhe], Roźniów [Rocznów] and Kubala, villages belonging to the estate Uście¹⁸.

¹⁵ PSB, t. 24, p. 506–511.

¹⁶ Hurmuzaki-Bogdan, *op. cit.*, CCLXIX, p. 469–470.

¹⁷ Hurmuzaki-Bogdan, *op. cit.*, CCXCII, p. 552–553.

¹⁸ *Ibidem*, CCLXVIII, p. 516–519.

During the year 1599 Ieremia Movilă tried to expand his possessions in Poland. He turned his eyes to a highly profitable estate, Pieskowa Skała, not far from Cracow. In fact, his interest in Pieskowa Skała was aroused by Zamoyski. According the letter written by Zamoyski to the Moldavian prince before 24 May 1599¹⁹, the town was surrounded by a wall and all around it there were rich villages. Zamoyski advised Ieremia Movilă to buy this property which also held customs rights and produced good revenue, which could cover the purchase price in a very short while. Should Ieremia be unhappy with the transaction, Zamoyski pledged to re-purchase the estate and return the money to him in four years' time. Zamoyski's advice was that the prince should buy with no delay. It remains unknown why the acquisition was never made, but one may suspect as a reason, the fact that Pieskowa Skała was too far from the Polish-Moldavian border to meet the requirements of a refuge place. Later Ieremia Movilă bought from Konstanty Korniact of Białobok²⁰, Szczerzec together with the village that belonged, Nikonkowic²¹.

In May 1600, when Michael the Brave's troops marched into Moldavia, Ieremia Movilă with his family and his followers were once again forced to flee the country. They took refuge in eastern part of the Polish Commonwealth again. Most of the time Ieremia Movilă and a most of the refugees spent in the camp of Khotin,²² whereas the family, the metropolitan and part of the hierarchs²³ would be first housed in Kamieniec Podolski, and afterwards in Alexander Koniecpolski's castle of Kadyjowice²⁴. Next time when Ieremia is reported in Uście is 24 August 1600²⁵.

Thus, Ieremia Movilă acquired for his son Constantin an area of refuge which consisted of the estate of Uście²⁶. During these few pages we have shown that a part of Uście was acquired for Constantin from Katarzyna Mielecka around November 8, 1598, and another part Constantin received as a donation from Jan Mielecki on 11 January 1599. Uście history was tumultuous. Later, during the first half of the seventeenth century, husbands of the daughters of Ieremia divided Uście among themselves. Moreover, after the death of Ieremia, struggles for the Moldavian throne between the representatives of Ieremia's family and Simion's family moved to Uście.

¹⁹ Ilie Corfus, *Documente privitoare la istoria României culese din arhivele polone. Secolele al XVI-lea și al XVII-lea*, București, 2001, nr. 64, p. 135–136.

²⁰ PSB, t. XIV, p. 82–83.

²¹ *Słownik geograficzny Królestwa Polskiego i innych krajów słowiańskich*, eds. Filip Sulimierski and Władysław Walewski, Varşovia, 1880–1914, t. XI, p. 851–855. E. Trilerówna, *Interesa lwowian z Moldavii w drugiej połowie XVI wieku*, in "Miesięcznik Heraldyczny", tome XVI, no. 1, 1937, p. 11.

²² Mihai Bogdan Atanasiu, *Itinerariile Movileștilor în Movileștii, istorie și spiritualitate românească*, t. II, Sfânta mănăstire Sucevița, 2006, p. 328.

²³ Ioan V. Dură, *op. cit.*, p. 196.

²⁴ Ilie Corfus, *Documente privitoare la istoria României culese din arhivele polone. Secolul al XVI-lea*, București, 1979, no. 221, p. 413–414. Mihai Bogdan Atanasiu, *op. cit.*, p. 329.

²⁵ Hurmuzaki-Bogdan, *op. cit.*, CCCXXXIX, p. 634.

²⁶ Ilona Czamańska, *Wiśniowieccy. Monografia rodu*, Poznań, 2007, p. 126. estate Uście, consisted of three towns: Uście, Lachie and Horaszatyn and villages: Zulca, Bobrowniki, Lazarówka, Zadarów, Kolinci, Dalejów, Międzygórze, Trościaniec, Dolhe, Roźniów, Stryjance, Kromidów, Łysice, Stobnik, Pacyków, Radcze and Lany.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

LES PALAIS ROYAUX ET LES RÈGLES DU BON GOUVERNEMENT

ANDREI PIPPIDI

(Académie Roumaine)

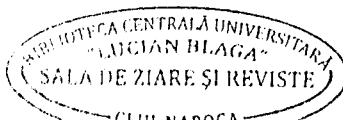
Le sujet que je voudrais soumettre à votre attention appartient à un domaine qui a déjà été exploré par les historiens polonais, *Imagines potestatis*, ainsi que par des auteurs roumains, *De Potestate*¹. Les cas exemplaires que nous allons examiner ensemble ont été recueillis parmi des documents qui ont eu pour but de définir le caractère moral du pouvoir politique. Nous savons que, du côté polonais, il y aura sans doute beaucoup à ajouter, mais la discussion qui va s'engager aura au moins l'avantage de montrer combien serait profitable une collaboration plus fréquente entre nos commissions.

Dire que Constantin Cantacuzène fût la plus puissante personnalité roumaine du XVII^e siècle est une opinion parfaitement justifiable, quoique pas encore généralisée. Du point de vue politique, car, petit-fils, frère, oncle et père de princes de Valachie, ce grand seigneur fier de son nom impérial a été toute sa vie profondément impliqué dans les projets ourdis entre les Habsbourg et le tzar contre l'Empire ottoman. Du point de vue culturel encore plus, parce que, ayant eu le privilège d'étudier à Venise et à Padoue, il a contribué à créer une Académie à Bucarest et à élaborer la première traduction de la Bible entière en roumain. Il a laissé une correspondance en latin, en grec, en italien et en son roumain – quelle merveilleuse langue littéraire ! Il a écrit surtout une histoire de son pays, *work in progress* sinon ouvrage tronqué par accident puisqu'il n'en subsiste que les premiers chapitres, d'une érudition peu commune. Ce que l'on connaît de sa riche bibliothèque suffit pour le considérer comme pétri de cette tradition classique, gréco-latine, renouvelée en Occident².

Une liste des premiers livres qu'il acheta en étudiant économiste date de 1667, à son arrivée à Venise, où il allait demeurer jusqu'en 1669. C'est alors qu'il a visité le Palais Ducal, en prenant les quelques notes qui suivent : « *Il est écrit dans la maison où résident le prince et les autres grands, d'abord à l'entrée à l'étage de la*

¹ Jacek Banaszkiwicz (ed.), *Imagines Potestatis, Rytualy, symbole i konteksty fabularne wladzyzwierzchniej. Polska X–XV w.*, Warszawa, 1994; Dumitru Nastase, Stefan S. Gorovei, Benoît Joudiou, Sorin Iftimi, Maria Magdalena Szekely, Petronel Zahariuc, Petre S. Nasturel, *De Potestate. Semne și expresii ale puterii în Evul Mediu românesc*, Iași, 2006.

² Virgil Cândeș, *Stolnicul între contemporani*, București, 1971, est la dernière biographie de Constantin Cantacuzène.



maison, en passant par la porte d'en face : **Robur imperii**, ensuite, en avançant un peu, **Nunquam derelicta**, et encore, au milieu de la maison, **Reipublicae fundamentum**, et, au fond de la maison, ceci : **Gubernatores libertatis**³.»

Quiconque a traversé en touriste ces mêmes pièces peut reconnaître l'*Anticollegio*, la *Sala del Collegio*, où siégeait la Seigneurie, la *Sala del Senato* et la *Sala del Maggior Consiglio*. Ce que nous admirons aujourd'hui ce sont surtout les splendides peintures de Tintoretto et du Véronèse. Cantacuzène, lui, était ému par ces trésors parce que cet art monumental et hautement solennel proclamait le pouvoir souverain de République. Venise, Gênes et la Florence des Médicis sont les exemples cités par Cantacuzène dans son *Histoire du Pays Roumain* pour décrire l'héritage romain en Italie. Le jeune homme retrouvait là, comme à Constantinople d'où il venait, le souvenir de l'Empire romain. « Cet Empire-là », dira-t-il, « a été très juste et miséricordieux, veillant à préserver la religion et la justice bien davantage que toutes les autres monarchies ou principautés qui ont vécu au monde ou qui existent encore à présent »⁴. Il s'enorgueillissait de savoir que sa Valachie avait été dans l'Antiquité une colonie romaine. Cette réalité s'impose, selon lui, « en s'appuyant sur le témoignage des anciens historiens les plus savants et les plus véridiques, lesquels déclarent que les **Valaques**, comme ils nous appellent, tandis que nous nous disons **Roumains**, nous sommes de vrais Romains, avérés par la foi et par le courage »⁵. Les traces de ce passé n'avaient pas été complètement effacées par les barbares et, plus tard, par les Turcs. La langue roumaine même le renvoyait à Rome, non pas à la Rome contemporaine, celle des papes, mais à celle qui le remplissait de nostalgie, où l'on parlait latin. Lorsque, une trentaine d'années plus tard, Luigi Ferdinando Marsigli lui demandera des renseignements historiques pour son travail sur la Dacie, il va répondre que, malgré la tyrannie des infidèles, le maintien de la langue et de la religion chrétienne avait été possible grâce aux « *arcani e decreti divini* »⁶. L'insondable volonté de Dieu devait permettre l'espoir d'un avenir libre.

Le même genre de questions étaient posées à la même époque en Moldavie. Le nom et l'origine des Roumains, la conquête de la Dacie par Trajan, ce qui s'ensuivit à la fin de la présence romaine dans ce pays que les barbares envahissaient, tout ce qui avait précédé l'organisation d'une vie politique – tels sont les sujets sur lesquels le chroniqueur Miron Costin et son fils Nicolas se sont longuement interrogés. En même temps, il était naturel qu'à leur recherche sur l'héritage de Rome qui représentait les lettres de noblesse de leur peuple se joignît une méditation sur les lois naturelles qui dirigent les Etats. Ils ouvraient ainsi une perspective sur le devoir moral des gouvernants.

³ *Operele lui Constantin Cantacuzino*, publicat de N.Iorga, București, 1901, p. 4. Voir aussi Florica Dimitrescu, *Contribuții la istoria limbii române vechi*, București, 1973, p.112.

⁴ *Operele lui Constantin Cantacuzino*, p. 85; Constantin Cantacuzino Stolnicul, *Istoriia Țării Rumânești*, ediție critică de Damaschin Mioc, p. 70.

⁵ *Ibid.*, p. 98.

⁶ *Operele*, p. 56.

Cette fois encore, l'intérêt pour la philosophie du pouvoir se reflète dans l'interprétation d'une œuvre d'art. En 1676, à la cour de Jassy, peut-être à l'occasion de la visite d'un envoyé du roi de Pologne qui se rendait à Istanbul, les trois fils de Miron Costin ont récité des discours en polonais et en latin devant le prince Antoine Roussetos⁷. Les textes avaient été certainement rédigés par leur père, dont nous savons qu'il avait l'habitude de ces deux langues. Ils ont été conservés dans un recueil de modèles de rhétorique devant servir aux élèves de l'Académie princière de Jassy. Les progrès de cet enseignement nous sont connus par une lettre du missionnaire catholique Francesco Antonio Renzi en 1698. Celui-ci se vantait que «*hora tutto il fiore della nobiltà parlano in latino e molti sono ancora buonissimi filosofi*»⁸.

L'un de ces exercices de rhétorique exprime des vœux de Noël et salue la paix de Zurawna, le traité polono-ottoman qu'on venait de conclure. Cette paix, l'orateur feignait de la croire un triomphe diplomatique du prince et il félicitait celui-ci pour avoir acquis ainsi une gloire immortelle. Entre autres compliments inspirés par la reconnaissance pour ce bienfait, Costin a comparé son prince à Auguste. Il n'a eu aucun scrupule à lui adresser l'hommage rendu autrefois aux empereurs : *Vive diu invictissime Caesar*. Toute cette éloquence était destinée à accompagner le don d'un labyrinthe, c'est à dire une estampe représentant un tracé de jardin. Des images avec ce sujet étaient fabriquées à l'époque en Allemagne et en France et diffusées jusqu'à Moscou sous le nom de *frjazskie listy*⁹. L'imitation de l'Occident se manifeste avec un délai, mais on compte sur le prestige d'un objet d'art pour rehausser l'éloge fait au pouvoir. La langue employée pour célébrer un régime politique idéal témoigne de l'influence exercée par la Pologne sur ses voisins; celle-ci fournissait un exemple qui devait se maintenir longtemps.

Notre intérêt se porte maintenant sur une autre image artistique pour étudier un manuscrit qui avait naguère attiré l'attention d'Alexandru Duțu¹⁰. Il a ensuite été négligé faute de bénéficier d'une édition et d'une interprétation correcte. Sans avoir la certitude de ne pas nous tromper, nous croyons pourtant n'être pas tout à fait dans le faux.

Le texte dont il s'agit a été écrit dans les dernières années du XVIII^e siècle en Moldavie. Son titre, *Palatul crailor leșești* (« Le palais des rois de Pologne ») n'a invité qu'à un commentaire extrêmement vague : « il dénote une fois de plus les rapports du mouvement culturel et politique de Moldavie et des courants de pensée de Pologne »¹¹. Jusqu'à présent on n'a pas trouvé de réponse à la question si c'est

⁷ Andrei Pippidi, *Autour de Miron Costin – deux notes d'histoire de l'art*, in Veniamin Ciobanu (ed.), *Romanian and Polish Peoples in East-Central Europe*, Iași, 2003, p. 18–7192.

⁸ M. Berza, *Pentru o istorie a vechii culturi românești*, București, 1985, p. 115, 178.

⁹ Catherine Claudon, *Les images étrangères (Frjazskie listy) en Russie au XVII^e siècle, leur diffusion, leur réception par l'opinion*, « *Gazette des Beaux-Arts* », 124, 1367, 1982, p. 209–218; Marianne Grivel, *Le commerce de l'estampe à Paris au XVII^e siècle*, Paris, 1986, p. 149, qui cite le gravure Le Pautre (1650–1682) pour ses vues de jardins en perspectives.

¹⁰ Alexandru Duțu, *Les livres de sagesse dans la culture roumaine*, Bucarest, 1971, p. 137–138.

¹¹ *Ibid.*, p. 138.

une traduction ou un texte original. Tout ce qu'on sait c'est que la Bibliothèque de l'Académie Roumaine en possède deux copies, datées toutes les deux : le ms. 47 du 5 octobre 1797 et le ms. 1408 du 24 février 1800. Ils proviennent du même milieu clérical, parce que la première signature, de copiste ou de propriétaire, *Vartholomei Putneanul*¹², indique une origine du monastère de Putna, et ce texte a été transcrit de nouveau, trois ans plus tard, au couvent de la Sainte Vierge, dans la ville de Roman.

Comme c'est souvent le cas, chaque manuscrit, malgré ses dimensions modestes, sert de bibliothèque, parce qu'il réunit plusieurs textes, plus ou moins apparentés par leur contenu. Ainsi, le ms. 47, après *Le palais des rois de Pologne* (ff. 4–9), contient une page sur *La philosophie des Anciens, c'est à dire des Brahmanes* (ff. 13 v.–14), suivie d'un autre feuillet (ff. 37–38) au titre insolite dans cette compagnie: *Sur les esprits forts, contre le sentiment de Mr de La Bruyère*. Enfin, un fragment en latin qui commence ainsi : *Multa mihi scribis de animae immortalitatae* (ff. 47 v. – 54 v.). La curiosité de ce religieux moldave arrivait donc jusqu'à La Bruyère, qu'il lisait en français, en passant par l'Inde, mais le problème de base semble avoir été le salut de l'âme¹³. *Le palais des rois de Pologne*, comme nous le verrons, porte un jugement moral sur le pouvoir.

Dans le ms. 1408, le texte qui nous intéresse occupe dix feuillets (ff. 52–56 v.). Le précédent un écrit d'Eugène Voulgaris traduit en roumain sous le titre *Le livret* (ff. 1–35), *La supplique de la nation des Grecs adressée à toute l'Europe chrétienne* (ff. 35–43 v.), *Le tocsin des rois*, un fameux pamphlet de Voltaire (ff. 44–47 v.), *L'œuvre de Jean Plokof, conseiller de Holstein, sur les affaires présentes* (ff. 48–51) et *L'œuvre de Jean Sigismond von Zieten des Champs Elysées* (ff. 57–59 v.)¹⁴. Les titres des traductions en roumain sont assez peu changés, ce qui permet de reconnaître la forme originale. Par exemple, rien qu'à voir les rois de Voltaire transformés en empereurs, on devine que la traduction en roumain a employé un intermédiaire grec, parce que dans cette langue les deux titres sont rendus par le même mot, βασιλείς : en effet, c'est une version due à Voulgaris qui a servi au traducteur roumain. Celui-là n'est pas le même qui a traduit *Le palais des rois de Pologne* où se trouve le mot *crai* (roumain ancien pour roi).

Un troisième manuscrit, 499, de la même bibliothèque, contient trois de ces textes, seulement eux, réunis, ce qui est significatif pour les préoccupations politiques d'un certain groupe de lecteurs ou propagateurs. Ce sont *La supplique*, *Le tocsin* et *La traduction du poème de Jean Plokof, conseiller de Holstein, sur les affaires présentes*. En roumain: *Rugăciunea neamului grecilor către toată creștineasca*

¹² Voir Epifanie Cozărescu, *Arhimandritul Vartolomei Putneanu. Contribuție la elucidarea unei vechi confuzii*, Mitropolia Moldovei și Sucevei, 1983, p. 193 et suiv.

¹³ Ioan Bianu, *Catalogul manuscriselor românești*, I, București, 1908, p. 108. Les ff. 52v.–54, où il est question des « ambassadeurs d'Antiochus » (*Antiochi legati*) serait pris de Tite-Live, XXXIV.

¹⁴ Gabriel Ștrempel, *Catalogul manuscriselor românești*, I, București, 1978, p. 319.

*Europă, Toaca împăraților et Tălmăcirea facerii lui Ioan Plokov, sfetnicul lui Olsteinii la pricinile ceaste de acum*¹⁵.

Avant de revenir au contexte qui éclaire le sens des traductions, il nous faut d'abord présenter le contenu de l'œuvre qui nous intéresse. Dès les premières lignes, on est invité à visiter un palais : « A Varsovie il y a eu un palais des anciens rois. Sur chaque porte il y avait un emblème peint avec une inscription qui comprenait des instructions très utiles pour ceux qui maîtrisent des nations ». Sont ensuite décrites douze images, chacune accompagnée d'une légende et de son commentaire.

Une couronne impériale sur la tête d'un roi, soutenue par « les mains d'une multitude de gens de tous les états », appelle la sentence « un seul est incapable de la porter ». C'est dire qu'on a « besoin de l'amour du peuple », parce que « régner signifie une veille incessante ». Celui qui semble être le maître doit être « serviteur de tous pour remplir le devoir de régner ».

Une figure humaine, « ayant des yeux au front, mais aussi à la nuque, sur les mains, sur les jambes et au dos ». Les mots « Il voit partout » rappellent qu'il faut prêter attention au passé comme à la conséquence de ses actions.

Un rideau sur lequel est écrit « Qu'on ne voie pas » veut conseiller le secret.

Une tortue et un pied ailé sont un symbole du dicton *Festina lente*.

Une aigle s'envolant vers le ciel traduit l'avis d'éviter les « petites affaires malhonnêtes ».

Un hibou, parce qu'« il voit la nuit », avertit que rien n'échappe à l'attention du peuple. Le souverain est donc obligé à la franchise envers ses sujets.

Une figure de femme aux yeux bandés, « tenant d'une main une couronne et de l'autre une épée nue », exige que la justice soit inflexible « pour le riche honoré autant que pour le pauvre misérable ».

Une enclume et un marteau de forgeron avec une épée et un rameau de laurier sont une manière d'encourager le monarque à défendre la paix par les armes, pourvu que cette paix soit honorable.

L'image d'un homme qui tombe d'un char que ses chevaux entraînent vers le ciel est une remontrance contre la témérité (la *hybris*, naturellement).

Un jeune homme nu et ailé dont la moitié de la chevelure est emmêlée dans les branches d'un arbre, tandis qu'il saisit l'autre moitié dans sa main : cette composition assez énigmatique se rapporte à l'inconstance de la fortune.

Une image du soleil, ayant pour légende « Je fais tout croître », correspond au devoir du prince d'être le bienfaiteur de tous ses sujets.

Enfin, la dernière peinture a pour sujet un jeune homme enchaîné qui, repoussant une femme nue qui essaie de le libérer, se précipite à la suite d'une

¹⁵ *Ibid.*, p. 128. Voir encore I. Bîanu, *ouvr. cité*, p. 243. Ce sont des notes au sujet des négociations, déroulées en 1772 à la suite d'un armistice russo-turc, dont on espérait qu'elles pourraient délivrer les Principautés de la domination ottomane. La seule étude à utiliser est celle de Violeta Barbu, *Cele mai vechi traduceri din Voltaire în limba română*, „Limba română”, XXXVI, 1987, 6, p. 525-532, et XXXVII, 1, 1988, p. 39-54.

autre femme dont il ne peut voir la figure hideuse et dont les vêtements dorés l'attirent. Cette fois, l'intention est de recommander de se méfier des ministres flatteurs qui incitent à la tyrannie.

On dirait un Miroir du Prince, un genre d'ouvrage répandu dans toute la littérature européenne du Moyen Âge, mais vulgarisé, abaissé au niveau des simples, comme une sorte de manuel. Par endroits, quelques lieux communs laissent apercevoir déjà des revendications appartenant à l'esprit démocratique de la fin du XVIII^e siècle : le contrat social, la transparence du gouvernement, l'égalité devant la justice, la condamnation des courtisans. C'est à peu près la tendance de la seule interprétation qui a été tentée par Al. Duțu.

Mais il y a deux autres explications qui peuvent rehausser l'originalité du document. L'emplacement de cette leçon de gouvernement est-il imaginaire ?

Au centre du paysage de Varsovie se dressait jadis le Palais Royal qui était le cœur politique de la Pologne et la gloire de la cité. Il y avait là non seulement la résidence du roi, mais aussi le siège de la Diète et des plus hautes autorités d'Etat. Depuis que la monarchie n'était plus héréditaire en Pologne (à partir de 1572, à la mort du dernier Jagellon), le trône était devenu électif et le pouvoir législatif se trouvait concentré à la Diète, ce qui limitait donc le pouvoir royal. La réfection de l'édifice détruit en 1944 a stimulé les études archéologiques et historiques afin de reconstituer son aspect à diverses époques. Le texte que nous venons de résumer est contemporain des partages de la Pologne. Or, on sait que sous le règne de Stanislas-Auguste, de 1764 à 1794, le château de Varsovie a subi de nombreux remaniements. On connaît bien le programme idéologique de la décoration, tel qu'il a été mis en œuvre pour faire ressortir la force et la majesté du pouvoir. Par exemple, plusieurs inventaires révèlent les sujets des travaux exécutés par des peintres français ou italiens. Ce sont des scènes mythologiques ou légendaires illustrant des vertus telles que le courage, la sagesse, la piété, la justice ou la générosité. Certains de ces tableaux étaient utilisés comme des dessus-de-portes. N'avons-nous pas ici la description d'une série de peintures allégoriques commandées par Stanislas-Auguste pour les Appartements d'Etat ou pour les pièces du premier étage du corps de logis qu'il habitait ?¹⁶ Pour répondre à cette question il faudrait une information qui nous manque, mais qu'il ne serait pas difficile d'obtenir.

On ne saurait écarter une autre hypothèse : même si l'existence de ces cartouches ou panneaux n'est pas confirmée, il est vraisemblable de supposer que les travaux au palais de Varsovie eussent suggéré un prétexte pour cette description du meilleur des gouvernements possibles. Reste à savoir si le manuscrit dont on a pris ces copies en Moldavie avait été l'original écrit en roumain ou une traduction.

¹⁶ *The International Journal of Museum Management and Curatorship* (1982), I. Voir les articles sur le Château royal de Varsovie par Aleksander Gieysztor (p. 17–20) et Andrzej Rottermund (p. 21–39).

Il est malaisé d'attribuer à un lettré polonais de l'époque ce style naïf, proche des sermons orthodoxes. Serait-il impossible de présumer comme auteur un de ces moines ukrainiens que Pajsij Veličkovskij avait amené en Moldavie après 1763, lequel aura entendu parler du chantier de Varsovie?

Le problème des traductions nous ramène au groupe de textes qui se trouvent dans le ms. 1408 à côté du *Palais des rois de Pologne*. Les premières pages ont pour auteur Eugène Voulgaris; c'est un écrit contre les catholiques, publié à Constantinople en 1756 et traduit ensuite en roumain. Après cet exercice de polémique confessionnelle caractéristique pour l'atmosphère du Mont Athos, où il vivait alors, Voulgaris a traduit *La supplique de la nation des Grecs* quand il s'était déjà déplacé en Russie. Ce travail a dû le recommander pour la fonction de bibliothécaire à Saint Pétersbourg, parce que cet opuscule a été mis en circulation par la propagande de Catherine II lorsque la flotte russe allait intervenir au secours du soulèvement des Grecs au Péloponnèse. Son auteur nous est connu grâce aux recherches d'Ariadna Camariano¹⁷ et de Franco Venturi¹⁸. C'était Giovanni del Turco, un Florentin féru d'Homère, dont le philhellenisme l'a fait accueillir à Saint Pétersbourg, où il a pu rencontrer Voulgaris. Au cours de son voyage à travers le Levant, en 1772, il n'a pas oublié de passer par la Valachie qui se trouvait sous l'occupation russe¹⁹. Del Turco aura fait connaître là-bas son appel à l'Europe, déjà traduit en grec par Voulgaris, ce qui a déterminé sans doute un Roumain à le traduire à son tour.

Le même sujet, une exhortation aux gouvernements européens à se joindre à la Russie pour délivrer les Grecs, se retrouve dans *Le Tocsin des rois*. Cet écrit de Voltaire avait été publié dès 1771 en traduction russe. Non seulement on y justifiait l'action contre les Turcs, mais aussi la politique de Catherine en Pologne, où le roi venait d'échapper à un attentat. Tout en faisant l'éloge de Stanislas-Auguste, « le plus tolérant et le plus sage de ceux qui ont occupé le trône de Pologne », Voltaire y ajoutait ses attaques habituelles contre l'Eglise catholique. Encore une raison pour Voulgaris et des moines moldaves de diffuser ce texte.

D'autres invectives anti-ottomanes : « Aux armes contre les ennemis de l'Europe ! » avaient été lancées par Voltaire en 1770, sous le pseudonyme de Jean Plokof, un soi-disant poète allemand. L'année suivante paraissait déjà la traduction en russe et, en 1772, Voulgaris s'était chargé, encore une fois, de la traduction en grec. Le sort de la Grèce, abandonnée par les puissances occidentales, était lié à la guerre civile de Pologne. Voltaire ne manquait pas cette occasion de rendre hommage à Stanislas-Auguste, « le plus sage et le plus éclairé des rois »²⁰. La traduction en

¹⁷ *Spiritul revoluționar francez și Voltaire în limba greacă și română*, București, 1946, p. 82-97.

¹⁸ *Settecento riformatore. La prima crisi dell'Antico Regime (1768-1776)*, p. 75-90.

¹⁹ *Ibid.*, p. 84: „una favorevole occasione di passare da Pietroburgo nella Vallacchia”.

²⁰ Ariadna Camariano, *ouvr.cité*, p. 131-143. Voir également *Biblioteca Voltera*, Moskva-Leningrad, 1961, p. 939-940 et 1005-1006.

roumain n'a pas tardé, en mai 1772, alors même que les négociations russo-turques de Focșani n'aboutissaient pas à mettre fin à la guerre qui durait depuis 1768.

Le dernier des textes recueillis dans le ms. 1408 est un opuscule qui suit la tradition littéraire des dialogues posthumes. Ce morceau apocryphe est un discours censé venir des Champs-Élysées et attribué au général prussien Hans Siegismund von Zieten, lequel avait trouvé la mort sur le champ de bataille en 1758²¹. Sous cette forme, la situation politique de l'Europe de l'Est est présentée du point de vue de la Prusse, donc considérant le maintien de l'Empire ottoman comme un sujet négociable, mais se déclarant en faveur d'une alliance avec les Russes, car « Qu'est-ce que la Moscovie était il y a 80 ans, avant Pierre le Grand ? »

La date 1791 ne doit pas être celle de la traduction en roumain, mais celle d'une copie précédente. La copie actuelle, qui date de 1797, serait écrite par Gêrassime de Putna, auquel on attribue plusieurs traductions du français²².

Les manuscrits que nous avons étudiés conduisent inévitablement à un état d'esprit caractéristique pour le XVIII^e siècle finissant. Le traité austro-turc de Svistov (1791) et celui de Jassy entre la Russie et l'Empire ottoman (1792) avaient rétabli la paix après sept ans de bouleversements. La Moldavie était réduite au Nord à la frontière du Dnjestr, limite qu'elle va perdre à l'Est en 1812. Ces annexions successives au profit de l'Autriche et de la Russie ont été la conséquence des partages de la Pologne. Pour le royaume amoindri et menacé, la suite sera la Constitution du 3 Mai. Il ne faut pas oublier que Putna, avec toute la région environnante, avait été rattachée à l'Autriche et que la Moldavie, dans les dernières années du siècle, servait de refuge aux Polonais qui avaient suivi Koszciusko. En 1798, un témoin rapportait : « Tout frémit de révolutions et de rébellions ouvertes »²³.

Si l'on contestait le choix qui a été fait d'exemples de la réflexion sur la légitimité du pouvoir, nous répondrions qu'ils représentent deux époques bien distinctes de l'histoire du *regnum*. La première étape est celle de l'Etat absolu, soit envisagé comme puissance de la loi, soit personnifié par le prince dont on dresse l'apothéose. Si l'on essaie plus tard d'esquisser les règles que le monarque doit respecter pour bien remplir son devoir, c'est déjà concevoir une dette envers le peuple. Malgré l'évident décalage dans le développement de leurs Etats, Polonais et Roumains tâchèrent en même temps de reconnaître les principes d'un bon gouvernement.

²¹ Renseignements recueillis obligeamment par Andrei Timotin, <http://www.deutschebiographie.de/pnd138517754.html?anchor=adb>.

²² N.A.Ursu, *Contribuții la istoria culturii românești*, Iași, 2002, p. 211–236 (surtout p. 211 et 216).

²³ *Documente privind istoria României. Colecția Eudoxiu de Hurmuzaki (s.n.)*, IV, *Rapoarte diplomatice ruse (1797–1806)*, București, 1974, p. 155. Voir aussi Andrei Pippidi, *Traductions et conspirations. Sur l'agitation révolutionnaire dans les Principautés Roumaines vers 1800*, RESEE, XXXVIII, 1–2, 1999–2000, p. 111–121.

A N N E X E

„În Varșav au fost un palat al crailor celor vechi, pe fieștecare poartă era câte o emblema zugrăvită cu scrisoare, care și puține cuvinte cuprindea învățături foarte de folos celor ce stăpînesc noroade. Deci pe ușa cea dintîi era zugrăvită o coronă împărătească pe capul unui craiu sprijinită de mulțimi de mîini a oameni de tot felul de stări, cu această scrisoare:

Unul singur nu o poate purta

Vrînd să arate că, pentru ca să împărățești fără primejdie, ai trebuință de dragostea nărodului, care de nu te va iubi ca să te agiute la întîmplările cele grele,, nu poți singur a rîdica greutatea coronei. Căci împărăție nu este prilej ca să te dezmerzi, ce mai vîrtos este o diapururi priveghere și măcar că tuturor te arăți a fi stăpîn, dar ești slugă tuturor de vei să plinești datorie împărăției.

2 ușă

Iaste zugrăvit un om care nu numai în frunte are ochi, ci și în ceafă, și pre mîini și pre picioare, și în spate, cu această scrisoare:

În toate părți vede

Cîtă privighiare trebuie să aibă împărății la chivernisirea țărilor, de aicea să cunoști, căci nu numai ceale de față cu ochii din frunte, și ceale viitoare, ci și ceale trecute cu cei din ceafă să vadă. Să vadă cu cei din spate ceale ce fac slugile lui pe din dos, că nu toți oamenii pe din dos sînt ca de față. Să vadă cu cei din mîini ce dă, și la cine, și pentru ce. Cu cei de la picioare să vadă ori la ce treabă pe ce drum merge.

3 ușă

Iaste zugrăvită o perdea cu această scrisoare:

Să nu să vază

Arătînd că împărății la trebile lor să fie foarte tainuiți, că de multe ori, nepăzindu-se taina cum se cade, să dă sminteală la ceale mai de folos trebi a împărăției.

4 ușă

Iaste o broască cu țistu, și deasupra țistului un picior cu aripi, cu această scrisoare:

Grăbeaști-te încet

Adică nu fii grabnic la sfat cu ca broasca cea țistoasă, iar după ce ai sfătuit foarte să fii iute la purtatul trebii, să nu mergi, ci să zbori, căci graba la sfat aduce greșală, iar la treabă iuțimea iaste foarte de folos.

5 ușă

Iaste un vultur zburînd spre înălțimea ceriului, cu această scrisoare:

Spre înălțime zboare

Ca cînd ar fi vrut să zică: nu intra în treburi mici și necinstite, ci toate lucrările tale să fie pline de mărime, ca și folos să-ți aducă și cinste, pentru ca să fii la ipolipsă bună și cinstită.

6 uşă

Să veade zugrăvit un boghiu cu această scrisoare:
şi noaptea veade

Nu socoti, o împărate, va să zică, că vei face sau vei lucra ceva pe ascuns şi să nu ştie norodul, că după cum pasirea aceasta la întunearic veade, aseamine noorodul ca de faţă priveaşte faptele tale ceale mai ascunse. Pentru aceasta aşa fii la taină ca cum ai fi în privealişte. Că nu iaste nici o perdea carea să poată ascunde năravurile tale, şii după cum de faţă toţi te laudă, aşa pentru netrebnicile tale te hulesc.

7 uşă

Iaste scrisă o fămeaie cu ochii legaţi, fiind întru mină o cunună şi într-alta o sabie goală, cu aceste cuvinte:

Feţile nu veade

Nu căuta, va să zică, făcînd judecata în faţă, nici de cel bogat şi cinstit să mă ruşinezi, nici de cel sărac şi mişal să-ţi fie milă. Ca cu o cumpănă să aveţi judecata, şi ca cu o sabie să o curmi, neîngăduind pe nimenea a rămînea năpăstuit.

8 uşă

Să vede zugrăvit un ilău. Deasupra o sabie, dintr-a căriia vîrfu iaste un ram de maslin şi un ciocan băfînd pre sabie, cu aceste cuvinte:

Din războiu pace

Cu armele să ții pacea țării tale, iar nu fiindu-ți frică de oștire să calicești pacea cu chipuri necinstite, căci o pace ca aceeaia nu-ți iaste de folos, nici statornică.

9 uşă

Iaste zugrăvit un car cu cai împărătești. În car iaste un om care cade din car zburînd ca spre ceriu, cu această scrisoare:

Din obrăznicie cădereare

Măsură putearea ta, și după virtute înceape treaba ca să o poți aduce la sfîrșit norocit, iar aminterea singur vei fi pricină cădearii și nenorocirii tale. Acesta iaste fiul.

10 uşă

Iaste un copaciu zugrăvit, la rădăcină un om tînăr, a căruia jumătate de păr iaste încîlcit în crăci, și jumătate îl ține în mină. Omul iaste gol și cu aripi. Cu această scrisoare:

și pe celalalant pot să-l descîlcesc

Nu te mîndri, o stăpînitoriule, ca cînd ar vrea să zică, că eu sînt norocul care, deși sînt încurcat cu jumătate de păr, dar poci să descîlcesc, aripi am și pot zbura, gol sînt și nimica nu mă opreaște. Așa să mă aibi ca cînd nu mă ai, și cînd nu mă ai ca cînd sînt de faţă. Că la mine părul meu tot în mină nu dau.

11 uşă

Iaste un soare cu razile întinse în toate părți, cu această scrisoare:

Toate le crescú

Învăță și de aicea, împărate, cum trebuie să împărățești, că după cum soarele dincătro înaparte căldura sa la toată firea, și nu numai luminează ci și creăște, aseamenea tu să întinzi îndurările tale la toți supușii tăi. și ca soarele peste tot locul să te afli ca să rîdici pre cei împilați și să înfrînezi pre cei obraznici, și nu numai cu cuvinte să dai făgăzi, ci cu fapte să dovedești facerile de bine, ca să te faci părinte făcătoriu de bine norodului tău, iar nu tiran.

12 ușă

Iaste o fămeaie, care la față iast foarte sălbatică, ochii crunți, din gură îi curge singe, iar dosul iaste foarte cuvios, cu haine aurite înbrăcată. Denapoaia ei trage pre un tînăr cu un lanțuh de gît, care singur aliargă după ia. Mergirea ei iaste preste trupuri de oameni jungheți spre o prăpastie. Despre altă parte iaste altă fămeaie foarte cuvioasă la chip, dar goală, carea întinde mina să scoată din lanțuh pre tînăr, iar el ca cum s-ar spăria de dînsa aliargă după ceea carea îl trage legat, cu această scrisoare:

Volniciia roabă

Nu pot avea mai mare pildă de batjocura în carea sînt împărații despre clevetnicii măgulitori, carii niciodată fața lor nu-și arată, adică precum sînt nu întră înaintea împăraților, ci supt un chip tocmit ascund cea mai mare răutate. Ticăloși sînt împărații că mai niciodată nu văd lucrurile precum sînt, și acei de carii să cutremură lumea de multe ori sînt rîsul unor oameni de nimica. Văzut-ai muierea cea cu cap sălbatic, aceeaia iaste măgulitoarea clevetire, sînt ministrii cei plini de răutate, stă cu dosul spre cel legat că clevetnicii nu îndrăznesc a să arăta niciodată precum sînt, că cine i-ar priimi? Trage pre un tînăr legat, mai tari sînt legăturile măgulirii decît fierul, și cu adevărat un stăpînitoriu ce-i ascultă rău să face. Dar să oțărăște cine va gîndi după ce s-au robit cu meșteșugurile lor la ce fapte tiranicești îi trag, iar pre urmă îi aruncă în peăștera peirii. Aceaia iaste prăpastia carea o vezi zugrăvită, să sparie cel legat de fămeaia cea goală, că toți împărații carii sînt măguliți să tem de adevăr. Căci el iaste gol, podoabă striină nu primește, toată frumusețea în sine o are. De are cineva ochi să o poată vedea și minte să o poată cunoaște.”

(ms. 1408) Hurmuzaki VI, p.135–139, inventarul tezaurului depus de Brâncoveanu la Brasov 16 aug.1714: „Drey Moscovitische Bilder. Ein Perspectiv... Alleshand schone Moscovitische Bilder auf Holz, maist mit silber beschlagen - Ein verschlag mit Wallachischen Buchern”

BCU Cluj / Central University Library Cluj

LA CONVENTION EXPLICATIVE RUSSO-TURQUE DU 26 AVRIL, 1830

VENIAMIN CIOBANU

Les circonstances qui ont mis fin à la guerre russo-turque de 1828 et 1829 ont laissé leur marque non seulement sur les conditions dans lesquelles a été conclu la paix d'Andrinople du 14 septembre 1829, mais également sur le développement ultérieur des relations entre la Russie et la Porte, dominées, depuis quelques années par des conflits concernant les modalités de mettre en œuvre les termes de ce traité, conclu, dans la première phase, par la Convention explicative russo-turque du 26 avril 1830. Déjà connu à l'historiographie roumaine¹, l'acte en question a eu une histoire intéressante qui constitue une partie importante du développement du problème orientale au carrefour des troisième et quatrième décennies du XIX^e siècle, et pour cette raison-là nous avons décidé de le remettre en question. Notre approche peut signifier également une contribution à la recherche de l'histoire de la question orientale, puisque, dans son approche nous avons consulté des sources documentaires non utilisées jusqu'à présent et qui révèlent moins d'aspects, et quelques-uns point connus à l'historiographie du problème. Nous avons parlé, ainsi, des rapports des diplomates suédois accrédités à Istanbul et Saint-Pétersbourg, deux «points chauds» de la question orientale, qui ont eu l'opportunité de suivre et d'enregistrer, parfois dans les moindres détails, les événements qui ont défini l'état où se trouvait le problème orientale dans la période invoquée.

Pays situé, du point de vue géographique, loin de l'Est de l'Europe, la Suède n'avait pas d'intérêts stratégiques et surtout politiques dans la région, résultant de ceux économiques, concrétisés, enfin dans la nécessité de développer ses relations commerciales à la Mer Noire et à la Méditerranée, comme un reflet de la nécessité du développement économique interne et de l'augmentation de la population, surtout, après la création, en vertu de la convention suédo-norvégienne de Moss, de 14 août

¹ Par exemple, Leonid Boicu notait que «selon la Convention du 26 avril 1830, la Porte a été forcé à payer un million de ducats chaque année jusqu'à 1 avril 1838. Une fois payé l'indemnisation commerciale d'un million de ducats, les troupes russes devaient quitter les Principautés et l'ensemble de la Turquie européenne, à l'exception de Silistrie, où une garnison russe stationnait jusqu'au paiement de toutes les indemnités de guerre, en cas de défaut la Russie était en mesure de réoccuper la Moldavie et la Valachie» (s. n., V. C.) (idem, *Scrieri istorice alese*. Ediție și studiu introductiv de Dumitru Vitcu. Indice de persoane de Alexandrina Ioniță, Casa Editorială Demiurg, Iași, 2011, p. 487).

1814, du Royaume-Uni de la Suède et de la Norvège². Cependant, un tel objectif pouvait être atteint, selon les diplomates suédois d'autant plus que la Porte était en mesure d'exercer le contrôle sur les régions mentionnées, ainsi qu'aucune puissance étrangère, la Russie, en premier lieu, le principal concurrent de la Porte à l'Est de l'Europe, ne puisse pas le compromettre pour son profit exclusif. De cette nécessité résulte surtout l'intérêt de la Suède et de la Norvège à propos de l'évolution des relations russo-turques, ses diplomates enregistrant avec une grande précision toutes les oscillations dans ce domaine, de sorte que, les cercles dirigeantes du Stockholm soient en mesure d'adapter leur politique dans la question orientale, selon l'évolution des rapports de force dans les régions mentionnées, déterminés par les crises qui marquaient ces relations. Et l'une d'eux, d'une intensité particulière s'est manifestée aussi par la guerre russo-turque des années 1828 et 1829 qui a pris fin avec la paix d'Andrinople, du 14 septembre 1829. Une paix qui a créé une façon nouvelle de développer les rapports entre les anciens belligérants, dans les années qui ont suivi, par conséquent de l'évolution de la question orientale, qui a eu comme point de référence, la Convention explicative russo-turque de 26 avril 1830. C'est le résultat d'un long fil de négociations russo-turques au cours desquelles ont été discutés non seulement le statut juridique des Principautés roumaines – «le baromètre» qui «enregistre» fidèlement le cours d'équilibre des forces entre la Russie et la Porte, mais aussi des intérêts plus larges, y compris ceux de la Suède-Norvège.

Les observations des diplomates suédois accrédités à Istanbul et à Petersbourg ont été insérées dans de nombreux et bien documentés rapports qui sont, comme nous avons mentionné, une source très importante, grâce à l'attention avec laquelle ont été rédigés, pour reconstituer l'histoire de la question orientale de la première moitié du XIX^e siècle. Un intérêt particulier pour la recherche de ce domaine présentent les rapports des diplomates d'Istanbul qui ont eu l'occasion de suivre de plus près les événements et de les interpréter en conséquence. Non moins importants sont ceux qui sont rédigés dans la capitale de la Russie, dans ce cas, car ils surprennent parfois le point de vue des milieux dirigeantes russes dans les questions qui intéressaient aussi la Suède-Norvège, au fond de l'évolution de la question orientale.

Pour surprendre plus facilement l'importance de l'acte international en question, selon les perspectives mentionnés dans les lignes précédentes, nous avons considéré comme nécessaire de passer en revue, premierement son «histoire», bien sûr, sur la base des informations fournies par les documents en question. Le début des négociations de paix, enregistré déjà à la mi-août 1829, a eu lieu dans le contexte de la persistance de la crise causée par la question grecque, qui a commencé avec le déclenchement de l'insurrection grecque en 1821 et qui a été, comme on sait, l'une

² Voir à ce sujet, Ingvar Anderson, *Dzieje Szwecji*. Traduit du suédois par Stanisław Pickarczyk, Warszawa 1967, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, p. 249–251; Adam Kersten, *Historia Szwecji*, Wrocław-Warszawa-Kraków, Gdańsk, Zakład Narodowy Imienia Ossolińskich Wydawnictwo, 1973, p. 305 et suiv.; Jørgen Wibull, *La Suède. Un aperçu historique*, Institut Suédois, f. a., f. l., p. 80 et suiv.

des manifestations la plus aiguë de la crise orientale qui a grevé la position de la Porte dans les relations internationales, en général, et ceux avec la Russie, en particulier. La pression diplomatique des grandes puissances, mais surtout la traversée des Balkans par les armées russes, commandées par le général Charles Jean Frederik Antoine, comte Diebici, appelé pour cette raison, „Zabalkanski”, ont déterminé la Porte de changer radicalement sa position dans la question grecque. En conséquence, le Reis Efendi, Mehmed Said Pertev Efendi, a communiqué officiellement, le 15 août 1829, aux ambassadeurs de la France et de la Grande-Bretagne que la Porte était disposé à adhérer au Traité anglo-franco-russe conclu à Londres, le 6 juillet 1827, concernant les actions ordinaires qui devaient être entreprises par les États signataires afin d’obtenir l’autonomie de la Grèce³. On éliminait ainsi un obstacle sérieux à la façon de commencer des négociations de paix. Une autre cause qui a conduit la Porte à hâter la conclusion de la paix n’a pas été le développement de la situation sur les fronts, (depuis que l’armée commandée par le général Diebici, qui a atteint Andrinople le 20 août 1829, était totalement découverte, peut-être surprise par le Pacha de Scodra qui s’approchait en marche-forcé⁴, surtout qu’il était dans un état assez critique, à cause des maladies qui broyaient ses armées et de l’organisation de l’approvisionnement⁵), mais, surtout la grave crise politique interne qui se généralisait et qui a miné de l’intérieur, le pouvoir de résistance de l’Empire ottoman. Selon les observations d’Albrecht Elob Ihre, chargé d’affaires de la Suède-Norvège près de la Porte ottomane à la mi-août 1829, l’armée turque était totalement démoralisée, bien que aussi la population civile, et la popularité du sultan Mahmud II était tout à fait critique. Dans cette situation d’épuisement complet, la Porte était incapable de faire la guerre *«quelque peu honorables que soient les conditions de la paix»*, comme appréciait le diplomate suédois (s. n., V. C.)⁶. Par conséquent, dans ces circonstances, la Porte a manifesté la volonté de signer la paix, *„à tout prix et sur le champ”* (s. n., V. C.)⁷. Le Tsar Nicholas I étant déterminé de finir la guerre qui s’était avérée ruineuse

³ Selon les informations envoyées à 16 août 1829 au comte Gustaf Wettersted, ministre d’État et des Affaires étrangères de la Suède-Norvège par Albrecht Elob Ihre, le chargé d’affaires près la Porte, *«lorsqu’on compare cette dernière réponse avec celle, qui fut donnée le 30 Juillet, et qui ne enfermait qu’une réchauffée des conditions, communiquées dans le tems directement aux Grecs par l’organe du patriarche, on est justement étonné de la facilité, avec laquelle la Porte a changé de langage, en moins de 15 jours. Aussi l’Ambassade de France ne cache-t-elle pas, que si la réussite a été prompte, le mérite en est dû aux Généraux Diebitsch et Paskiewitsch. Il reste, sans doute encore beaucoup à désirer, si non pour l’Angleterre, au moins pour la France et la Russie; mais l’attitude menaçante de cette dernière Puissance ne laisse à la Porte, que la triste consolation d’accorder aux instances de ses amis, ce qu’elle ne peut plus refuser à ses ennemis»* (s. n., V. C.) (*Europe and the Porte. New Documents on the Eastern Question. Volume IX: Swedish Diplomatic Reports 1821–1829*, Edited by Veniamin Ciobanu, L’Édition Cetatea de Scaun Târgoviște, 2012, p. 317–318) (ci-après, *Europe and the Porte*, Vol. IX).

⁴ *Histoire diplomatique de l’Europe. Depuis l’ouverture du Congrès de Vienne jusqu’à la clôture du Congrès de Berlin (1814–1878)* par A. Debidour, Paris, 1891, p. 264 (ci-après, A. Debidour, *op. cit.*)

⁵ *Europe and the Porte*, vol. IX, p. 318.

⁶ *Ibidem*, p. 319; et si l’Empire Ottoman, appréciait-il, *«échappe encore à une dernière catastrophe, il doit son salut à la modération de la Russie, ou plutôt, à cette politique conservatrice, que s’est chargée si longtemps du fardeau de son existence»* (s. n., V. C.) (*ibidem*).

⁷ A. Debidour, *op. cit.*, p. 264.

pour son empire aussi, les négociations de paix ont commencé grâce à la médiation du roi de la Prusse, proposée par lui⁸. La Porte voudrait toutefois de traiter directement avec la Russie, sans intermédiaires et pour cela elle a envoyé deux plénipotentiaires au quartier général du général Diebici d'Andrinople⁹.

Selon les informations communiquées à Stockholm le 29 août 1829 par Albrecht Elof Ihre, les propositions avancées par la Porte, comme base de négociations, visaient à assurer l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman, le renouvellement des anciens traités entre la Porte et la Russie, surtout de la Convention d'Akkerman du 7 octobre 1826, l'adhésion de la Porte au Traité de Londres du 6 juillet 1827, la libéralisation totale du commerce russe dans la mer Noire, avec toutes les garanties qui étaient compatibles avec l'indépendance de l'Empire ottoman; enfin, la compensation par la Porte des pertes subies par les sujets russes pendant la guerre. Mais le diplomate suédois fournissait encore une information qui révèle, une fois de plus, la situation désespérée dans laquelle se trouvait la Porte et qui marquait, comme nous avons mentionné, l'évolution des pourparlers de paix. À savoir que confier ses plénipotentiaires de pleins pouvoirs «*la Porte a même déclaré qu'Elle se remet entièrement à la magnanimité de l'Empereur de Russie*», une déclaration que le diplomate suédois interprétait comme une référence à son désir que la Russie eût traité avec indulgence la question de la dette de guerre qui les obligerait¹⁰.

Alors que, l'objectif central des pourparlers russo-turcs, concrétisés dans les termes dans lesquels on a conclu la Convention explicative du 26 avril 1830 ont été les compensations de guerre et d'indemnités de commerce qui devaient couvrir les pertes des sujets russes découlant des opérations commerciales avec les Ottomans. Dans le premier cas, le montant a été fixé, pour le moment, selon les informations d'Albrecht Elof Ihre à 700 000 bourses qui devraient être versés à des époques

⁸ Il a confié la mission de médiation au général Fredrik-Ferdinand Charles, baron Muffling qui a été secondé par le général Camille de Royer (*ibidem*, p. 264–265).

⁹ *Europe and the Porte*, vol. IX, p. 322–323.

¹⁰ *Ibidem*, p. 325; par conséquent, notait-il, le sultan avait décidé d'acheter la paix «*par une soumission entière aux volontés du vainqueur*»; et cela, parce que „*l'opinion publique parmi les Turcs est tellement prononcée contre lui, que les Russes seraient reçus à bras ouverts à Constantinople. À mesure qu'ils s'approchaient de la Capitale, les propos séditionnels devinrent de plus en plus menaçants. On entend partout, et hautement des injures contre le Gouvernement, et des vœux pour la prochaine arrivée de l'ennemi*»; puisque les mécontents, surtout les anciens janissaires, en espéraient «*que le nouveau système militaire* (introduit par le sultan en 1826, quand on a aboli le corps des janissaires et organisé une nouvelle armée régulière) *sera renversé par la Russie*»; et l'acharnement de l'opposition était prouvé par le fait qu'on a découvert que la plupart des canons des batteries des forteresses du Bosphor à l'embouchure de la mer Noire avaient été pourvus, au cours des combats, seulement avec la poudre à canon, sans balles (*ibidem*, p. 325–326); pour les réformes militaires entreprises par le sultan Mahmud II jusqu'en 1830, voir également Robert Mantran (dir.) *Istoria Imperiului Otoman*. Traduit par Cristian Bîrsan, Édition BIC ALL, Timișoara, 2001, p. 376–377; Charles și Barbara Jelavich, *Formarea statelor naționale balcanice 1804–1920*. Traduit par Ioan Crețiu, Avant-propos et un examen scientifique par le prof. univ. dr. Camil Mureșan, Editura Dacia, Cluj-Napoca, 1999, p. 130–131.

fixes, répartis sur 10 ans. Dans le second cas, le montant était de 40 000 000 piastres¹¹.

Bien qu'elles fussent exorbitantes, selon l'opinion de la Porte, sous la pression de l'ultimatum mentionné donné par le général Diebici et manqué d'un soutien diplomatique de la France, de la Grande Bretagne et de l'Autriche¹², elle a été forcé de les accepter comme base des négociations de paix. Elles ont été complétées par la contribution effective du négociateur prussien, le général Camille de Royer, le 2/14 septembre 1829¹³. Comme on le sait, le Traité contient 16 articles, un document distinct, concernant la Moldavie et la Valachie fait à 2/14 septembre et un autre document relatif aux indemnités de commerce et aux réparations de guerre que la Porte se tenait de payer à la Russie, et aussi l'évacuation des principautés roumaines par les armées russes, qui portent la même date¹⁴.

Comme nous avons mentionné, ont eu lieu des efforts diplomatiques de la Porte d'obtenir la diminution de la somme des obligations de guerre et celle des indemnités commerciales. Une nécessité immédiate, d'ailleurs, du moment que, selon l'opinion d'Albrecht Elob Ihre, *„on ne se tromperait pas en assurant, que les conditions en ont souverainement déplu à tout le monde”*¹⁵. Parce que l'attitude, apparemment conciliante montrée par la Russie était, en réalité, selon le même avis, *„une modération relative, semblable à celle qui commute la peine de mort en un esclavage perpétuel”*¹⁶.

¹¹ *Europe and the Porte*, Vol. IX, p. 330; le rapport du 10 septembre 1829; dans le présent rapport on indiquait une durée de 20 ans fixée pour le paiement des dettes de guerre, terme rectifié dans le rapport du 17 septembre de la même année (*ibidem*, p. 332); dans l'*Annexe* au rapport du 10 septembre, on notait également l'ultimatum donné à la Porte par le général Diebici, selon lequel *«si la Porte n'a pas suscrit à ces demandes»* où on ajoutait la renonciation, *«à perpétuité d'Anapa, de Poti, d'Akalkiké»*, et la démolition *«à jamais de Giurgevo et d'Ibrail»*, avant le 13 septembre 1829, aller à Istanbul, pour l'occuper *«et à fin de n'en laisser aucun doute, un détachement a été, de suite, envoyer occuper Silion»* (s. n., V. C.) (*ibidem*, p. 330).

¹² *«Le rôle que joue dans tout ceci L'Ambassade de France – notait Albrecht Elob Ihre, dans l'Annexe au rapport du 10 septembre 1829 – est extrêmement pâle et même secondaire. Il se laisse visiblement entraîner par Monsieur Gordon (Robert Gordon, l'ambassadeur de la Grande Bretagne à la Porte – n. n., V. C.), dont l'influence va toujours croissant. Il paraît plus que probable, que le cas échéant, une flotte Anglaise se présentera devant Constantinople en même tems que l'Armée Russe. La Porte y a déjà consenti. M. l'Internonce (de l'Autriche – le baron Maurice von Ottenfels-Gschwind – n. n., V. C.) met un grande réserve dans sa conduite et ne prend aucune part apparente à ces affaires»* (s. n., V. C.) (*ibidem*, p. 331).

¹³ Au début, tel que était informé Nils Fredrik Palmstierna, l'envoyé extraordinaire de la Suède-Norvège à Saint-Petersbourg, les Russes ont proposé l'Ackermann comme lieu de déroulement pour les négociations de paix; mais *«les souvenir funestes qui s'attachent à cet endroit* (se réfèrent aux termes dans lesquels la Russie a imposé à la Porte la conclusion de la Convention d'Ackerman, du 7 octobre 1826 – n. n., V. C.) *seulement avoir fait croire aux Turcs que cette insinuation était plutôt une dérision, qu'un véritable désir de se rapprocher»* (s. n., V. C.) (*ibidem*, p. 322, n. 4.).

¹⁴ Quant à leur contenu, voir Dimitrie A. Sturza et C. Colescu-Vartic, *Acte și documente relative la istoria renascerii României*, Volumul I, 1391–1841, București, 1900, p. 318 et suiv.; la version en anglais, dans *The Map of Europe by the Treaty showing the various Political and Territorial changes which have taken place since the general Peace of 1814*. With Numerous Maps and Notes. Vol. II. By Eduard Herstlet, C. B., London, 1875, p. 813 et suiv.

¹⁵ *Europe and the Porte*, Vol. IX, p. 338.

¹⁶ *Ibidem*.

Car les conditions imposées à la Porte étaient incompatibles avec son indépendance, „comme devant nécessairement accélérer sa chute, préparée depuis un siècle”¹⁷. La Porte a mis en cause les pertes territoriales considérées comme une violation par la Russie des engagements qu’elle avait pris de ne pas affecter l’intégrité territoriale de l’Empire ottoman. En ce qui concerne les clauses des dommages de guerre et des compensations commerciales, ceux-là ont été considérées comme un «*un dessein mal déguisé de s’approprier des principautés*» (la Moldavie et la Valachie – *n. n., V. C.*)¹⁸. Enfin, «*la prétention d’administrer exclusivement les pays occupés, jusqu’à l’évacuation (prévu à l’article IV de l’Acte séparé relatif à l’indemnité de commerce et de guerre et à l’évacuation des principautés roumaines – n. n., V. C.) est considérée comme étant aussi avilissante pour la Porte que nuisible à la fidélité que lui doivent ces provinces peuplées en grand partie des Chrétiens*»¹⁹. En conséquence, peu de temps après la ratification du Traité, la Porte a commencé les préparatifs pour envoyer à Petersbourg une mission diplomatique extraordinaire, dirigé par Khalil Rifat Pacha²⁰, dont les instructions devaient être notifiées aux représentants diplomatiques de la France, de la Grande-Bretagne, de l’Autriche et de la Prusse.

’obtenir de
concerne les
frapper de
longé dans

Ayant confiance dans la générosité du Tsar Nicolas I^{er}, la Porte espérait d sa part une réduction des dettes de guerre et des facilités en ce qui co modalités de paiement. Ce que l’aurait dégrevé «*de la mesure funeste de nouveaux impôts un peuple déjà trop irrité contre le gouvernement, et p la plus profonde misère*»²¹

1801...22

Pendant ce temps, les effets du Traité de paix d’Andrinople se faisaient également sentis sur l’application de l’article VII, concernant le régime du navigation des navires de commerce appartenant aux États européens dans la Mer Noire²³. Dans une telle manière que, selon l’avis de Nils Fredrik Palmstierna, envoyé extraordinaire de la Suède-Norvège à Saint-Petersbourg, le commerce dans la Mer Noire avait devenu, déjà «*une affaire exclusivement Russe*», la Porte n’ayant rien à dire dans ce domaine²⁴.

¹⁷ *Ibidem.*

¹⁸ *Ibidem.*

¹⁹ *Ibidem*; «*il est certain que malgré l’état désespéré de Ses affaires au dehors, le Grand Seigneur (le sultan Mahmud II – n. n., V. C.) n’aurait point consenti à la signer, s’il n’avait pas craint qu’une révolution des Janissaires, en détruisant la nouvelle organisation militaire et en replongeant dans l’ancien anarchie, ne eut été jusqu’à l’espoir d’un avenir plus heureux*» (*s. n., V. C.*)

²⁰ *Ibidem*, p. 349.

²¹ *Ibidem*, p. 352.

²² *Ibidem*, p. 354.

²³ *Ibidem*, p. 358; pour ses stipulations voir Dimitrie A. Sturdza et C. Colescu-Vartic, *op. cit.*, p. 321–323.

²⁴ Le rapport de Nils Fredrik Palmstierna du 28/16 janvier 1830, en Sveriges Riksarkivet, Kabinettet för Utrikes Brevväxlingen Utrikesdepartementet med Föregångare, Huvudarkivet Kabinettet/UD Huvudarkivet, E2D, Petersburg 1830, jan.–juni) (ci-après, Sveriges Riksarkivet, Kabinettet/UD Huvudarkivet, E2D, 699, *Petersburg*, 1830, jan.–juni); les documents de ce fond ne sont paginés; ils sont inclus dans la Collection des rapports diplomatiques intitulée *Europe and the Porte. New Documents on the Eastern Question*, Volume X, Part I. *Svedish Diplomatic Reports 1830–1835*, trouvé en manuscrit; c’est pourquoi j’ai indiqué les signatures de Sveriges Riksarkivet.

Le désir exprès de la Porte était de tenir les pourparlers à Saint-Petersbourg, tandis que la Russie aurait préféré Istanbul. L'option des Turcs était motivé par leur intention de provoquer la générosité personnelle du Tsar Nicolas I^{er}, ce que, selon eux, pourrait être atteint plus facilement à Saint-Petersbourg²⁵, où on a supposé que les négociateurs turcs pourraient contacter parfois le Tsar même, dont ils eurent exposé directement les désirs de la Porte. Mais, à l'occasion d'une audience qu'il a accordé à Khalil Rifat Pacha, le Tsar a formulé, sans équivoque, les limites à répondre aux démarches de la Porte visant la révision du Traité de paix d'Andrinople. À savoir, qu'il a refusé d'accepter toute autre discussion, sauf sur les réparations de guerre²⁶. Or, *Les instructions secrètes*, écrites pour l'usage de Halil Rifat Pacha et du Suleyman Nedjid Efendi, les deux négociateurs de la Porte, et qui ont été envoyés, dans la version française par Nils Fredrik Palmstierna au comte Gustaf Wetterstedt, le 10 avril/ 29 mars 1830, abordaient un spectre beaucoup plus large des problèmes découlant des stipulations du Traité, dont la révision la Porte voulait ; mais ces instructions ont été considérées par le diplomate suédois comme «absurdes»²⁷.

Les buts déclarés de la mission ottomane, tels qu'ils ont été formulés dans les *Instructions*, visaient à renforcer la paix russo-turque, qui vient d'être conclue, en septembre, par l'exécution par la Porte des stipulations du Traité, mais «autant qu'il est possible»²⁸. Une réserve qui dérivait de ses droits de souveraineté qui obligeaient de prendre toutes les mesures pour les protéger. Par conséquent, il était nécessaire «la modification équitable» (*s. n., V. C.*) des clauses qui affectaient l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman et à ceux qui minaient la stabilité économique et qui étaient difficiles à réaliser, tant à présent, comme aussi dans l'avenir. D'autant plus que certaines d'entre elles «porteront à la longue atteinte aux droits souverains de la Sublime Porte»²⁹. Au premier lieu étaient les clauses concernant les réparations de guerre³⁰ que la Porte était, comme nous l'avons

²⁵ Le rapport de Nils Fredrik Palmstierna, du 28/16 janvier 1830, dans *ibidem*.

²⁶ Le rapport d'Albrecht Elof Ihre du 8 mars 1830; ce que notait le diplomate suédois, «*désabuserait enfin les Turcs de leurs folles espérances de pouvoir éluder l'exécution du Traité*» (*s. n., V. C.*) (Sveriges Riksarkivet, Kabinettet för Utrikes Brevväxlingen Utrikesdepartementet med Föregångare, Huvudarkivet 1681–1952, E2D, 238, *Konstantinopel*, 1830–1831 (ci-après, Sveriges Riksarkivet/UD Huvudarkivet, E2D, 238, *Konstantinopel* 1830–1831); et les documents de ce fond qui ne sont aussi paginés, ont été inclus dans le Vol. X, Part I, et c'est pourquoi j'ai indiqué aussi les signatures de Sveriges Riksarkivet).

²⁷ Son rapport du 10 avril/ 29 mars 1830, dans Sveriges Riksarkivet, Kabinettet/UD Huvudarkivet, E2D, 699, *Petersburg*, 1830, jan-juni.

²⁸ *Ibidem*.

²⁹ *Ibidem*.

³⁰ Stipulés dans *L'Acte séparé, relatif à l'indemnité de commerce et de guerre et à l'évacuation des Principautés Roumaines*, du 2/14 septembre 1829, comme suit: «*Il est stipulé à l'article 9 du Traité de Paix, que la Sublime-Porte s'engage à payer à la Cour Impériale de Russie, en indemnité des frais de la guerre, une somme d'argent dont la quotité sera réglée d'un commun accord. En conséquence de cette stipulation, il est convenu et arrêté, que la dite indemnité sera fixée à 10 000 000 ducats de Hollande et la Sublime-Porte promet d'acquitter la dite somme d'après le mode de paiement qui sera déterminé par Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies sur le recours que la Sublime-Porte fait à sa générosité et à sa magnanimité. En outre, afin d'alléger autant que possible le fardeau de ce paiement en numéraire, et de lui donner toutes les facilités nécessaires à cet effet, il est convenu que la Cour*

mentionné, incapable de payer. D'autant plus qu'à son avis elle n'était pas coupable du déclenchement de la guerre, parce que, en réalité, elle a été forcée de porter une guerre de défense. Par conséquent, n'étant pas des agresseurs, il n'était pas aucune raison de payer les réparations de guerre qu'on lui avait imposées par le Traité de paix d'Andrinople³¹. Ensuite, la Russie devrait tenir compte, selon l'avis des cercles dirigeants ottomans, des énormes dépenses que la Porte a dû supporter, pendant beaucoup d'années, provoquées par l'insurrection grecque et qui ont conduit à un important déficit dans les finances de l'État. Il y avait également des pertes importantes subies par la population de l'Empire pendant la guerre venant de s'achever. En conséquence, «comme à cause des circonstances, ceux-ci ont été privé des avantages du commerce et des profits qui résultent de l'exercice des métiers, on ne pourra pas tirer facilement cet argent d'eux, s'ils sont accablés d'un nouveau poids»³². Le défaut d'obtenir les montants imposés par la Russie au titre des réparations de guerre étaient dus, cependant, aux autres causes, tout à fait spécifiques, dans ces circonstances. À savoir «qu'au moment où les habitans de la Morée et jusqu'à ceux des 2 (sic !) principautés (la Moldavie et la Valachie – n. n., V. C.) vont être gratifiés d'immunités, les habitans des autres parties de l'Empire sont, au contraire, sur le point de supporter des frais qui équivalent à des nouveaux et à des forts impôts, ne peuvent pas se combiner avec la justice et l'équité célèbres de S[a] M[ajesté] l'Empereur de Russie»³³. Pour cela, «on soumet donc l'examen et le jugement de cette question, qui présente des difficultés, à la sagacité innée du Ministère éclairé et plein d'expériences de St. Petersburg»³⁴.

En étroite relation avec les réparations de guerre étaient également les conditions, considérées aussi onéreuses, imposées par la Russie comme indemnités de commerce. La Porte dénonçait la méthode de calcul adoptée par les Russes qui ignoraient les droits des réparations des sujets ottomans, pour les pertes subies dans les activités de commerce dans la Russie. Par conséquent, du point de vue de la Porte, la question devait être abordée sur la réciprocité, ce qui signifie que les sujets turcs qui étaient censés du commerce avec la Russie devraient bénéficier également de la différence de calcul entre le prix estimé comme étant valable il y a 20 années et celui mis à jour³⁵.

Impériale de Russie consentira à recevoir au compte de la somme ci-dessus spécifiée, des compensations en nature, en objets qui seront d'un commun accord reconnus recevables pour être portés en déduction de la dite indemnité» (s. n., V. C.) (Dimitrie A. Sturdza, C. Colescu-Vartic, op. cit., p. 330).

³¹ «Il n'est en effet – on mentionnait dans les Instructions – que trop injuste, d'exiger du Gouvernement Ottoman des indemnités pour frais d'une guerre que la fatalité seul a fait naître. De plus, des indemnités de cette nature sont sans exemple dans les annales de cet Empire, et bien qu'à la paix, qui a été conclue sous le règne de l'Impératrice Catherine 2^{de} (sic !), il ait été question de payer une somme d'argent, d'ailleurs fort peu considérable, à titre d'indemnité pour frais de la guerre, cependant vù l'amitié et la bonne intelligence contractées mutuellement, ce point a été arrangé ensuite d'une belle manière. La nation Musulmane n'a jamais été accoutumée à des pareilles indemnités» (ibidem).

³² Ibidem.

³³ Ibidem.

³⁴ Ibidem.

³⁵ Ibidem.

Tout aussi injuste était appréciée la clause, selon laquelle l'évacuation des principautés roumaines et de Silistrie par la Russie dépendait du versement des indemnités de commerce. Puisque, «*il est au reste un principe qui existe depuis les tems les plus reculés, c'est de rendre, après la paix, les pays qui ont été envahis pendant la guerre, et de les consigner dans l'état où ils étaient avant l'envahissement*»³⁶. Par conséquent, selon l'opinion des Turcs, le refus du Tsar de se conformer à ce principe ne pouvait pas résulter, sans doute, que de sa mauvaise volonté et il ne s'accordait pas à sa générosité bien connue et à son sens de justice³⁷. Pour cela, considérait la Porte, «*on regarde comme certain que S[a] M[ajesté] I[mpériale] ne voudra pas absolument laisser exister un état des choses inconvenable et aussi contraire aux usages pratiqués jusqu'ici, que peu propre à augmenter la bonne intelligence*»³⁸. Incompatibles avec le principe de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman que le Tsar prétendait face à l'Europe, qu'il observait, étaient considérés également les stipulations du traité de paix d'Andrinople visant la démolition des forteresses turques, situées sur la rive gauche du Danube, l'intégration à la Valachie des anciens raïas turques de la même zone et aussi „l'addition en faveur des habitans des 2 (sic) Provinces de tant de nouveaux privilèges, indépendamment de ceux qui leur sont assurés par le traité d'Ackerman”; une raison pour laquelle la Porte ne pouvait pas les accepter³⁹. Dans ce contexte, ont été mis en cause particulièrement les privilèges accordés, par des traités, aux Principautés roumaines qui perturbaient les droits de souveraineté de la Sublime Porte et qui impliquaient d'innombrables et graves inconvénients «*et que sous plusieurs rapports elles sont nuisibles à présent, comme ils le seront à l'avenir*»⁴⁰. Par conséquent, on suggérait dans le contenu des Instructions, «*ne serait-il convenable qu'elles se contentent des privilèges qu'offre le traité d'Ackerman?*»⁴¹.

Le problème serbe était aussi considéré de la compétence de la Porte, dont la résolution la Porte le promettait par des négociations directes avec les représentants de la Serbie et conformément au Convention russo-turque d'Akkerman du 7 octobre 1826. Incompatibles au principe mentionné, de l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman, ont été jugées aussi les stipulations du Traité d'Andrinople, concernant les concessions territoriales imposées à la Porte en Asie, l'opposition de la Porte étant fondée également par des arguments morales⁴².

³⁶ *Ibidem.*

³⁷ *Ibidem.*

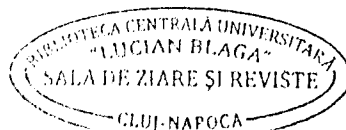
³⁸ *Ibidem.*

³⁹ *Ibidem.*

⁴⁰ *Ibidem.*

⁴¹ *Ibidem.*

⁴² *Ibidem*; l'opposition de la Porte à la cession des villes Anapa, Akilsko, Phaza et Akkatzik était soutenue par les liaisons «*aussi étroites qu'anciennes, qu'Elle a, comme tout le monde sait, avec les Mercasiens et les tribus. Plus encore, on connaît le caractère et la manière de se comporter de ces peuples. Mécontents de leur sort et ne pouvant pas rester tranquilles, ils ne manqueront pas de donner continuellement des sujets de plaintes aux deux Gouvernemens. La raison nous enseigne qu'il sera pour ainsi dire impossible qu'ils cessent leurs rapports avec les parens et les connaissances qu'ils ont en Turquie*» (s. n., V. C.) (*ibidem*).



Enfin, on retournait aux clauses commerciales du traité d'Adrianople considérées, comme nous avons mentionné, injustifiées, dans leur essence, et qui devraient être revues. Puisque, «*les traités de commerce, conclus à divers époques antérieures, assurent aux sujets et negocians Russes dans les Etats Ottomans, tant sur mer que sur terre, des privilèges et des libertés commerciales de tout sortes, qui vont audelà (sic !) de ceux dont jouissent les Negocians de toutes les autres nation, c'est tout ce qui on peut accorder en fait de privilèges. On n'a pas moins inséré pour cela dans le traité de paix qui vient d'être conclu, des libertés de commerce qui sont réellement de nature à détruire entièrement les droits de Souveraineté de la S[ublime] P[orte], et par conséquent très difficile à permettre. Quelques unes de ces libertés, sont telles qu'on n'a jamais rien vû de semblable, dans aucun Gouv[ernemen]t, et cela est si clair que tous les hommes doués d'équité conviendront indubitablement que la S[ublime] P[orte] est justifiable dans la demande qu'il y soit porté des modifications*».⁴³

Alors, la Porte était convaincue que le Tsar Nicolas I «*voudra bien, en égard aux representations bien fondées de la S[ublime] P[orte], mettre en pratique ces principes de modérations et d'équité qu'il a manifestés à la foie de toute l'Europe, et qui ont rassuré le Gouvernement Ottoman*»⁴⁴ et, par conséquent, avait toutes les raisons d'espérer à un règlement amiable de tous les problèmes litigieux provoqués par des termes dans lesquels fût conçu le traité de paix d'Andrinople⁴⁵.

Un premier signe de „bonne volonté” de la part de la Russie a entraîné la promesse de réduire les dettes de guerre de la Porte, dans le montant d'un million de ducats, s'il adhéra au Protocole de Londres, du 3 février 1830 «*indépendamment des diminutions que par la suite, pourront devenir l'effet de la générosité particulière de l'Empereur*»⁴⁶. Ce que la Porte s'est hâté à faire, en premier lieu, par une Note verbale notifiée par le Reis Efendi, Mehmed Hamid bei, aux représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, le 23 avril 1830, et confirmée, ensuite, par une Note officielle de la Porte⁴⁷. En conséquence, le 26/14 avril de la même année a été signée à Pétersbourg la *Convention explicative russo-turque* qui réglementait la manière de payer les dettes de guerre par la Porte à la Russie. Selon ses termes, que Nils Fredrik Palmstierna les considérait comme «*autant des preuves nouvelles et éclatantes de la magnanime modération de l'Empereur*» (s.n., v. c)⁴⁸, „*trois Millions de ducats (y compris le Million défalqué pour faciliter la terminaison de l'affaire Grecque) auraient été dédits de la somme totale stipulée par le Traité d'Andrinople. Sur les huit Millions restants, un Million serait payé*

⁴³ *Ibidem.*

⁴⁴ *Ibidem.*

⁴⁵ *Ibidem.*

⁴⁶ Le rapport d'Albrecht Elof Ihre, du 27 avril 1830, dans Sveriges Riksarkivet/UD Huvudarkivet, E2D, 238, *Konstantinopel 1830–1831*; pour le protocole de Londres, du 3 février 1830, signé par les représentants de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, qui consacrait l'indépendance, *en fait et en droit*, de la Grèce, voir *The Map of Europe*, vol. II, p. 841.

⁴⁷ Le rapport de Nils Fredrik Palmstierna, du 8 mai/26 avril 1830, dans Sveriges Riksarkivet, Kabinettet/UD Huvudarkivet, E2D, 699, *Petersburg, 1830, jan-juni.*

⁴⁸ *Ibidem.*

avant que l'Armée Russe passât le Danube. Au paiement d'un second Million les Principautés seraient évacuées. Le Six autres Millions seraient soldés dans l'espace (sic !) de Six ans, pendant lequel tems la forteresse de Silistrie avec un rayon de deux werstres resterait entre les mains de la Russie. Il doit cependant être convenu que cette dernière place sera également remise à la Porte du moment où elle pourra donner des garanties suffisantes pour la liquidation régulière de sa dette⁴⁹.

Il y a toutefois à résoudre les autres questions en litige, dérivant de la question orientale, y compris le problème serbe. Il s'agissait du retour par la Porte aux Serbes des six districts qu'elle avait pris en 1813, une restitution prévue à l'article V de la Convention d'Akkerman et incluse dans l'article VI du Traité de paix d'Andrinople⁵⁰. Alors, la Porte s'est conformée, en promulguant, en octobre 1830 le firman qui stipulait, entre autres, le retour à la Serbie des districts précités⁵¹.

En ce qui concerne la mise en œuvre par la Porte de la Convention, elle a été empêchée par de nombreuses difficultés, tout en étant l'objet de tant de négociations qui ont pris fin en deux phases. La première a abouti au Traité de Saint-Petersbourg du 29 janvier 1834, concernant la fixation des frontières de l'Asie et le statut juridique de la Moldavie et de la Valachie. L'article III stipulait que le Tsar «prenant en considération les embarras dans lesquelles le trésor de cet empire s'est trouvé dernièrement» admettait que la dette totale de la Porte soit réduite à 4 000 000 ducats d'Hollande, dont la première tranche «à payer dans un an, comme un à compte, consiste en 500 000 ducats, et sera payée du 1^{er} mai 1834 au 1^{er} mai 1835, et les portions préalables dans les années suivantes seront payées de la même manière jusqu'à l'acquittement de la dette»⁵². Enfin, le différend a été réglé dans les termes de la Convention d'Istanbul, du 27 mars 1836, qui stipulaient que la Porte avait encore à payer seulement le montant de 80 000 000 piastres, qui devait être payé dans les cinq mois à compter de la date de signature de la Convention, c'est-à-dire jusqu'au 27 août 1836. Une fois payé, la Russie devait évacuer et retourner à la Porte la cité de Silistrie. L'opération pouvait être réalisée plus tôt, donc avant la date fixée si la Porte réussissait de payer la dette à l'avance. Des concessions qui, sans doute ont été dues en grande partie, sinon exclusivement,

⁴⁹ *Ibidem*.

⁵⁰ Le rapport d'Anton Testa, le chargé d'affaires de la Suède-Norvège près la Porte, du 11 octobre 1830, dans Sveriges Riksarkivet/UD Huvudarkivet, E2D, 238, *Konstantinopel* 1830-1831; à 11 juin 1830, Albrecht Elof Ihre avait informé, déjà, le comte Gustaf Wetterstedt sur le fait «que ce qui reste encor des négociations relative aux affaires d'Orient, avance vers le but désiré. La Convention de St. Petersburg du 26-14 (sic !) Avril ayant fait cesser les motifs qui renvoient ici Mr. le Comte Orloff, ce Général est parti le 5 du courant pour Odessa. Il eut avant son départ une audience particulière du Grand Seigneur à laquelle Sa Hautesse lui fit cadeau d'une bague avec un beau solitaire qu'Elle ôta de Sa propre main» (s. n., V. C.) (*ibidem*).

⁵¹ Pour le firman, voir *Map of Europe*, Vol. II, p. 842-847; pour le litige concernant les six districts, à savoir Krajna, Ceaćcak, Timok, Krušševac, Črna, Reka și Užice, voir Nicolae Ciachir, *Istoria popoarelor din sud-estul Europei în epoca modernă (1789-1923)*, Édition Cetatea de Scaun, Târgoviște, 2011, p. 109.

⁵² Dimitrie A. Sturdza et C. Colescu-Vartic, *op. cit.*, p. 239; pour la version en anglais, voir *Map of Europe*, Vol. II, p. 939-940.

aux rapports que le traité d'Unkiar-Iskelessi a établi entre la Russie et la Porte. Des rapports qui ont été, en fait, invoqués dans le contenu de la Convention⁵³.

On mettait ainsi fin à des controverses qui ont marqué négativement, les relations russo-turques, déjà endommagées par la nouvelle phase de la crise orientale, causée par l'insurrection grecque de 1821 et aussi par les termes dans lesquels a été conçu le Traité d'Andrinople du 14 septembre 1830. Un traité, qui selon Nils Fredrik Palmstierna, à la fois par son histoire et par lui-même, a contribué radicalement au dimensionnement des positions de la Porte et de la Russie, d'une part, au contexte du développement de la question orientale, et d'autre part dans les relations mutuelles. Puisque, «*l'illusion de cette force défensive, que l'on supposait à la Porte Ottomane, cette illusion s'est évanouie: les Balkans ont cessé de présenter un rempart insurmontable: l'impuissance du Gouvernement, la décrépitude de l'Empire, ont paru au grand jour, et voilà la Grèce plus ou moins indépendante, qui pesera comme le cauchemar sur l'indolent sommeil, auquel les Musulmans aimaient à s'habituer. En repoussant avec tant de persévérance toute proposition visant à ce but, le Divan savait bien le pourquoi. L'exemple est là: le premier noyau existe. La Porte est gênée dans l'exercice de son autorité arbitraire sur les Rayas enhardis, et au premier abus, elle croira devoir tout craindre de leurs mécontentemens. En même tems, le Grand Seigneur a beaucoup perdu du respect qu'à l'aide de la crainte il inspirait aux Musulmans mêmes. On le haïssait (sic !) en le craignant: on le hait toujours, mais on le redoute et on le respecte moins. Il a été vaincu; On l'abandonna. Se voyant Seul dans l'arène, il plia, et l'on le méprise.*

Il faudra bien qu'il regarde autour de lui pour chercher un appui.

Or, la Russie, trop vaste déjà pour aspirer ultérieurement à des acquisitions territoriales, ne pouvant former le projet trop gigantesque de les étendre jusqu'aux Dardanelles, n'a-t-elle pas obtenu par Son Traité tout ce qu'elle devait désirer? Il lui fallait rétablir son influence, assurer les débouchés de son commerce et ses frontières d'Asie. Tout cela est réalisé. A moins que le Grand Seigneur, en dépit de tout calcul raisonnable, ne recommence à tergiverser, Sa Hautesse désormais doit être, par nécessité, le voisin le plus abject et le plus odieux que les Russes puissent souhaiter. Il me semble que ses intérêts, sous ce rapport, prennent à peu près le caractère de ceux, qui depuis si longtems ont dicté le Système de l'Autriche envers un voisin, qui couvre une frontière sans le menacer, qui tient la clef de la Mer Noire, mais qui n'osera jamais la fermer au Commerce de la Russie»⁵⁴.

Enfin, en ce qui concerne l'importance de la Convention explicative russo-turque du 26 avril 1830, on doit ajouter le fait qu'elle met en évidence, une fois de plus, les implications que les crises orientales ont eu, dans les troisième et quatrième décennie du XIX^e siècle, sur l'évolution du statut juridique des Principautés roumaines aussi.

Traduit par Claudiu Ciobanu

⁵³ Dimitrie A. Sturdza și C. Colescu-Vartic, *op. cit.*, p. 343-344; pour la version en anglais, voir *Map of Europe*, Vol. II, p. 961-962.

⁵⁴ Le rapport de Nils Fredrik Palmstierna, du 28/16 janvier 1830, en Sveriges Rikskivert, Kabinettet/UD Huvudarkivet, E2D, 699, *Petersburg*, 1830, jan-juin.

LA DIPLOMATIE POLONAISE LORS DES INSURRECTIONS NATIONALES DE 1794 ET 1830/31 VUE PAR L'HISTORIOGRAPHIE POLONAISE DU XX^e SIECLE

MARGUERITE J. WILLAUME

(Lublin, UMCS)

En abordant la question de la diplomatie polonaise du temps des soulèvements nationaux, nous nous devons d'abord préciser qu'aucun débat sensé ne serait possible si l'on ne prenait en compte qu'une des parties engagées – polonaise ou celle des pays européens (y compris les puissances occupantes) – sachant qu'à cette époque, chacune menait habituellement une activité fort animée. La diplomatie – art difficile de négociations et de multiples entretiens entre les parties intéressées, n'apporte pas toujours les résultats escomptés. Au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, dans la majorité des pays, non seulement européens, séjournaient nombre d'émissaires qui représentaient les intérêts de leur principauté ou royaume respectifs. Il en allait de même avec la République de Pologne qui, ayant subi les partages de 1772 et 1793, continuait sa propre politique et disposait de ses représentants dans les plus importantes capitales de l'Europe et en Turquie. De même, des diplomates étrangers étaient établis à Varsovie, s'intéressant particulièrement aux travaux de la Diète de quatre ans, aux réformes de l'Etat qu'elle a réussi à introduire, ainsi qu'au vote – en 1791 – d'une nouvelle constitution polonaise, moderne pour son époque. Au moment où la Pologne a perdu son indépendance en 1795, les diplomates ont quitté Varsovie, mais cela ne signifiait pas pour autant que la partie progressiste de la société n'allait pas chercher à recouvrer la souveraineté de son Etat; les insurrections de novembre 1830/31 et de janvier 1863 en furent une preuve.

Toutes ces questions ont été largement discutées par les historiens polonais des XIX^e et XX^e siècles, et le discours scientifique, qui a continué durant de longues années, n'était pas toujours libre d'émotions. Il n'en reste pas moins vrai que l'histoire de la diplomatie au cours de ces événements a fait couler beaucoup d'encre¹.

¹ La littérature relative à la question des insurrections nationales, dont celle de Kościuszko et de novembre, est extrêmement abondante. Nous nous limitons ici à n'indiquer que les auteurs qui ont fait une synthèse des travaux de recherche partielles. V. entre autres W. Tokarz, *Insurrekcja Warszawska 17 i 18 kwietnia 1794 roku (Insurrection de Varsovie des 17 et 18 avril 1794)*, Varsovie 1934; M. Kukiel, *Dzieje Polski porozbiorowe 1795–1921 (Histoire de la Pologne d'après les partages 1795–1921)*, Londres 1961; *Historia dyplomacji polskiej*, t. II, 1572–1795 (*Histoire de la diplomatie polonaise*, t. II, 1572–1795), sous la réd. de Z. Wójcik, Varsovie 1982; *Historia dyplomacji polskiej*,

Une deuxième remarque préalable s'impose: l'activité des diplomates polonais et étrangers en 1794, époque où la République de Pologne jouissait encore d'un statut d'Etat indépendant, était fondamentalement différente de celle menée au Royaume de Pologne. Celui-ci a été fondé en 1815 en vertu des dispositions du congrès de Vienne et le tsar de Russie y faisait office de roi. S'il était naturellement difficile de parler alors de diplomatie polonaise indépendante, les différents gouvernements insurrectionnels poursuivaient en leur nom des négociations plus ou moins formelles avec des premiers ministres, des députés et d'autres représentants de pays européens.

Tous les soulèvements organisés sur les terres polonaises aux XVIII^e et XIX^e siècles ont échoué. Cependant, si la Nation polonaise n'avait pas réagné l'indépendance de son Etat, elle ne s'était pas pour autant laissé oublier par l'Europe.

L'INSURRECTION DE KOŚCIUSZKO – 1794

La formation, en 1792, de la Confédération de Targowica, dont les membres s'étaient fixé pour principal objectif de supprimer toute institution et loi instaurées en vertu de la Constitution du 3 mai et qui avait provoqué l'entrée quasi immédiate des armées russes sur le territoire polonais, a touché au vif le camp progressiste. Le 24 juillet 1792, ce dernier s'est senti trahi par le roi Stanislas Auguste Poniatowski lorsque le monarque a communiqué à l'envoyé russe Yakov Boulghakov son consentement à accéder à la confédération, faisant cesser, dès le lendemain, les actions militaires de la guerre polono-russe. Cette décision a amené le prince Józef Poniatowski et Tadeusz Kościuszko à donner leur démission en signe de protestation. Ont également renoncé à leurs fonctions Stanisław Małachowski, président de la Diète, et Ignacy Potocki, réformateur modéré de la vie politique en Pologne. Peu de temps après, le 22 août 1793, lors de l'assemblée de la Diète à Grodno, a été signé un traité avec la Russie qui prenait possession d'une vaste partie de la Pologne orientale. En septembre de la même année, la ville de Grodno a vu signer un traité de cession semblable avec la Prusse lui donnant droit à 57 mille km² de terres. Suite à ce partage, il ne restait plus à la Pologne qu'une bande de terre traversant le centre du pays depuis la Baltique (Lipawa) au nord jusqu'à Lublin et Cracovie au sud. Les réformateurs, partis en émigration à Dresde, étaient convaincus que seul

t.III, 1795–1918 (*Histoire de la diplomatie polonaise, t. III, 1795–1918*), sous la réd. de L. Bazyłow, Varsovie 1982; S. Kieniewicz, A. Zahorski, W. Zajewski, *Trzy powstania narodowe kościuszkowskie, listopadowe, styczniowe (Trois insurrections nationales – celles de Kościuszko, novembre et janvier)*, sous la réd. de W. Zajewski, Varsovie 1992; W. Zajewski, *Powstanie listopadowe 1830–1831. Polityka-Wojna-Dyplomacja (L'insurrection de novembre 1830–1831. Politique-Guerre-Diplomatie)*, Toruń 2002; *Powstanie listopadowe 1830–1831. Geneza-uwarunkowania-bilans-porównania (L'insurrection de novembre 1830–1831. Génèse-conditions-bilan-comparaisons)*, sous la réd. de J. Skowronek i M. Żmigrodzka, Ossolineum 1983; *Powstanie listopadowe 1830–1831. Dzieje wewnętrzne-Militaria-Europa wobec powstania (L'insurrection de novembre 1830–1831. Histoire interne-Militaria-Europe face à l'insurrection)*, sous la réd. de W. Zajewski, Varsovie 1990; J. Skowronek, *Adam Jerzy Czartoryski 1770–1861*, Varsovie 1994.

un soulèvement national pouvait sauver la République. Cette logique était loin d'être conforme à la conjoncture européenne: en effet, en avril 1792, la France révolutionnaire avait déclaré la guerre à l'Autriche, bientôt rejointe par la Prusse et, après l'exécution du roi Louis XVI en janvier 1793, par l'Angleterre, l'Espagne, les Pays-Bas, le Portugal, la Sardaigne et Naples. Seule la Russie, fortement engagée en Orient dans la guerre contre la Turquie, ne s'était pas jointe à la coalition antifrançaise; le traité de paix russo-turc, fraîchement signé (en janvier 1792) à Iassi, faisait que la Russie était plutôt intéressée par l'annexion de nouveaux territoires polonais et la soumission de ce qui restait après les partages de la République de Pologne².

L'idée d'engager un combat armé contre les forces d'occupation, en l'occurrence essentiellement la Russie, germait au sein de l'émigration polonaise. L'ambassadeur français à Varsovie, M. L. Descorches de Sainte Croix [Descorches]³, qui avait manifesté son soutien aux Polonais avant même l'assemblée de Grodno, soulignait des ressemblances dans la situation militaire de la France et de la Pologne, toutes les deux soumises aux attaques extérieures des opposants à tout changement. Une fois parti de Pologne, il est resté en contact permanent avec Ignacy Potocki par l'intermédiaire de Piotr Parandier, secrétaire de ce dernier. En effet, la nouvelle mission d'ambassadeur de M. Descorches à Istanbul favorisait le transfert d'information entre les Polonais et le diplomate français.

La France était le premier pays auquel les opposants ont demandé de l'aide. La tâche a été confiée à Tadeusz Kościuszko, héros de la guerre d'indépendance des colonies anglaises et citoyen d'honneur de la France, titre qui lui a été décerné par l'Assemblée Nationale en août 1792, le faisant mieux connaître à l'opinion publique française. À partir de janvier 1793, Kościuszko a entamé des pourparlers avec les représentants des autorités françaises, dont le ministre des affaires étrangères Ch. Fr. Lebrun. Il leur a entre autres soumis un mémorial dans lequel la partie polonaise promettait de procéder à des réformes radicales en vue d'imprégner le futur régime politique de la Pologne des idées modernes mises en œuvre en France. Les auteurs du mémorial allaient dans leurs projets de réformes profondes jusqu'à promettre la suppression du pouvoir royal et ecclésiastique, l'attribution des droits de citoyen à ceux qui allaient s'acquitter de leurs impôts, etc. Ce document devait faciliter les négociations d'aide financière de la France à la République de Pologne qui avait besoin de forces armées afin de faire face aux pays occupants. Kościuszko demandait à la France un soutien d'un montant de 30 millions de zlotys, «des armes pour 100 mille insurgés, l'envoi de la flotte française sur les mers Baltique et Noire et l'incitation de la Turquie à entrer en

² V. J. Michalski, *Dyplomacja polska w latach 1764–1795 (La diplomatie polonaise dans les années 1764–1795) in: Historia dyplomacji polskiej*, t. II, pp. 650–651.

³ La littérature polonaise spécialisée a adopté l'orthographe «Descorches», alors que dans les documents français, on trouve aussi la forme «d'Escorches». Envoyé bientôt en Turquie, le diplomate y a demeuré en qualité d'ambassadeur jusqu'en 1795 manifestant sa bienveillance à l'égard de l'insurrection.

guerre»⁴. En France, ces déclarations et requêtes ont été accueillies avec beaucoup de scepticisme, d'autant que les jacobins, dominant la vie politique du pays, critiquaient sans embages les propositions de transformations du régime en Pologne. Ni Robespierre, ni Danton, ni à plus forte raison Saint-Just ne voyaient en quoi leur soutien de l'insurrection polonaise pourrait être bénéfique à la France; qui plus est, ils trouvaient que les transformations politiques en Pologne n'étaient pas assez radicales, ce qui conditionnait sensiblement leur estimation négative d'une éventuelle aide au projet d'insurrection. Comme cela était facile à prévoir, la mission de Kościuszko n'a apporté aucun résultat palpable, car – pour citer l'opinion de Tadeusz Korzon – «notre Commandant, ... ne voulait pas se lier aux jacobins»⁵. Ignacy Potocki n'a pas renoncé pour autant à tenter de gagner la sympathie de la France; l'appui des autorités françaises et l'éventuel nouveau conflit russo-turc pouvaient en effet être décisifs pour la réussite de la révolte contre la Russie. Aussi, la mission suivante a-t-elle été confiée à Franciszek Barss, avocat varsovien et envoyé de l'émigration de Dresde, puis des insurgés, séjournant à Paris depuis février 1794. A Paris, c'était une personnalité importante en terme d'activité diplomatique: fin diplomate, dit A. Zahorski, «qui soumettait aux autorités françaises des rapports et requérait de l'argent, quoique l'accueil qu'il rencontrait fût pour le moins dépourvu de bienveillance»⁶. D'après H. Kollańaj, Robespierre aurait dit, en réaction à ses démarches: «que les Polonais commencent et la France essaiera de faire en sorte que toute aide leur tombe à flots»⁷. Cette remarque sarcastique résultait peut-être de la distance que Robespierre manifestait à l'égard des représentants des insurgés polonais; n'ayant lui-même aucune connaissance des pays européens, il n'était pas en état de comprendre les problèmes des Polonais⁸. En même temps, alors que les diplomates étrangers en poste à Varsovie informaient leurs autorités de la montée des attitudes radicales dans la société polonaise et du grand intérêt de celle-ci pour la lutte que les Français menaient contre les armées ennemies, l'envoyé russe de St-Pétersbourg Jacob Sievers, inquiet, écrivait comme suit: «... il est de ces Polonais lâches, traîtres de leur patrie, qui n'hésitent pas à amener le gouvernement du Royaume de Pologne composé de rebelles impies et à en solliciter le soutien en vue d'attirer sur la Pologne le fléau sanglant d'une guerre civile...»⁹. Sievers n'était pas le seul à être au courant des démarches polonaises visant à intéresser les Français à la guerre contre la Russie. Le représentant prussien à Varsovie, Ludwig Buchholtz,

⁴ *Ibid.*, pp. 652–653.

⁵ [d'après] H. Kocój, *Francja wobec powstania kościuszkowskiego w świetle relacji dyplomatów pruskich (La France et l'insurrection de Kościuszko à la lumière des relations des diplomates prussiens)*, Cracovie 2005, p. 9.

⁶ A. Zahorski, *Powstanie kościuszkowskie 1794 (L'insurrection de Kościuszko 1794)* [in:] S. Kieniewicz, A. Zahorski, W. Zajewski, *Trzy powstania narodowe, (Trois soulèvements nationaux)* p. 101.

⁷ J. Michalski, *Dyplomacja polska w latach 1764–1795*, in: *Historia dyplomacji polskiej (La diplomatie polonaise dans les années 1764–1795)* in: *Historia dyplomacji polskiej*, t.II, p. 653.

⁸ Il s'agit là d'une thèse de l'historien français J.Godechot [d'après:] H. Kocój, *Francja ...*, p. 14.

⁹ *Ibidem*, p. 41. Les informations sur la vulgarisation des idées de la France révolutionnaire fournissaient entre autres les représentants de la mission française, tel J. A. Bonneau, l'émissaire de la Suède – Johan Ch. Toll, ainsi que l'envoyé prussien – Buchholtz, *ib.*, pp. 41–42.

en contact permanent avec le roi Frédéric-Guillaume II de Prusse, en automne 1793, communiquait à celui-ci l'importance qu'avaient prise à Varsovie les Français succédant à d'Escorches et le mécontentement que cette situation allait immanquablement susciter auprès de la Russie. Il informait également son monarque de l'entretien de d'Escorches avec Reiss Effendi lors duquel le Français avait cherché à persuader ce dernier de violer la paix avec la Russie. Il est clair que, si ce plan avait réussi, cela aurait affaibli les actions militaires contre la France. Une fois l'insurrection commencée, en 1794, Buchholtz maintenait sa conviction qu'une nouvelle guerre russo-turque était toujours possible: «...le général Pistor part en peu de temps pour Liebau, le quartier général du prince Dolgorouki.... Il croit lui-même que la guerre aura lieu. On suppose que les intrigues de Descorches et l'argent de France ont produit un changement en Turquie, et que la Russie ne se croit ou ne veut pas se croire en sécurité contre une attaque de la Porte....»¹⁰. Toutes ces relations ne basaient que sur des suppositions et des hypothèses concernant p.ex. les déplacements des armées russes. La Russie, qui venait de conclure la paix avec la Turquie, n'envisageait aucunement d'entrer en conflit armé. De même, cette dernière, incitée par la France, n'y voyait non plus aucun profit pour elle. Cet état de choses s'est maintenu après que l'insurrection avait éclaté.

Suite à l'assemblée de la Diète à Grodno et au deuxième partage, la partie polonaise ne disposait plus que d'un nombre réduit de diplomates à l'étranger. J. Michalski souligne le fait que seul dans quelques villes européennes, il y avait des postes d'un rang inférieur. Sur cette liste, qui comprenait St-Petersbourg, Berlin, Vienne, Londres, La Haye, Rome et Venise, il manquait des villes comme Paris, Istanbul ou Dresde, ce qui diminuait considérablement les chances de la diplomatie polonaise. En effet, là où les représentants polonais étaient absents, c'étaient les diplomates russes qui en prenaient le relais¹¹. Les affaires étrangères étaient du ressort d'Ignacy Potocki (1750–1809) qui s'en était occupé aussi du temps de la Diète de 4 ans. Au sein du Conseil provisoire du Duché de Masovie, devenu ensuite Conseil National Suprême, Potocki dirigeait le secteur diplomatique dont J. Michalski présente exhaustivement la structure et l'équipe. C'était le Conseil provisoire qui avait envoyé Fr. Barss et P. Parandier en mission à Paris. La majorité des lettres échangées ou des démarches diplomatiques effectuées visaient à soutenir l'insurrection. Toutefois, ces efforts se sont finalement avérés d'une efficacité médiocre, de sorte qu'une fois l'insurrection échouée et les combats définitivement arrêtés, le 22 novembre, I. Potocki a informé tous les postes que le Secteur allait cesser ses travaux¹².

¹⁰ On le voit dans la lettre de Buchholtz adressée à Frédéric-Guillaume II le 26 février 1794, et publiée par H. Kocój, V. *Ibidem*, p. 140, pp. 45–48. Le représentant prussien a consacré plusieurs rapports au conflit russo-turc. Que la tension fût grande, en témoignent aussi les rapports de l'envoyé prussien à St-Petersbourg, Leopold Goltz, parvenus à Frédéric-Guillaume II, en particulier les lettres des 1^{er}–13 mai et 5–16 mai 1794. V. *Ibid.*, p. 47; id., *Prusy wobec powstania kościuszkowskiego (La Prusse et l'insurrection de Kościuszko, Cracovie 2002*, pp. 116, 118.

¹¹ J. Michalski, *Dyplomacja polska w latach 1764–1795*, in: *Historia dyplomacji polskiej (La diplomatie polonaise dans les années 1764–1795)*, t. II, pp. 689–690.

¹² *Ibidem*, p. 691; *Trzy powstania (Trois soulèvements)*, p. 103–104.

Aux yeux d'I. Potocki, qui exerçait une influence considérable sur l'orientation de la politique polonaise du temps de Dresde et de l'insurrection, le principal ennemi des Polonais était la Russie, ce que semblent confirmer toutes les instructions et démarches du Secteur. En même temps, le diplomate faisait preuve d'un libéralisme nettement plus poussé à l'égard de l'Autriche¹³ et même de la Prusse. C'était particulièrement l'Autriche qui, pour ne pas avoir participé au deuxième partage de la République de Pologne, lui semblait incapable d'y prendre part à nouveau. Aussi, les représentants des autres pays d'occupation ont-ils exigé de l'Autriche un démenti; au début d'avril 1794, Igelström et Buchholtz ont interpellé à ce sujet l'ambassadeur autrichien Benoît de Caché lui demandant une déclaration de la part de la cour autrichienne¹⁴.

Dans le feu des combats, les insurgés avaient du mal à relever les nuances dans la politique de l'Autriche et de la Prusse par rapport à la Pologne, d'autant que les diplomates de ces deux pays résidant à Varsovie et à St-Petersbourg s'employaient à occulter l'attitude du roi Frédéric-Guillaume II et celle de l'empereur François I^{er}. En réalité, les deux parties rivalisaient en cachette de manière à gagner chacune le maximum de territoires partagés. En présentant la correspondance de H. Buchholtz échangée avec le roi de Prusse, H. Kocój rappelle que «[ce premier] s'est montré comme un fervent partisan d'une stricte coopération - tant militaire que diplomatique - entre la Prusse et la Russie, et d'un partage définitif de la Pologne...». «Il faut reconnaître - poursuit Kocój - que si l'envoyé prussien avait dans une certaine mesure anticipé le moment de l'insurrection, il n'avait su en estimer ni la force, ni les conséquences»¹⁵. Avec le temps, cette collaboration prusso-russe devenait de plus en plus forte, alors que les Polonais proposaient, par l'intermédiaire de Buchholtz, «d'adopter le principe de neutralité à l'égard de la Prusse en échange d'une garantie de celle-ci que les armées russes ne pourraient pas y trouver d'abri»¹⁶. Le roi de Prusse y a réagi en envoyant une dépêche à Varsovie: «... la proposition hardie et insidieuse que le comte Dzieduszycki a osé vous faire pour m'offrir une prétendue neutralité en faveur de mes troupes, à condition que je refuse tout asile dans mes états à celles de l'Impératrice...»¹⁷.

La diplomatie des insurgés n'avait pas une aussi bonne organisation que les ambassades des pays européens, pas plus qu'elle n'était un bon partenaire non

¹³ V. entre autres. H. Kocój, *Powstanie kościuszkowskie w świetle relacji z Warszawy posła austriackiego do kanclerza Johanna Amadeusa Thuguta z 1794 roku (L'Insurrection de Kościuszko à la lumière des relations de l'émissaire autrichien envoyées au chancelier Johann Amadeus Thugut en 1794)*, Varsovie 2009, p. 10, où l'auteur cite l'opinion de M.Kukiel à ce sujet.

¹⁴ Buchholtz écrivait comme suit: „Le sieur de Caché n'a pas hésité de la donner dans les termes les plus clairs, et les plus précis”, *ibidem*, p. 37.

¹⁵ H. Kocój, *Relacje posła pruskiego Ludwiga Buchholtza o insurekcji kościuszkowskiej (Les relations de l'envoyé prussien Ludwig Buchholtz au sujet de l'insurrection de Kościuszko)*, Cracovie 2004, p. 18; il est intéressant de lire l'instruction que Frédéric-Guillaume II a adressée à Buchholtz le 10 janvier 1794 où le monarque lui recommandait de suivre avec attention les démarches du dernier représentant russe en Pologne - O.A. Igelström, *ibid.*, pp. 19, 34, 21-22.

¹⁶ *Ibidem*, p. 24.

¹⁷ *Ibidem*, p. 40.

seulement pour les diplomates des puissances d'occupation, mais aussi pour des pays comme la France ou l'Angleterre. L'initiative était du côté de l'Autriche, la Russie et la Prusse. Cette dernière, afin de ne pas manquer le troisième partage de la République de Pologne, a signé en 1795 un traité de paix avec la France, à Bâle. De même, l'Autriche cherchait à ne pas se trouver hors jeu, sachant que le principal rôle revenait à la Russie.

L'INSURRECTION DE NOVEMBRE 1830/31

Les années 20 et 30 du XIX^e siècle étaient une époque de grands bouleversements en Europe. Les dispositions du congrès de Vienne, qui se voulaient entre autres d'atténuer tous changements révolutionnaires, ont échoué. Malgré la mise en place de forces d'intervention communes, qui servaient aux monarchies de la Sainte Alliance à réprimer les émeutes dirigées contre le pouvoir en place, les *Trois Glorieuses* à Paris (27–29 juillet 1830) ont fortement ébranlé cet édifice. Les *Trois Glorieuses* ont déclenché une nouvelle révolution française qui a, par la suite, entraîné d'autres peuples dans la lutte pour l'indépendance. Les Belges ont commencé en août 1830 et, le 4 octobre, ils ont proclamé leur indépendance. La tension en Europe était grande. La Russie, un des principaux acteurs de la Sainte Alliance, qui s'était abstenue d'intervenir lors du soulèvement en Grèce en 1821, 8 ans plus tard signait à Andrinople un traité de paix avec la Turquie, mettant fin à la guerre. Ainsi, les Grecs ont-ils eu une chance de gagner leur indépendance qu'ils ont finalement obtenue en 1832. Libre de ses engagements à l'Est, le tsar Nicolas I^{er} envisageait une intervention militaire contre la Belgique, de crainte de voir les idées révolutionnaires se déverser sur l'Europe. A cet effet, il a mobilisé non seulement les soldats russes, mais aussi ceux du Royaume de Pologne, provoquant ainsi des émeutes spontanées à Varsovie dirigées par les élèves de l'École des aspirants d'infanterie. La nuit du 29 au 30 novembre 1830, un nouveau soulèvement a commencé. Sur l'initiative de Franciszek Ksawery Lubecki, ministre du Trésor extrêmement influent, a été convoqué le Conseil d'Administration auquel on a introduit de nouveaux membres, dont les princes Adam J. Czartoryski, Michał Radziwiłł, Joachim Lelewel, Ludwik Pac, Julian U. Niemcewicz, ainsi que le général Józef Chłopicki, un commandant fort populaire à Varsovie¹⁸. A. Zahorski, un historien éminent, se demande si ces premiers changements – assez modérés encore – au sein du Conseil et les premières démarches diplomatiques de ces représentants d'un pouvoir toujours légal étaient véritablement d'une grande importance, vu que le Royaume de Pologne ne menait pas sa propre politique ni n'avait de représentation diplomatique dans d'autres pays d'Europe. Et de conclure d'une manière plutôt formelle, affirmant que les premières démarches de Lubecki, pas plus que celles de

¹⁸ V. *Trzy powstania... (Trois soulèvements...)*, p. 179; A. Zahorski, *Historia dyplomacji polskiej (1795–1831) (Histoire de la diplomatie polonaise 1795–1831)*, in: *Historia dyplomacji polskiej*, t. III, p. 160.

Chłopicki, n'avaient pas de caractère diplomatique. D'après Lubecki, très légaliste, la plus importante tâche des Polonais après le commencement de l'insurrection était d'envoyer dans les capitales européennes des agents diplomatiques polonais qui, d'un côté, devaient expliquer la situation politique et militaire au Royaume de Pologne et, de l'autre, chercher à se faire aider dans les pourparlers avec le tsar Nicolas. Aussi, s'est-il lui-même rendu en décembre à St-Pétersbourg où, par le biais d'un entretien direct, il voulait trouver une solution pacifiste à la situation. Il est clair que le tsar n'avait aucune intention de discuter et demandait à être le seul à accorder ou à retirer ses bonnes grâces. Zahorski souligne le courage de Lubecki lorsque celui-ci a déclaré que l'attitude du tsar était inacceptable pour les Polonais. Sz. Askenazy va plus loin en écrivant entre autres que «le compte rendu public [de Lubecki] était cette fois aussi sage que pertinent»¹⁹. Par conséquent, même si ce n'était pas une action strictement diplomatique, l'intention de Lubecki prouvait que la décision du Conseil d'Administration à l'égard de l'empereur russe avait été prise de façon tout à fait autonome²⁰.

Le Gouvernement National, dirigé par le prince Adam Jerzy Czartoryski, d'une part, et le dictateur du soulèvement, le général J. Chłopicki, de l'autre, ont ouvert le 3 décembre 1830 un nouveau chapitre dans l'histoire de l'insurrection. A la demande de ce dernier, le Gouvernement a été dissous faisant place au Conseil National Suprême. Une nouvelle fois, c'est le prince A. J. Czartoryski qui s'est vu confier la fonction de premier ministre et la direction du secteur des affaires diplomatiques et organiques. La question de gouvernement a continué à faire l'objet des débats de la Diète encore en janvier 1831, alors que Chłopicki avait été définitivement démissionné. On est alors de nouveau revenu à la conception de Gouvernement National formé de 5 personnes, dont 3 habilitées à prendre les décisions. Le prince Czartoryski en a gardé la direction tout en conservant ses compétences d'avant, c'est-à-dire celles de premier ministre et de directeur du Secteur des Affaires Etrangères. Nul ne doutait de ses capacités ni de l'étendue de ses connections dans le monde de la politique et de la diplomatie. Le prince n'a pas tardé à mettre en place les services diplomatiques de Pologne. J. Skowronek évoque que Czartoryski dirigeait son secteur sans se soucier de concerter les détails de sa politique étrangère au sein du gouvernement, «sans le contrôle de la Diète (jusqu'en mai 1831), et en même temps, sans assumer la responsabilité de ses actions en tant que membre du gouvernement»²¹. Ce gouvernement, alors que le premier ministre et ses membres avaient changé en août 1831, «était, à la différence de toutes les autres instances directrices des soulèvements nationaux qui ont suivi, un organisme constitutionnel appelé à continuer la fiction antérieure du légalisme... Comparé à d'autres autorités centrales, en particulier la Diète et le commandement suprême, le Gouvernement National se distinguait par un dynamisme d'action considérable et une plus grande

¹⁹ *Ibidem*, pp. 161–162.

²⁰ *Ibidem*, p. 162.

²¹ J. Skowronek, *Rząd Narodowy (Gouvernement National)*, in: *Powstanie listopadowe 1830–1831. Dzieje wewnętrzne. Militaria. Europa wobec powstania*, p. 115.

capacité de prendre en compte les revendications et les espérances de la partie patriotique de l'opinion publique»²².

Le prince Czartoryski avait deux objectifs majeurs. D'abord, il voulait tester l'attitude de la Prusse et de l'Autriche quant à la situation existante, espérant probablement que la Prusse resterait neutre et que l'Autriche garderait son comportement bienveillant à l'égard des insurgés. Il pensait également que la France et l'Angleterre, en pleine discussion au sein du comité des cinq puissances sur la question de l'indépendance de la Belgique, auraient une influence sur les décisions politiques et militaires de la Russie quant à un soulèvement armé au Royaume de Pologne. Telle était en gros la vision de la politique courante; il faut bien reconnaître qu'elle ne différait guère de celle des années précédant le dernier partage de la Pologne.

En effet, le général J. Chłopicki déjà avait décidé de prévenir l'ambassadeur prussien à Varsovie, J. Schmidt, que les unités militaires polonaises n'entreraient pas sur le territoire de la Prusse. Cette décision avait été favorablement accueillie, car les autorités prussiennes craignaient que l'insurrection au Royaume ne s'étende au Grand Duché de Poznań²³. Chłopicki et le prince Czartoryski avaient décidé de commun accord de confier au général Karol Kniaziewicz qui résidait à Dresde la mission de vérifier si Frédéric-Guillaume III, par ailleurs le beau-père du tsar Nicolas I^{er}, n'accepterait pas de faire l'intermédiaire dans les pourparlers entre les Polonais et le monarque russe. À ce propos, Kniaziewicz avait obtenu une réponse officielle négative du comte Bernstorff, ministre des affaires étrangères prussien. De surcroît, il était évident que la Prusse allait soutenir la Russie dans ses actions et qu'elle n'adopterait pas la neutralité par rapport au soulèvement polonais, de même que l'Autriche ne l'avait pas fait non plus de *facto*. Le prince Czartoryski avait délégué le comte Edward Raczyński²⁴ à Berlin où il devait rencontrer Edward A. Koźmian et Antoni Radziwiłł. Grâce à cet entretien, Raczyński avait compris que la Prusse ne consentirait jamais à jouer une mission de médiation entre la Pologne et la Russie. Comme le remarque à juste titre A. Zahorski dans son *Histoire de la diplomatie polonaise*, Czartoryski s'était ainsi assuré que les Polonais ne pouvaient compter de la part de la Prusse sur aucun geste de bienveillance²⁵. Pourtant, en tant que responsable du secteur des affaires étrangères, il a trouvé utile d'envoyer à

²² *Ibidem*, p. 119.

²³ A. Zahorski, *Historia dyplomacji polskiej (1795–1831) (Histoire de la diplomatie polonaise 1795–1831)*, in: *Historia dyplomacji polskiej*, t. III, s. 166; H. Kocój, *Władze pruskie wobec powstania listopadowego, (Les autorités prussiennes et l'insurrection de novembre)*, in: *Powstanie listopadowe 1830–1831....*, p. 484; l'auteur fait remarquer avec justesse ce qui suit: «À Berlin, on croyait fort qu'en cas de succès militaires des insurgés polonais contre la Russie, les revendications polonaises de recouvrement des territoires occupés par la Prusse se fortifieraient davantage». V. aussi H. Kocój, *Prusy i Niemcy wobec powstania listopadowego (La Prusse et l'Allemagne face à l'insurrection de novembre)*, Cracovie, 2001, p. 17, *passim*.

²⁴ *Ibidem*, pp. 74–75.

²⁵ A. Zahorski, *Historia dyplomacji polskiej (1795–1831) (Histoire de la diplomatie polonaise 1795–1831)* in: *Historia dyplomacji polskiej*, t. III, p. 167 n.

Berlin deux diplomates polonais en dépit de leur statut informel: Tadeusz Mostowski, ancien ministre des affaires intérieures, et Wojciech Grzymała. D'après H. Kocój, c'étaient les deux seules personnes - tout particulièrement Mostowski - susceptibles d'obtenir le passeport délivré par le consul prussien Schmidt²⁶. Czartoryski avait muni Mostowski d'une instruction qui reprenait les revendications polonaises, déjà formulées auparavant, ainsi qu'une demande de ne pas entraver les contacts du Royaume de Pologne avec l'étranger. La mission polonaise était également chargée d'engager - de façon informelle - des pourparlers avec l'ambassadeur français à Berlin²⁷. Tous les desiderata de Varsovie ne pouvaient pas être réalisés à Berlin, un des obstacles étant indubitablement le caractère informel de la mission de Mostowski et Grzymała. Les émissaires polonais étaient surveillés de près par la police, ce qui empêchait leurs contacts avec les diplomates d'autres pays en poste à Berlin. En même temps, la Prusse se montrait hostile par rapport aux événements en cours au Royaume de Pologne, et mobilisait ses armées tout en étanchant les frontières polonaises.

En ce qui concerne l'Autriche, autre pays d'occupation, la situation diplomatique était différente. Bien que le baron von Oechsner, ambassadeur autrichien, ait obtenu du Gouvernement National les mêmes assurances sur la non violation des frontières que la Prusse, le prince A. J. Czartoryski comptait que les autorités autrichiennes témoigneraient aux insurgés plus de compréhension et de soutien sur la scène européenne. Ses attentes n'étaient pas illusoire dans la mesure où l'Autriche appréhendait l'expansion territoriale russe en l'Europe centrale et de l'Est et observait avec inquiétude la moindre démarche entreprise à cet effet. Comme en Prusse, les missions polonaises en Autriche avaient aussi un caractère informel. Le premier émissaire a été le prince Konstanty Czartoryski, le frère d'Adam Jerzy qui, de par sa position à Vienne, avait plus de facilités pour l'exécution de cette tâche. Il avait notamment accès au chancelier Metternich, ce qui lui a valu la permission de recevoir par la poste les lettres envoyées de Varsovie par le baron Oechsner, ambassadeur autrichien; en réalité, ainsi que le rappelle A. Zahorski, Metternich remettait au tsar des fragments sélectionnés de cette correspondance. Lorsque Konstanty Czartoryski a fait auprès du chancelier une demande de médiation, celui-ci a refusé²⁸. Ni le prince Adam Jerzy, ni son frère Konstanty ne s'étaient rendus compte que, face à l'insurrection organisée à Varsovie et à d'autres dangers guettant l'Autriche, Metternich ne souhaitait surtout pas envenimer les relations bilatérales entre son pays et la Russie.

²⁶ H. Kocój, *Prusy i Niemcy wobec powstania listopadowego...* (Les Prussiens et les Allemands face à l'insurrection de novembre), p. 75.

²⁷ *Ibidem*, p. 76, le document cité par H. Kocój le précisait clairement: «Dans le dessein d'en prendre une exacte information et demander une médiation, on envoya vers la fin de Janvier un agent du Bureau diplomatique à Berlin pour avoir une entrevue avec l'ambassade française», *ib.*, s. 99.

²⁸ V. J. Dutkiewicz, *Austria wobec powstania listopadowego (L'Autriche face à l'insurrection de novembre)* in: *Powstanie listopadowe 1830-1831...*, p. 428, Cf. A. Zahorski, *Historia dyplomacji polskiej (1795-1831) (Histoire de la diplomatie polonaise 1795-1831)*, in: *Historia dyplomacji polskiej...*, t. III, pp. 170-171.

Incontestablement, le fait qui a beaucoup joué sur les rapports avec les pays européens était la résolution votée par la Diète le 25 décembre 1831 qui destituait le tsar de la royauté de Pologne. Cette résolution – évoque J. Dutkiewicz à juste titre – a eu une répercussion directe sur la diplomatie polonaise qui «a dû modifier en conséquence sa dialectique»²⁹. Face à cette nouvelle situation, Varsovie a délégué à Vienne un représentant informel du gouvernement insurrectionnel, Ludwik Jelski, le président de la Banque de Pologne. Il devait tenter d'obtenir un emprunt pour les autorités insurrectionnelles, preuve que Varsovie se faisait encore des illusions sur l'Autriche et son attitude modérément bienveillante à l'égard du soulèvement national polonais. En réalité, Jelski a été interné et les armées autrichiennes ont mobilisé leurs forces à proximité de la frontière du Royaume. Mais les espoirs n'avaient pas tari pour autant, si bien qu'un nouvel envoyé du Gouvernement National, Andrzej Zamoyski, s'est vu confier la mission de juger «comment l'Autriche pourrait recevoir nos émigrés». Le nouveau représentant du Gouvernement National suggérait de convoquer une conférence internationale analogue à celle qui s'était réunie à Londres au sujet de la Belgique. Après l'avoir écouté, Metternich lui a fait immédiatement quitter l'Autriche par l'intermédiaire de la police³⁰. Des pourparlers ont pourtant été poursuivis avec le gouverneur de Galicie, Auguste L. von Lobkovic, réputé pour sa bienveillance à l'égard de la Pologne. Leur objectif était de savoir s'il serait prêt à prendre part aux tractations avec le général Dybicz³¹. Une fois de plus, la réalité s'est montrée plus prosaïque. Lors des combats que l'unité du général Dwernicki menait contre les Russes en avril 1831, les soldats polonais ont été forcés à franchir la frontière autrichienne, en évitant ainsi des sanctions extrêmement sévères du côté de l'occupant russe. Le gouverneur Lobkovic avait beau prétendre qu'il fallait accueillir les soldats polonais «conformément à la loi internationale»; sous prétexte de son absence, on a désarmé et envoyé les officiers en Styrie et les commandants en Transylvanie. Tout compte fait cependant, les Polonais n'ont pas été vraiment internés, car les Autrichiens ne les empêchaient pas de s'enfuir. Il n'en est pas moins vrai que faire trouver aux Autrichiens une solution à cette situation est devenu – d'après J. Dutkiewicz – une des questions les plus importantes pour la diplomatie européenne de l'époque. Le tsar Nicolas I^{er} exigeait de renvoyer l'unité polonaise en entier sur le territoire du Royaume, alors que lord Henry Palmerson, qui avait ordonné une expertise de ce cas concret, en a conclu que «l'internement de l'unité de Dwernicki et la cession des armes aux Russes est une violation grave de la loi internationale». Par conséquent, l'Angleterre et, bientôt, la France, ont adressé à Vienne des notes de protestation. Dans sa réponse, Fr. Gentz a affirmé que «la neutralité ne pouvait être déclarée que par rapport à un pays reconnu comme souverain, alors que la Pologne n'était pas

²⁹ J. Dutkiewicz, *op. cit.*, p. 428.

³⁰ *Ibidem*, p. 431.

³¹ *Ibidem*, p. 430.

considérée comme telle³². Cette réponse a suffi pour que Palmerson n'entreprenne plus aucune démarche en faveur des soldats polonais.

Quant à l'Autriche, elle n'a pris aucune décision claire au sujet des Polonais jusqu'à la fin de l'insurrection. Elle tenait plus, bien évidemment, à un éventuel agrandissement de son territoire aux dépens de la Russie, sans pour autant chercher à modifier les clauses du traité de Vienne qui, rappelons-le, ne laissait pas de place pour la Pologne libre.

Les dirigeants de l'insurrection n'ont pas cessé toutefois de compter sur les puissances occidentales – la France, où la révolution de juillet venait de prendre fin, et l'Angleterre qui était considérée comme une puissance par rapport à d'autres pays, notamment la Russie. Aussi, à peine l'insurrection commencée et le Gouvernement National mis sur pied, des représentants diplomatiques des autorités insurrectionnelles y ont-ils été envoyés.

Leon Sapieha, résidant à Paris, a été nommé le premier ambassadeur du Royaume de Pologne en France. Apparenté au prince A. J. Czartoryski, il a obtenu une entrevue avec le ministre des affaires étrangères Horace Sébastiani qui a laissé à son interlocuteur l'espoir de voir la France et l'Angleterre soutenir les démarches polonaises. Il se trouve que, dans le même temps, rappelle J. Dutkiewicz, le gouvernement français assurait la Russie du respect des principes élaborés pendant le congrès de Vienne³³. Aussi, lorsque Sapieha s'est trouvé à Londres, il a reçu une douche froide imminente, car personne n'était au courant des promesses françaises.

Pendant ce temps-là, Varsovie avait désigné Konstany Wolicki comme nouvel ambassadeur à Paris. Cet industriel et propriétaire terrien s'est rendu en France à ses propres frais, muni d'une instruction détaillée³⁴. Conformément à ce document, il a eu deux rencontres avec le ministre Sébastiani, mais une fois de plus, elles se sont avérées totalement vaines. Face à ce manque d'intérêt du côté de la France, Wolicki a fondé à Paris le Comité Polonais à la tête duquel s'est trouvé le légendaire général Lafayette. Il espérait ainsi bénéficier de la sympathie que la société française manifestait à l'égard de la Pologne. Ce qui a fini par le désillusionner complètement était le débat qui s'était déroulé à la chambre des députés française les 15, 27 et 28 janvier 1831 autour de la question d'aide aux Polonais. Au printemps 1831, il a quitté Paris pour se rendre, en tant que particulier, à Istanbul³⁵. A Paris, il n'avait donc fait qu'une reconnaissance, sans obtenir de résultats tangibles de la part des milieux diplomatiques français. Pendant peu de temps, en février 1831, au moment du détronement du tsar Nicolas I^{er}, c'est Teodor Morawski qui a rempli la fonction de représentant polonais. Vu les circonstances, il a commencé par rendre visite à Sébastiani qui a déclaré que suite à la nouvelle situation, les affaires du Royaume de Pologne s'étaient fort compliquées. Et d'ajouter sans ambages qu'il

³² *Ibidem*, pp. 430–431.

³³ *Ibidem*, p. 439.

³⁴ Fragment pris dans *Historia dyplomacji polskiej (1795–1831) (Histoire de la diplomatie polonaise 1795–1731) d'A. Zahorski*, in: *Historia dyplomacji polskiej...*, t. III, p. 174.

³⁵ *Ibid.*; J. Dutkiewicz, *Powstanie listopadowe...* (*L'Insurrection de novembre...*), p. 439.

conseillait aux Polonais de ne plus compter désormais que sur eux-mêmes et non sur une aide extérieure. Le ministre français n'a pas changé d'avis jusqu'à l'échec de l'insurrection. Le 16 septembre 1831, devant l'assemblée nationale, il a prononcé cette célèbre phrase qui a tant bouleversé les Polonais: «L'ordre règne à Varsovie». Avant pourtant que cet incident n'ait eu lieu, le général A. Kniaziewicz et L. Plater s'étaient rendus en mission à Paris. Leur entreprise avait revêtu cette fois un caractère de mission polonaise à Paris. Son principal agent, Kniaziewicz, est d'abord allé s'entretenir avec Sébastiani, le 6 mars 1831. Comme les nouvelles de Pologne n'étaient pas bonnes, le ministre français des affaires étrangères a déclaré que l'insurrection polonaise prendrait bientôt fin. Deux jours plus tard, il offrait aux Polonais «un hébergement en France» et leur conseillait d'engager des négociations de capitulation³⁶. Les informations sur l'échec du soulèvement s'étant avérées prématurées, lors d'une nouvelle entrevue avec Kniaziewicz et Plater, le 16 mars 1831, Sébastiani a assuré les émissaires polonais: «Je ne vous dis pas de venir, mais quand vous viendrez, nous vous accueillerons»³⁷. Toujours au mois de mars, l'opposition parlementaire française a assez violemment critiqué les actions de son gouvernement. Dans son discours devant la chambre des députés, prononcé le 31 mars 1831, le général Lafayette, à la tête de l'opposition, a exigé que les Polonais soient reconnus comme une partie à part entière dans leur lutte contre les armées russes. A la fin d'août, un autre représentant du Gouvernement National, Ludwik Jelski, a entamé des pourparlers avec Sébastiani lui demandant un soutien pour la Pologne à hauteur de l'aide que l'année d'avant, la France avait apportée à la Belgique. Les difficiles négociations n'ont donné aucune solution sensée, si bien que Kniaziewicz, Plater et Jelski se sont décidés à fermer la mission polonaise. Finalement, ils y ont renoncé et, le 15 septembre 1831, ils ont adressé au gouvernement français une nouvelle note³⁸.

A. Zahorski nous fait remarquer que la mission polonaise à Paris comptait parmi les majeurs postes diplomatiques du Royaume de Pologne, supérieur à tous les autres postes polonais à l'étranger. Parmi ses collaborateurs, il y avait entre autres A. Grzymała, T. Morawski, L. Chodźko. Brykczyński, qui faisait partie du personnel permanent, avait à ses côtés deux copistes français. Soucieux de la propagande pro-insurrectionnelle, le poste s'employait notamment à publier des articles dans les journaux parisiens les plus influents, tâche qui était du ressort de L. Chodźko. Le poste générait des frais considérables amplifiant les dépenses du gouvernement, forçant A. J. Czartoryski à des tentatives d'imposer une discipline aux missionnaires polonais³⁹.

³⁶ *Ibidem*, p. 440; A. Zahorski, *Historia dyplomacji polskiej (1795–1831) (Histoire de la diplomatie polonaise 1795–1831)*, in: *Historia dyplomacji polskiej...*, t. III, p. 175.

³⁷ J. Dutkiewicz, *op. cit.*, p. 441; A. Zahorski, *Historia dyplomacji polskiej (1795–1831) (Histoire de la diplomatie polonaise 1795–1831)*, in: *Historia dyplomacji polskiej...*, t. III, p. 176.

³⁸ J. Dutkiewicz, *op. cit.*, p. 445.

³⁹ A. Zahorski, *Historia dyplomacji polskiej (1795–1831) (Histoire de la diplomatie polonaise 1795–1831)*, in: *Historia dyplomacji polskiej...*, t. III, p. 217 *passim*.

L'ambassadeur du Gouvernement National en Angleterre était un jeune noble, Aleksander Wielopolski. Il succédait à Leon Sapieha qui, d'une façon assez informelle, avait engagé des pourparlers avec des politiques anglais, dont lord Grey. Tout comme la rencontre de Wielopolski avec Palmerson, au début de 1831, aucun de ses entretiens n'a jamais apporté de promesses concrètes à la cause polonaise. Les Anglais cherchaient toujours à résoudre la question de la Grèce et de la Belgique qui, à ce moment précis, était sans doute prioritaire dans la politique européenne des puissances. J. Dutkiewicz va même jusqu'à dire que «la cause polonaise semblait exotique à la Grande Bretagne»⁴⁰. Comme cela avait été le cas dans d'autres pays européens (Prusse, Saxe, France), les réactions des politiques étaient totalement différentes de celles de l'opinion publique, ce dont témoignaient les nombreuses publications de presse, brochures et démonstrations organisées en faveur des insurgés polonais, ainsi que la bienveillance ouvertement manifestée par les Européens pour leurs combats contre la Russie. Afin de raffermir la présence polonaise à Londres, le Gouvernement National a entrepris, en août 1831, d'y envoyer Julian Ursyn Niemcewicz. A son tour, Niemcewicz s'est entretenu avec Palmerson et d'autres politiques britanniques. En guise de commentaire, citons, une fois encore, les paroles – ô combien évocatrices – de Dutkiewicz: «Niemcewicz n'apercevait, venant des ministres anglais, rien qu'une bienveillance polie»⁴¹. Il trouvait que Palmerson mettait en exécution la politique britannique de manière à ne pas transgresser les résolutions du congrès de Vienne, alors que l'insurrection de novembre cherchait, la main armée, à introduire des changements politiques majeurs en Europe.

Les deux premières insurrections nationales – celles de Kościuszko et de novembre – se sont terminées par un échec complet. La première a débouché, en 1795, sur le troisième partage de la République de Pologne. Suite à la deuxième, les Polonais n'ont pas réussi à rendre indépendant le territoire du Royaume de Pologne, accepté lors du congrès de Vienne, et à le sortir du joug de la Russie. Le soulèvement de janvier 1863, dont les Polonais célèbrent le 150^e anniversaire, était une lutte pour le maintien de la polonité, contre la russification d'une part, et pour une Patrie libre, de l'autre. Compte tenu des circonstances politiques et diplomatiques particulières, l'insurrection de janvier mérite une étude à part dans l'histoire de la diplomatie du gouvernement national polonais.

Les historiens polonais, tels W. Tokarz, M. Kukiel, St. Herbst, J. Dutkiewicz, A. Zahorski, K. Kocój, J. Skowronek, Wł. Zajewski ou S. Kieniewicz, ont effectué des travaux de recherche extrêmement fiables et posé des hypothèses qui restent d'actualité de nos jours.

⁴⁰ J. Dutkiewicz,....p. 450.

⁴¹ *Ibidem*, p... 452.

QUELQUES REMARQUES SUR LES RAPPORTS POLONO-ROUMAINS VERS LA MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE

DAN BERINDEI

(Académie Roumaine)

En Europe de l'Est et du Sud-Est, le siège de Vienne, où la présence de Sobieski joua un rôle décisif, marqua un nouveau sens des rapports entre les puissances de la zone. Dès la fin du XVII^e siècle, des mutations essentielles se sont produits. Tandis que l'Empire ottoman devint l'«homme malade», les deux empires chrétiens, l'Autriche et la Russie commencèrent une offensive qui allait durer deux siècles et qui reflétait leurs tendances d'expansion et de conquête des territoires que les Turcs avaient soumis auparavant à leur domination, directe ou indirecte. Mais, parallèlement, au cours du XVIII^e siècle et surtout de sa seconde moitié, eut lieu le progressif réveil des peuples qui représentaient l'enjeu de ces grandes puissances. Ce développement national allait jusqu'à la fin conduire à l'émancipation de ces «prisonniers» des grands empires, mais ce fut un processus de longue durée.

La Pologne qui avait détenu une position importante des siècles durant, en culminant par son rôle de 1683, allait entrer pendant le XVIII^e siècle et surtout pendant sa seconde moitié, dans une phase tragique de son existence. Elle allait tomber victime des empires autrichien et russe, ainsi que de la Prusse, qui accaparèrent son territoire au cours de trois partages. Toujours, pendant le XVIII^e siècle, la principauté de Transylvanie devint l'une des provinces de l'empire des Habsbourg et ensuite aussi le Banat. Les principautés de Valachie et de Moldavie, vassales de l'Empire ottoman subirent également les conséquences de ces changements de force des grandes puissances de la zone. La Sublime Porte n'ayant plus la confiance dans les princes indigènes – après le passage du prince Cantemir du côté de Pierre le Grand – a recouru à l'installation à Jassy et ensuite aussi à Bucarest des princes phanariotes, en intensifiant également l'exploitation de deux pays.

Les objectifs des dignitaires d'Istanbul ne furent cependant pas atteints que partiellement, surtout que ce changement eut lieu pendant une étape où le réveil national se produisait. Quant aux princes phanariotes eux-mêmes, une partie d'entre eux se montrèrent capables de s'intégrer aux temps nouveaux, c'est pourquoi Nicolae Iorga a intitulé l'un de ses volumes de l'*Histoire des Roumains* concernant le XVIII^e siècle *Les réformateurs*. La fidélité de ces princes envers la Porte fut aussi relative. En 1775 et respectivement en 1812 la principauté de Moldavie a perdu deux de ses provinces: la Bucovine, annexée par l'Autriche et la Bessarabie, annexée par la Russie.

Vers la fin du XVIII^e siècle, la révolution libératrice américaine et en premier lieu la Révolution française eurent des conséquences décisives même dans cette partie du continent européen. Le troisième partage de la Pologne fut suivi d'une première émigration révolutionnaire et cette fois-ci ce ne furent pas les Roumains et d'entre eux en premier lieu les Moldaves qui cherchèrent asile en Pologne, comme cela avait eu lieu durant des siècles, mais ce furent les combattants pour la liberté de Pologne qui y trouvèrent leur refuge dans les Principautés. Ils allaient être l'un des facteurs stimulateurs du processus de réveil national des Roumains et par leur présence l'accrochèrent.

Quant aux Roumains, eux aussi étaient en train de s'intégrer dans les mouvements qui devaient conduire au progressif changement de leur statut. En 1821, parallèlement et lié à l'Hétéairie des Grecs, eut lieu l'action révolutionnaire dirigée par Tudor Vladimirescu. En 1822, le système phanariote prit fin et on revint aux règnes des princes roumains, mais en même temps on allait enregistrer une véritable explosion de mémoires de réforme. Toutefois, il ne s'agissait plus des rapports entre l'Empire ottoman et les deux principautés roumaines, car les deux empires chrétiens voisins et surtout la Russie marquaient maintenant puissamment leur présence. La Grèce moderne allait se constituer avec l'accord et le soutien des puissances de l'Europe en tant qu'Etat indépendant, mais en ce qui concerne la Valachie et la Moldavie elles allaient être soumises au contrôle de la Russie qui d'ailleurs avait annexé la partie Est de la principauté de Moldavie qui allait être dénommée dans son ensemble la Bessarabie. A la suite de la guerre russo-turque de 1828-1829, les deux principautés furent soumises au protectorat dominant de la Russie.

C'était seulement quelques années avant la dure repression de l'insurrection polonaise quand de nouveau une nouvelle vague massive de combattants pour la liberté de Pologne trouvèrent refuge dans les Principautés, c'était le processus de «la grande émigration». Cette fois-ci, les rapports polono-roumains allaient prendre une autre tournure. Les objectifs visant une libération furent maintenant communs. L'émigration révolutionnaire polonaise marquaient puissamment sa présence en Europe. Le prince Czartoryski jouait un rôle important et il avait réussi de s'imposer en tant que conseiller du monde politique britannique et français. Les deux partis des émigrés étaient présents, tant celui dirigé par Czartoryski que celui de la Société démocratique polonaise. Evidemment que cette division politique des Polonais constitua un obstacle par rapport aux actions communes, mais toutefois cette rivalité contribua aussi à stimuler la lutte de libération des Roumains et également de les aider à s'intégrer dans les processus qui visaient la libération.

Le rôle du prince Czartoryski fut à cet égard des plus décisifs. Les publications périodiques des émigrés commencèrent à diffuser des informations et des commentaires concernant les Roumains. A cet égard une correspondance de Bucarest intitulée *De la Valachie et de la Moldavie*, publiée en 1833 dans «Le Polonais» et le commentaire l'accompagnant méritent toute l'attention. L'auteur de ce dernier texte proposait la réalisation d'un Etat roumain groupant non

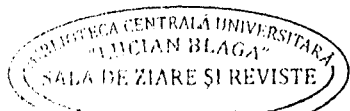
seulement la Moldavie et la Valachie, mais encore les provinces roumaines soumises à la domination de l'Autriche.

Quant aux rapports directs avec les Roumains on a parlé même de 1832 ou 1833 en tant que moments où les contacts avec le prince y furent établis, mais en tout cas 1835 est certain et cela eut lieu par l'intermédiaire des jeunes Roumains se trouvant à Paris. Le fait que Czartoryski engagea le dialogue avec ces jeunes hommes reste significatif et il montre un intérêt évident du prince envers le facteur roumain. Parents de Ioan Câmpineanu, chef de l'opposition valaque, ils furent de bons intermédiaires et les liens avec l'Hôtel Lambert furent réalisés. La mission de l'émissaire Woronicz dans l'espace roumain qui eut lieu ensuite précipita l'intégration politique européenne du mouvement de libération roumain et provoqua l'élaboration du programme de Câmpineanu. Cependant, le moment propice n'était pas encore arrivé. La tournée de Câmpineanu à l'ouest de l'Europe fut un échec. Probablement les interventions de Czartoryski ne purent pas contribuer à un accueil favorable par les hommes politiques français et anglais. De retour, il fut forcé à renoncer à son action.

Cependant, Czartoryski maintint son attention à l'égard des Roumains et il continua les contacts avec la jeune génération. Ces contacts seront intensifiés lors de la révolution quarant'huitarde. Mais, entre temps, l'action des démocrates dans les Principautés s'intensifia aussi et ceux-ci actionnèrent surtout en Moldavie. En tout cas, avant le déclenchement des événements révolutionnaires de 1848, la présence des Polonais d'un parti ou de l'autre pendant ces décennies était une réalité et pratiquement cette cohabitation politique contribua aussi à préparer les esprits des Roumains pour ce qui devait être la révolution qu'on attendait.

Pendant la révolution, les Polonais y furent présents dans l'espace roumain. Par ailleurs, ils se trouvèrent sur les barricades en maints pays en se manifestant en tant que des combattants révolutionnaires expérimentés. En Valachie, où le régime révolutionnaire put se maintenir plus de trois mois, le soutien de Czartoryski et de son parti fut très important. Avant le déclenchement du processus révolutionnaire, deux des dirigeants roumains, Nicolae Bălcescu et Alexandru G. Golescu, voyagèrent ensemble avec Czartoryski en Allemagne et discutèrent leurs plans avec lui. Ion Ghica, représentant des révolutionnaires valaques à Istanbul, l'un des premiers interlocuteurs du prince des années trente, bénéficia du plein appui de son représentant Michal Czajkowski qui bénéficiait de beaucoup d'influence parmi les dignitaires ottomans. Le colonel Zablocki reçut la mission de seconder les efforts d'organisation militaire du régime révolutionnaire de Valachie, tandis que P. Butkiewicz fut désigné par l'Hôtel Lambert en tant que son représentant auprès le gouvernement provisoire révolutionnaire valaque. Mais les démocrates furent aussi présents, surtout en Moldavie. Des tentatives visant des actions communes dans les Principautés des deux partis polonais échouèrent.

Apparemment la révolution de 1848 dans l'ensemble fut un échec, mais la réalité fut que le monde changea et que même vaincus les révolutionnaires ont contribué à ce que l'Europe de la seconde moitié du XIX^e siècle soit bien différente,



que les rapports démocratiques au sein des sociétés soient accentués, que les monarchies absolues soient contraintes à céder le terrain à celles constitutionnelles et que le progrès technique soit accéléré. Dans ce nouveau climat, les Polonais et les Roumains trouvèrent le terrain plus propice pour réaliser leurs objectifs.

Des siècles durant la Pologne avait représenté un pays voisin de refuge. Cette fois-ci s'est produit l'inverse. Les révolutionnaires polonais ont trouvé un asile et un climat amical en Roumanie. Certains allaient même y rester, former des familles et s'assimiler, mais tout en gardant au long des générations successives la fierté de leur souche et l'amour de leur patrie.

C'est une histoire parallèle qui s'est déroulé, les deux nations devant se débrouiller et faire face aux grandes puissances de la zone. Leur programme semblait utopique et cependant il était réaliste et cela fut confirmé par l'évolution historique, six décennies après la révolution de 1848. C'est certain que pour le monde de la première moitié du XIX^e siècle, au temps des grands et puissants empires, c'était difficile d'accepter les changements de la carte de l'Europe, la disparition des puissants empires de Russie, d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et la parution d'États comme la Pologne ou la Roumanie et pourtant il est évident qu'il ne s'est pas agi d'une utopie !

Évidemment comme entre voisins, entre Polonais et Roumains ont eu lieu aussi des conflits au long des siècles, mais dans son ensemble les bons et amicaux rapports ont été nettement dominants. C'est pendant l'entre-deux-guerres que les deux nations ayant atteint pleinement leurs objectifs que leurs liens connurent un moment culminant. D'ailleurs, ce sont elles qui contribuèrent alors à ce que l'invasion bolchévique n'ait pas lieu au cœur de l'Europe au début de la troisième décennie du XX^e siècle. À la fin de la seconde guerre mondiale, les deux pays restèrent dans la zone de domination soviétique en supportant toutes les conséquences. Si en 1921 l'alliance de la Pologne et de la Roumanie fut la première conclue par cette dernière après son parachèvement en 1918, aujourd'hui les deux pays appartiennent à la large alliance de l'Union Européenne. Le souvenir des siècles passés et surtout celui des relations roumano-polonaises lors de la période de renaissance nationale nous le gardons avec nostalgie et respect.

L'UNION SOVIÉTIQUE FACE À L'ALLIANCE POLONO-ROUMAINE DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

(Cracovie)

En septembre 1920, en pleine guerre polono-bolchévique, un des leaders rouges, Lev Kamenev aurait prétendu: « L'État des Soviets désire une paix avec la Roumanie et la Pologne à condition que cette dernière ne s'obstinât pas à bâtir un État étendu entre la Mer Baltique et la Mer Noire, ce qui nous permettra de se tourner contre [le baron Piotr] Wrangel et de l'écraser avant l'hiver »¹. Cette déclaration résultait du cours des opérations militaires sur le front polono-bolchévique, de la victoire écrasante des Polonais devant Varsovie en août 1920, et des défaites à répétition de l'Armée rouge face à l'armée polonaise². Les bolchéviques savaient qu'ils n'arriveraient pas à mener en même temps une guerre contre les Polonais et à renforcer leur pouvoir en Russie et en Ukraine. La guerre civile y sévissait, les paysans se révoltaient contre le nouveau pouvoir, ils avaient même contre eux, les marins de Kronstadt qui avaient pourtant servi fidèlement la révolution³.

Les négociations polono-roumaines qui se déroulaient durant l'hiver 1920/1921 et qui devaient se conclure par une alliance politique et militaire⁴, étaient devenues un argument de poids lors de négociations parallèles, à Riga, par lesquelles les Polonais et les Soviétiques essayaient d'en finir avec la guerre⁵.

¹ Hoover Institution Archives (Stanford University – HIA), Poland. Poselstwo (Romania), box 1, folder 1, télé. no 94, de A. Skrzyński à Varsovie du 19 septembre 1920.

² P.S. Wandycz, *Soviet-Polish Relations 1917–1921*, Cambridge, Mass. 1969, *passim*; N. Davies, *White Eagle, Red Star: The Polish-Soviet War, 1919–20*, London 1983, *passim*.

³ *История России XX век: 1894–1939*, под ред. А.Б. Зубова, Москва 2009, pp. 469–765.

⁴ Sur les négociations polono-roumaines et conclusion d'une alliance politique et militaire voir: H. Bulhak, *Polska a Rumunia 1918–1939*, [dans:] *Przyjaźnie i antagonizmy. Stosunki Polski z państwami sąsiednimi w latach 1918–1939*, pod red. J. Żarnowskiego, Wrocław-Warszawa-Kraków-Gdańsk 1977, pp. 305–316; T. Sandu, *Le système de sécurité français en Europe centre-orientale. L'exemple roumain 1919–1933*, Paris 1999, pp. 144–150; F. Anghel, *Construirea sistemului „Cordon Sanitar”: relații româno-polone, 1919–1926*, Târgoviște 2008, *passim*; H. Walczak, *Sojusz z Rumunią w polskiej polityce zagranicznej w latach 1918–1931*, Szczecin 2008, pp. 104–147.

⁵ Sur les négociations polono-soviétiques de Riga dans les années 1920–1921 et ses conséquences voir: J. Kumaniecki, *Pokój polsko-radziecki 1921. Geneza, rokowania, traktat, komisje mieszane*, Warszawa 1985, *passim*; *Traktat ryski 1921 roku po 75 latach*, studia pod red. M. Wojciechowskiego, Toruń 1998, *passim*; J. Borzęcki, *The Polish-Soviet Peace of 1921 and the Creation of Interwar Europe*, Yale University Press 2008, *passim*; *Zapomniany pokój. Traktat ryski. Interpretacje i kontrowersje 90 lat później*, pod red. S. Dębskiego, Warszawa 2013, *passim*.

Ces événements étaient étroitement liés entre eux, tout comme les pourparlers entre la France et la Pologne qui devaient aboutir à la conclusion d'une alliance politique et à une convention militaire en février 1921. Les Soviétiques avaient bien compris que ces deux alliances renforceraient la Pologne et sa position dans les négociations de Riga. Ajoutons que dans un même temps, en janvier 1921, l'envoyé polonais à Bucarest, comte Aleksander Skrzyński, voulait renforcer la position des Polonais en suggérant à sa centrale varsovienne de négocier l'acceptation d'une trêve de six semaines, prête à être signée avec les bolchéviques, pour tenir jusqu'à la fin des négociations avec la Roumanie⁶. Varsovie fit la sourde oreille car les autorités polonaises tenaient à finaliser rapidement l'alliance avec la Roumanie.

La réaction des Soviétiques à cette alliance fut très négative. Le chef de leur diplomatie, Gueorgui Tchitcherine écrivait, le 13 mars 1921, à Maxime Litvinov, à l'avenir son successeur : « Nous ne savons pas comment nous concilier la politique de la Roumanie, prétendument pacifique, et l'annonce publique faite par ses ministres d'un traité roumano-polonais qui prévoyant une guerre contre nous. Que veulent-ils donc, apaiser le conflit avec nous ou mener une guerre et se moquer de nous »⁷. La toute nouvelle alliance était pour les Soviétiques un exemple de plus de la politique agressive des voisins envers le premier État prolétaire du monde.

C'est le contenu de la convention militaire polono-roumaine qui intéressait particulièrement Moscou et la diplomatie soviétique, aussi, son service de renseignements se donnait beaucoup de mal afin de connaître ce document et ses modifications ultérieures. En avril 1926, après avoir reçu de Skrzyński, devenu chef de la diplomatie polonaise, les lignes directrices du traité polono-roumain et avoir été rassuré du caractère essentiellement défensif de ce document⁸, l'envoyé extraordinaire à Varsovie, Piotr Voïkov essayait de se procurer le texte des accords de 1921 auprès des diplomates polonais, pour le comparer au traité de garantie mutuelle conclu par la Pologne et la Roumanie en mars 1926, et prendre connaissance des conventions associées à ces deux documents⁹.

Déjà dans la deuxième moitié des années 1920, Moscou s'efforçait d'affaiblir l'alliance polono-roumaine sur la scène internationale, et même de la diluer dans d'autres traités. Dans l'optique soviétique, c'est le pacte tripartite entre l'URSS, la France et la Pologne qui devait constituer une sorte de contrepoids aux liens tissés entre Varsovie et Bucarest. Cette idée apparaissait déjà dans les années 1924–1925,

⁶ HIA, Poland. Poselstwo (Romania), box 1, folder 1, télé. no 3, de A. Skrzyński à Varsovie du 17 janvier 1921.

⁷ *Советско-румынские отношения. Документы и материалы*, Т. I: 1917–1934, Москва 2000, télé. de G. Tchitcherine à M. Litvinov du 13 mars 1920, p. 84.

⁸ *Dokumenty i materialy do historii stosunków polsko-radzieckich*, t. IV: kwiecień 1921 – maj 1926, Warszawa 1965, note de P. Voïkov du 29 mars 1926, pp. 508–511.

⁹ Архив внешней политики Российской Федерации (Москва – АВП РФ), ф. 04, оп. 32, п. 219, д. 52693, note intitulée « Conversation avec Morawski » du 10 avril 1926, pp. 22–23.

mais ne prit de l'importance que dans les premières semaines de 1926, c'est-à-dire à la veille de la prolongation du traité polono-roumain¹⁰. Elle était censée briser la conception de "table ronde", avancée par Varsovie, qui tenait à coordonner la signature du pacte de garantie avec l'URSS par tous les pays "limitrophes" – soit par un document commun, soit par la signature simultanée des traités bilatéraux avec Moscou (y compris par la Roumanie et la Pologne)¹¹.

C'est l'ambassadeur soviétique à Paris, Christian Georgiévitch Rakovski (né Khristo Gheorghev Stantchev), qui dès octobre 1925 semblait chérir particulièrement le projet du pacte soviéto-polono-français. Cet habile connaisseur des affaires roumaines critiqua la politique de Varsovie envers la Roumanie, allant jusqu'à affirmer que la diplomatie polonaise voulait charger l'URSS de la responsabilité de la frontière roumaine afin de pouvoir réduire sa propre armée et le déficit budgétaire de la Pologne. De son côté, Rakovski déclarait Moscou prête à conclure un traité de non agression avec la Roumanie, à condition de désigner le fleuve Prout comme frontière commune. Ainsi, la Bessarabie, rattachée à la Roumanie dès 1918, serait rendue à l'URSS¹². Il va sans dire que cette condition était inacceptable pour les Roumains.

Pour ma part, je suis loin d'attacher trop d'importance à la conception du pacte tripartite et de le considérer comme une démarche sérieuse de Moscou. Je crois, qu'elle devait servir d'épouvantail de circonstance pour l'Allemagne après la signature par celle-ci des traités de Locarno, et encourager ou même forcer Berlin à conclure un pacte bilatéral avec les Soviétiques. Rappelons que ce pacte, sous la forme d'un traité germano-soviétique, a été signé dans la capitale allemande en avril 1926¹³. Par ailleurs, durant ses entretiens avec les Français, Rakovski soulignait les droits de l'URSS à la Bessarabie et le fait que les Soviétiques ne sont nullement « des chevaliers médiévaux qui distribuent le territoire de l'Union soviétique à d'autres »¹⁴.

Au milieu de cette agitation autour des pactes de non-agression à conclure avec la France et la Pologne, les alliés de la Roumanie, la diplomatie soviétique évitait tout engagement concernant la non-agression envers son voisin roumain.

¹⁰ M. Wołos, *Francja-ZSRR. Stosunki polityczne w latach 1924-1932*, Toruń 2004, pp. 278–281; Archives du Ministère des Affaires étrangères (Quai d'Orsay, Paris – AMAE), série : Europe, sous-série : Roumanie, vol. 57, dépêche no 127, de J. Herbertte à A. Briand du 19 avril 1926, pp. 6–7.

¹¹ Sur la conception polonaise de "table ronde" voir : F. Dessberg, M. Wołos, *Francusko-sowieckie i polsko-sowieckie negocjacje w sprawie zawarcia paktów o nieagresji w latach 1925–1927*, „Zeszyty Historyczne” (Paris), 2007, z. 161, pp. 57–96.

¹² АВП РФ, ф. 04, оп. 42, п. 266, д. 53771, dépêche no 4, de Ch. Rakovski à M. Litvinov du 27 février 1926, p. 69.

¹³ *Документы внешней политики СССР*, т. 9: 1 января – 31 декабря 1926 г., Москва 1964, le texte du traité de non-agression et neutralité (avec les notes) du 24 avril 1926 signé entre l'Union soviétique et l'Allemagne, pp. 250–255.

¹⁴ АВП РФ, ф. 04, оп. 42, п. 266, д. 53771, note de Ch. Rakovski intitulée « Conversation avec Herbertte » du 31 janvier 1926, pp. 22–26.

Selon Litvinov des garanties pareilles accordées même à un tiers, rapporteraient plus à la Roumanie que l'alliance polono-roumaine¹⁵.

Les Soviétiques utilisaient cette alliance, et surtout sa prolongation, en mars 1926, pour justifier leurs positions pendant les négociations diplomatiques. On le voit clairement à l'occasion de la signature du traité mentionné ci-dessus avec la République de Weimar mais aussi pendant les négociations avec la Lituanie (avril-septembre 1926). La centrale moscovite instruisit les diplomates soviétiques accrédités dans les capitales européennes (et surtout ceux de Varsovie) de présenter ses démarches à l'égard de l'Allemagne et de la Lituanie, toutes les deux contenant de forts accents anti-polonais, conséquence directe de l'alliance antisoviétique de Varsovie et de Bucarest¹⁶.

L'instruction, envoyée à Voïkov durant l'été 1926, comme ligne conductrice en cas de protestations polonaises contre le traité soviéto-lituanien en disait long : « La Pologne avait garanti à la Roumanie la possession de la Bessarabie et nous y trouvons un parallèle avec la question de Wilno [tenue par les Polonais mais convoitée par les Lituanais – *M. W., n. n.*]. Il est bien vrai que le cas de la Bessarabie ne doit pas constituer un obstacle à notre pacte [avec la Pologne – *M. W., n. n.*] et qu'il ne devrait pas être mentionné au cours de nos négociations autour du pacte [de non-agression – *M. W., n. n.*], mais en même temps, si les Polonais avancent leurs prétentions sur la région de Wilno, nous pouvons indiquer le précédent bessarabe. Bien sûr, nous ne proposons pas de marchandiser Wilno contre la Bessarabie, mais il convient d'indiquer le cas »¹⁷. A la lecture de ces mots on est tenté de formuler une thèse osée: dans ces circonstances spécifiques, l'alliance polono-roumaine devenait presque utile aux Soviétiques.

Ce qui est moins connu, ce sont les tentatives de la diplomatie soviétique afin d'influencer une partie des élites polonaises pour faire rompre ou au moins affaiblir, l'alliance entre Varsovie et Bucarest. Les diplomates rouges en poste à Varsovie, étaient très actifs dans ce domaine dans les années 1925–1926, c'est-à-dire aussi bien avant qu'après le coup d'État réussi de Józef Piłsudski (mai 1926)¹⁸. Dans ce cas, les efforts des Soviétiques se dirigeaient vers les gouvernants de la Démocratie nationale (« endecja »), parti dirigé par Roman Dmowski¹⁹. Avant le coup d'État de mai 1926 la Démocratie nationale, comme la désignait communément l'opinion publique, comptait parmi les partis les plus importants sur la scène politique et avait

¹⁵ АВП РФ, ф. 0136, п. 112, д. 213, dépêche no 2640, de M. Litvinov à Ch. Rakovski du 20 février 1926, pp. 9–10.

¹⁶ M. Wołos, *O Piłsudskim, Dmowskim i zamachu majowym. Dyplomacja sowiecka wobec Polski w okresie kryzysu politycznego 1925–1926*, Kraków 2013, pp. 273–275, 311–319.

¹⁷ АВП РФ, ф. 0122, оп. 10, п. 125, д. 39, dépêche no 3744, de S. Aralov à P. Voïkov du 31 août 1926, p. 60.

¹⁸ Sur ce sujet dans la littérature roumaine – F. Anghel, „*Revoluția morală*”. *Regimul politic sanalist din Polonia, 1926–1930*, Târgoviște 2008, pp. 17–40.

¹⁹ Ю. Кантор, М. Волос, *Треугольник Москва-Варшава-Берлин. Очерки истории советско-польско-германских отношений в 1918–1939 гг.*, Санкт-Петербург 2011, pp. 119–120.

beaucoup d'influence dans la politique étrangère du pays. La prise du pouvoir par son ennemi juré – le maréchal Piłsudski – réduisit son influence, sans pour autant l'anéantir.

La diplomatie soviétique savait que les dirigeants de la Démocratie nationale regardaient avec réserve l'alliance avec la Roumanie, et seraient tentés par un accord avec l'URSS même au prix d'un affaiblissement des relations de la Pologne avec des pays "limitrophes", c'est-à-dire la Roumanie, la Lettonie, l'Estonie et la Finlande. Les diplomates soviétiques jouaient sur ce registre. Malgré leurs tentatives, l'angoisse des "nationaux-démocrates" de voir le rôle de la Pologne réduit dans le concert international, surtout par rapport à l'Allemagne, considérée par eux comme une menace principale pour l'indépendance de leur pays, a prévalu, et les plans soviétiques sont restés sans suite. Amer, Voïkov a commenté ainsi sa rencontre avec Dmowski: « Outre d'autres questions, ce qui était intéressant dans cet entretien, c'est que les nationaux-démocrates pourraient accepter un rôle quelconque d'intermédiaire dans nos pourparlers avec les Roumains, mais ils ne risqueront pas l'annulation de l'accord [polonais] avec la Roumanie qui pourrait détruire leurs relations avec la Petite Entente²⁰ [bloc des pays englobant la Tchécoslovaquie, Yougoslavie et la Roumanie – *M. W., n. n.*]. Ainsi, en discutant avec les nationaux-démocrates il ne faut pas perdre de vue leurs angoisses concernant l'Allemagne. Si non cette crainte de la puissance allemande, les nationaux-démocrates se résigneraient le cœur léger à une alliance quelconque avec la Roumanie »²¹. Il est bien vrai, que dans les années 1920 c'est le maréchal Piłsudski qui tenait beaucoup plus à l'alliance roumaine que ces concurrents politiques issus de la Démocratie nationale.

Le 9 février 1929, le document appelé "protocole de Litvinov" a été signé à Moscou. Il consistait à l'entrée en vigueur sans délai, dans les pays signataires, du "Traité de renonciation à la guerre, en tant qu'instrument de la politique nationale", signé à Paris le 27 août 1928 et communément connu sous le nom du pacte Briand-Kellogg. Le protocole de Moscou portait les signatures des représentants de l'URSS, la Pologne, la Roumanie, l'Estonie, la Lettonie, et – un peu plus tard – de la Turquie, la Perse et la Lituanie. Les Soviétiques y ont deux fois abandonné, et de façon significative, leur politique ordinaire. D'abord, ils permirent la présence simultanée et l'action commune, à tous les pays "limitrophes". C'était accepter pour Moscou la politique tant combattue jusqu'alors, et dite "de la table ronde". Deuxièmement, la cérémonie de la signature du pacte a vu agir côte à côte le ministre de la Pologne à l'Union soviétique, Stanisław Patek, et le représentant de la Roumanie à Varsovie, Cita Davila. Mais le Royaume de Roumanie n'étant

²⁰ Sur la Petite Entente voir: A. Essen, *Polska a Mala Ententa 1920-1934*, Warszawa-Kraków 1992, *passim*; Z. Sládek, *Malá dohoda 1919-1938. Její hospodářské, politické a vojenské komponenty*, Praha 2000, *passim*.

²¹ АБП РФ, ф. 04, оп. 32, п. 217, д. 52674, dépêche no 55, de P. Voïkov à S. Aralov du 1^{er} janvier 1926, pp. 18-19.

encore pas reconnu par l'URSS, elle n'entretenait point de liens diplomatiques officiels avec Bucarest²².

Pourquoi donc cette exception, qui pourrait être traitée comme une sorte de renforcement de l'alliance polono-roumaine? Rappelons que tout se passait entre l'élection et la prise du pouvoir par le président américain Herbert C. Hoover, et que la diplomatie américaine était parmi les initiateurs du pacte Briand-Kellogg. Je considère donc le "protocole de Litvinov" comme un geste de politesse diplomatique, fait par les Soviétiques à l'adresse de Washington. C'était une façon d'inviter les Américains à changer leur politique envers l'URSS. Au bout de cette démarche, les dirigeants soviétiques pouvaient voir, si non la reconnaissance *de iure* de l'État des Soviets par les USA, du moins des crédits accordés par Washington. Ce geste coûtait d'ailleurs peu à Moscou car le pacte Briand-Kellogg entra en vigueur quelques mois plus tard, indépendamment du "protocole de Litvinov"²³.

Force est de souligner la détermination des Soviétiques dont les relations avec les puissances – suivant le principe de *toutes proportions gardées* – poussaient au deuxième plan leur politique intransigeante à l'égard de la Pologne et la Roumanie, en usage jusqu'alors. Le sens du "protocole de Litvinov" a été bien saisi par le diplomate roumain Davila : « En somme, tout ce que nous faisons ici avec ce protocole est une politique de dupes. Les Russes croient nous duper. Nous croyons les duper. Et tous ensemble nous tâchons de duper les Américains pour en obtenir de l'argent »²⁴.

Contrairement aux années 1920, la prolongation de l'alliance polono-roumaine en 1931 et 1936 n'a pas suscité de réactions aussi négatives de la part des Soviétiques²⁵. Pourquoi ? Le rôle de la France comme allié principal de la Pologne et de la Roumanie faiblissait visiblement après Locarno, et dans la première moitié des années 1930 les relations de Moscou avec Varsovie et Bucarest s'amélioraient²⁶. L'URSS dont la force militaire augmentait, était en même temps plus sûre de sa position montante sur la scène internationale. En plus, le service de renseignements soviétique savait que le maréchal Piłsudski avait une piètre opinion de l'armée roumaine, et son scepticisme à l'égard de l'allié roumain ne cessait d'augmenter. Sans exagérer, nous pouvons dire que dans les années 1930, et surtout dans la deuxième moitié, l'alliance avec la Roumanie a perdu beaucoup d'importance aux yeux des dirigeants polonais et, par conséquent, inquiétait moins les Soviétiques.

Cette dernière remarque trouve par la suite son application pratique. En juillet 1932, la Pologne signa un pacte de non-agression avec l'URSS sans attendre la

²² M. Wołos, *Francja-ZSRR*, pp. 420–433.

²³ *Ibidem*, pp. 431–433.

²⁴ AMAE, série : Europe, sous-série : URSS, vol. 313, dépêche no 107, de J. Herbette à A. Briand du 11 février 1929, p. 3.

²⁵ H. Walczak, op. cit., pp. 450 et suiv.

²⁶ Voir : P.S. Wandycz, *The Twilight of French Eastern Alliances 1926–1936: French-Czechoslovak-Polish Relations from Locarno to the Remilitarization of the Rhineland*, Princeton 1988, *passim*.

conclusion d'un pareil acte des Roumains. Bucarest se sent trahie par le comportement de Varsovie, certains dirigeants parlent d'acte de félonie de la part de l'allié polonais²⁷. Moscou, ce qui est logique, se réjouit en observant la querelle entre ses voisins et, dans la pure tradition de sa diplomatie, essaie d'utiliser "le cas polonais" au cours des négociations du traité de non-agression avec la France²⁸. Cette dernière avait accepté de signer un tel traité avec la Roumanie. Moscou ne cessait donc de tenter d'affaiblir la solidarité des alliés.

Au printemps 1934, Nicolae Titulescu, qui dirigeait alors la diplomatie roumaine, proposa à son homologue soviétique, Litvinov, de conclure, avec la Pologne, un pacte de non-agression tripartite. Consulté sur la concordance de son projet avec l'alliance polono-roumaine, il répondit : « si la Pologne ne se décidait pas à une telle combinaison, la Roumanie pourrait refuser de prolonger l'alliance »²⁹. La suite des événements allait s'avérer décevante pour Titulescu : son projet, a été rejeté fermement par Litvinov, fin juin 1934. Le commissaire soviétique y percevait non seulement une tentative de modification de l'alliance polono-roumaine par le traité tripartite, mais aussi une sorte de compensation pour l'abandon définitif des prétentions de l'URSS sur la Bessarabie. Cette interprétation des propositions de Titulescu condamna son projet³⁰. Les Soviétiques voulaient rester libres dans la question bessarabe.

Avouons que Nicolae Titulescu n'était apprécié ni par Piłsudski, ni par son chef de la diplomatie — le ministre Józef Beck. La politique "soviétique" du ministre roumain était très critiquée à Varsovie³¹. Fin juin 1934, c'est-à-dire peu de temps après que les relations diplomatiques avec la Roumanie ont été officiellement nouées, un rapport particulièrement intéressant arrive sur le bureau de Joseph Staline. Une notice provenant des services secrets soviétiques en Pologne avertit qu'« à ce moment Piłsudski est occupé par la Lituanie et c'est pour cela qu'il consacre moins de temps à la Roumanie. Piłsudski considère le problème roumain comme plus facile à résoudre que celui de la Lituanie. L'organisation polonophile dans l'armée roumaine est forte, et le réseau polonais en Roumanie est considéré comme solide. La fluctuation temporaire de la Roumanie n'angoisse pas spécialement Piłsudski. L'Allemagne et le Japon ont proposé d'accorder un crédit à la Roumanie pour réorganiser l'armée mais à condition qu'elle soit menée sous la direction de l'État major général polonais »³².

²⁷ M. Wołos, *Francja-ZSRR*, pp. 571–580.

²⁸ АВП РФ, ф. 05, оп. 12, п. 87, д. 79, dépêche no Ф611/5600, de N. Krestinski à V. Dowgalewski du 3 novembre 1932, pp.39–40.

²⁹ *Советско-румынские отношения*, t. I, télé. de M. Litvinov à Moscou du 30 mai 1934, p. 422.

³⁰ *Ibidem*, dépêche de M. Litvinov à V. Potemkine du 27 juin 1934, p. 428.

³¹ *Polska polityka zagraniczna w latach 1926–1939. Na podstawie tekstów min. Józefa Becka*, oprac. A.M. Cienciała, Paryż 1990, pp. 56 et suiv.

³² *Лубянка. Сталин и ВЧК-ГПУ-ОГПУ-НКВД: январь 1922 – декабрь 1936*, Москва 2003, note du service de renseignements soviétique sur les relations franco-polonaises et d'autres questions du 29 juin 1934, p. 539.

La dégradation, dans la deuxième moitié des années 1930, des relations polono-soviétiques ne pouvait pas se faire sentir dans les relations entre Moscou et Bucarest. La perception soviétique des contacts polono-roumains changeait au fur et à mesure ; les visites mutuelles des dirigeants polonais et roumains, accompagnées souvent de consultations politiques et militaires, étaient désormais considérées comme hostiles par l'URSS. En fait, selon Moscou la diplomatie roumaine prenait une direction inquiétante. En février 1937 Litvinov rassurait son envoyé diplomatique à Bucarest, Mikhaïl Ostrovski : « nous ne demandons rien à la Roumanie sinon de conserver son autonomie complète malgré les provocations allemandes et polonaises, sa loyauté envers la France et la Petite Entente, des relations amicales avec nous, une fidélité aux principes de la Société des Nations et de la sécurité collective, bref – de tenir la ligne de Titulescu. Au lieu de cela nous observons l'affaiblissement des contacts au sein de la Petite Entente, l'augmentation démesurée de l'influence des missions allemande et polonaise en Roumanie, et – par dessus tout – un paroxysme nouveau d'intimité dans ses relations avec la Pologne. L'alliance avec la Pologne avait été dirigée uniquement contre l'Union soviétique, car la Pologne ne pouvait pas aider les Roumains contre l'Allemagne, la Bulgarie ou la Hongrie. Avec ce dernier pays elle conserve d'ailleurs des relations très cordiales. La Pologne, de concert avec l'Allemagne, sape la Petite Entente. Nous avons le droit de considérer qu'après nos garanties données à la Roumanie par le biais de la convention de Londres, elle ne manifesterait plus son rapprochement avec la Pologne que nous devons traiter comme hostile à l'Union soviétique, ce rapprochement n'ayant aucun autre but »³³.

La rhétorique répandue du début des années 1920 était donc bien de retour. En même temps, nous avons l'impression de lire un catalogue de vœux, formulés par une grande puissance à l'égard de son voisin plus faible. Par ailleurs, l'envoyé roumain à Moscou informait son ministère en juillet 1937, que les Soviétiques étaient persuadés d'un manque total de manoeuvre de la Roumanie sur la scène internationale et de sa dépendance complète de la politique de Beck³⁴. Ce dernier était traité par les dirigeants moscovites d'"agent d'Hitler"³⁵.

Ajoutons que pendant les négociations franco-anglo-soviétiques à Moscou, le 14 août 1939, le maréchal Kliment Vorochilov demanda la possibilité d'entrer de l'Armée rouge sur le territoire de la Pologne et de la Roumanie pour participer effectivement en lutte contre l'armée hitlerienne. En principe, c'était une demande

³³ *Советско-румынские отношения. Документы и материалы*, Т. II: 1935–1941, Москва 2000, télé. de M. Litvinov à M. Ostrovski du 22 février 1937, pp. 123–124. Sur la "ligne de Titulescu" voir : *Nicolae Titulescu. Documente confidențiale*, ed. de I. Grecescu, București 1992, Memoriu-Raport trimis regelui Carol al II-lea la începutul anului 1940, referitor la istoricul raporturilor româno-sovietice, pp. 79–127; O.H. Кен, М.С. Островский и советско-румынские отношения (1934–1938 гг.), [dans :] *Россия в XX веке: Сб. статей к 70-летию со дня рождения чл.-корр. РАН проф. В.А. Шникина*, Санкт-Петербург 2005, pp. 336–360.

³⁴ *Советско-румынские отношения*, t. II, télé. de E. Ciuntu à V. Antonescu du 16 juillet 1937, pp. 155–156.

³⁵ *Ibidem*, télé. de E. Ciuntu à V. Antonescu du 10 juillet 1937, p. 154.

d'annuler d'une alliance polono-roumaine. Cette proposition des Soviétiques était inacceptable pour les Polonais et Roumains. Moscou s'en servait comme un prétexte utile pour briser les négociations avec les Français et Anglais à la veille de signature du pacte Ribbentrop-Molotov (le 23 août 1939)³⁶. Les dirigeants soviétiques savaient bien que dans ce temps l'alliance polono-roumaine n'avait pas aucune valeur.

En septembre 1939, l'attitude de la Roumanie n'a, en principe, suscité que peu d'angoisse à Moscou³⁷. Le 17 septembre, les Soviétiques transmirent aux Roumains la note célèbre au sujet de la chute de l'État polonais sous les coups allemands et la nécessité pour l'URSS de défendre les "frères de sang" ukrainiens et biélorusses, habitant les confins orientaux de la République polonaise. C'était l'annonce de l'agression soviétique contre l'État polonais³⁸. Dès le lendemain, le ministre Grigore Gafencu informa Moscou de la neutralité stricte de son pays à l'égard de tous les combattants, la Pologne, alliée y comprise³⁹. Peu de temps après la détention des autorités polonaises en Roumanie, le commissaire Molotov exprima son inquiétude de voir sur le territoire roumain (et tout près de la frontière de l'URSS) l'État Major général polonais ainsi que – comme soulignait-il – "500 avions de combat polonais". Il fut, une fois de plus, rassuré de la neutralité stricte par Bucarest. Chose curieuse, le chef de la diplomatie soviétique, qui semblait être si contrarié par la présence des avions polonais sur le territoire roumain, n'excluait pas la possibilité d'acheter les plus modernes d'entre eux⁴⁰. La transaction n'a pourtant jamais abouti.

**

Les historiens de la diplomatie s'accordent à dire que l'alliance polono-roumaine, conclue en mars 1921 et composée d'un accord politique et d'une convention militaire modifiée plus d'une fois, avait un caractère défensif. Les Polonais y voyaient une garantie de plus de leur frontière avec l'URSS, et les Roumains – une garantie supplémentaire de la possession de la Bessarabie. Moscou considérait les choses de

³⁶ *Polskie Dokumenty Dyplomatyczne. 1939 styczeń-sierpień*, red. S. Żerko, Warszawa 2005, télé. de J. Łukasiewicz à Varsovie et Londres du 16 août 1939, p. 751; M. Kornat, *Polityka zagraniczna Polski 1938–1939. Cztery decyzje Józefa Becka*, Gdańsk 2012, p. 415; M. Wołos, *Polityka zagraniczna ZSRR w latach 1938–1939*, [dans :] *Kryzys 1939 roku w interpretacjach polskich i rosyjskich historyków*, pod red. S. Dębskiego, M. Narńskiego, Warszawa 2009, pp. 164–165.

³⁷ Sur l'attitude de la Roumanie face à l'agression allemande et soviétique contre la Pologne en septembre 1939 voir: T. Dubicki, *Polscy uchodźcy w Rumunii 1939–1945. Studia i materiały*, Warszawa 1995, *passim*; A. Kastory, *Rozbiór Rumunii w 1940 roku*, Warszawa 2002, pp. 103–116; *W rumuńskiej pułapce. Internowanie Józefa Becka i Edwarda Śmigłego-Rydza w dokumentach rumuńskich służb specjalnych*, wybór i oprac. M. Kornat, M. Morzycki-Markowski, Gdańsk 2011, *passim*.

³⁸ *Советско-румынские отношения*, t. II, télé. de N. Dianu à Bucarest du 17 septembre 1939, pp. 245–246

³⁹ *Ibidem*, télé. de G. Gafencu à Moscou du 18 septembre 1939, pp. 246–247.

⁴⁰ *Ibidem*, télé. de N. Dianu à Bucarest du 20 septembre 1939, pp. 247–249. D'après les historiens polonais sur le territoire de la Roumanie en septembre 1939 se trouvaient 250 avions de combat polonais environ.

façon tout à fait différente. Officiellement, mais aussi dans leur correspondance diplomatique, les Soviétiques soulignaient invariablement le caractère agressif envers l'URSS. Cette alliance illustre parfaitement la thèse si chère aux dirigeants soviétiques aimant à parler d'une forteresse assiégée, et encerclée par des voisins hostiles au bolchévisme et au premier État ouvrier et paysan. De l'autre côté, elle adhérait au concept de „cordon sanitaire” dont les puissances occidentales (et surtout la France) semblaient vouloir entourer l'État de Lénine. Dans la pratique, elle était considérée par les diplomates bolchéviques comme un obstacle de l'annexion à l'URSS de territoires qui, encore peu de temps auparavant, avaient appartenu à l'Empire des Romanovs, et que les Soviétiques ne cessaient de convoiter. Il s'agissait surtout de la Bessarabie et des confins orientaux de la République de Pologne. Ce point de vue n'a, en principe, point changé durant toute la période de l'entre-deux-guerres et le caractère „hostile” de l'alliance polono-roumaine était, plus ou moins souvent, mis en avant par la diplomatie soviétique. Le retour de cette question dépendait surtout de l'état actuel des relations entre d'une part, Moscou et Varsovie et d'autre part, Moscou et Bucarest.

Force est pourtant de constater que les politiques et les diplomates soviétiques savaient utiliser l'alliance entre la Pologne et la Roumanie pour tirer quelques avantages sur la scène internationale. Plus d'une fois, et surtout dans les années 1920 et à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, Moscou s'en servait comme un prétexte utile pour justifier ses actions hostiles aussi envers la Pologne qu'envers la Roumanie.

**LE PROJET DE LA « TROISIÈME EUROPE »
DE JOSEPH BECK
ET LA CRISE DE L'ALLIANCE POLONO-ROUMAINE
(1937–1939)**

MAREK KORNAT

L'idée de la « Troisième Europe » du ministre des affaires étrangères de la Pologne Joseph Beck, c'est-à-dire du bloc de l'*Intermarium* occupe son plan principal dans la pensée politique polonaise de la période de l'entre les deux guerres (1918–1939), non seulement dans les esprits des « pilsudskistes » mais aussi dans les conceptions des dirigeants de la politique polonaise avant le coup d'État de mai 1926¹.

La conception d'un bloc composant la Pologne, les Etats de la Petite Entente et la Hongrie figurait clairement dans le memorandum des collaborateurs du ministre des affaires étrangères Aleksander Skrzyński, daté de 29 mars 1925, c'est-à-dire quelques mois avant la Conférence de Locarno². Les fondements de cette idée sont enracinés dans l'imagination collective polonaise des années trentes du XX siècle. La vision d'*Intermarium* reposait toujours sur la conviction de la nécessité de créer d'un « triangle politique » entre la Pologne, la Roumanie et la Hongrie³. Plus largement la « Troisième Europe » devrait être un système des pays neutres entre l'Allemagne d'Hitler et la Russie Soviétique de Staline. Cette zone neutre s'étendrait depuis la Scandinavie jusqu'à la Mer Adriatique. En fin de septembre 1938 Beck formulait clairement la devise de la politique polonaise: « Pas de nouveaux contracts et engagements »⁴. La « Troisième Europe » n'était pas le projet d'un nouvel pacte multilatéral. C'était la conception plus vaste et sans engagements formels.

¹ Les plus vastes réflexions sont fournies par Krzysztof Kawalec, *Spadkobiercy niepokornych. Dzieje polskiej myśli politycznej 1918–1939*, Wrocław 2000, p. 255–256.

² Voir Marek Kornat, *Memorandum programowe polskiego MSZ z 1925 r. (w związku z rokowaniami lokarneńskimi)*, „Zeszyty Historyczne”, no 168, 2009, p. 200–222.

³ Pour plus d'informations à ce sujet voir mon étude: „*Polityka równowagi*” (1934–1939). *Polska między Wschodem a Zachodem*, Cracovie 2007, p. 307–352 (chaptire VII). Voir aussi mon nouveau livre: *Polen zwischen Hitler und Stalin. Studien zur polnischen Außenpolitik in der Zwischenkriegszeit*, Berlin – Brandenburg 2012, p. 119–138. Voir aussi mon étude: *The Polish Idea of the Third Europe (1937–1938). A realistic concept or an ex-post vision?*, „Acta Poloniae Historica”, nr 103, 2011, p. 101–126.

⁴ Hoover Institution (Palo Alto, California), Gustaw Potworowski Papers, Box 1. Gustaw Potworowski était l'envoyé polonais à Stockholm. Note de 28 septembre 1938.

L'attitude de Varsovie envers la conception de la sécurité collective, basée sur le projet du Pacte Oriental, était pleine de réserve. « La Pologne a été la première parmi les États bourgeois à créer avec les Soviétiques un *modus vivendi* raisonnable et elle est décidée à le maintenir. (...) Nos expériences nous ont démontré que les organismes collectifs et, c'est qui s'en suit, les vastes combinaisons politiques, sont actuellement en retrait. Elles ne donnent d'ailleurs de vrais résultats que lorsque leur base même, c'est-à-dire les relations entre États sont préalablement stabilisées. (...) Cela ne veut pas dire que la Pologne est hostile par principe à tout accord multilatéral. Mais en additionnant des États on multiplie en même temps les difficultés et les complications de chacun d'eux. Il s'agit donc de bien définir la région que doit englober un arrangement politique multilatéral » – écrivit Roman Dębicki, le chef du Cabinet politique de Beck en juillet 1935⁵. Le multilatéralisme dans les relations internationales était une illusion pour les dirigeants de la politique polonaise.

I.

L'action polonaise contre la Tchécoslovaquie en septembre 1938 a produit une mauvaise impression à Bucarest.

Après la conférence de Munich (les 29–30 septembre 1938) et le partage de la Tchécoslovaquie ainsi que l'ultimatum polonais à la Tchécoslovaquie du 30 septembre de cette année, les relations polono-roumaines se sont sensiblement détériorées⁶. Dans une atmosphère très tendue Carol II s'adressa le 1^{er} octobre au Président de la République, Ignacy Moscicki : « En tant qu'allié et ami de la Pologne je considère que les revendications de la Pologne sont légitimes et justifiées et je ferai tout pour inciter les Tchèques à accepter les demandes polonaises. Au même temps j'appelle à ne pas créer de situation sans retour s'il est possible de résoudre le problème d'une autre manière en espace de 48 heures. Je considère qu'au moment où le monde a été soulagé d'avoir écarté la menace de la guerre, et que la France et l'Angleterre ont tant cédé il serait irraisonnable que la Pologne provoque la guerre »⁷.

Le 7 octobre 1938, l'ambassadeur polonais à Bucarest, Roger Raczyński, a parlé de l'« amertume des Roumains », qui « est d'autant plus grande qu'ils pourraient comprendre si la Pologne voudrait occuper la Ruthénie Subcarpatique, tandis que le soutien apporté dans ce sujet à la Hongrie est considéré comme la négligence des intérêts de la Roumanie. Au moment où règne le sentiment général d'incertitude et de confusion des opinions, les éléments hostiles utilisent ce sujet pour affaiblir la

⁵ Roman Dębicki, „Notatka sporządzona po powrocie z Warszawy w dn. 13 i 14 lipca 1935”, Józef Piłsudski Institute in America (New York), Papiers de Roman Dębicki, vol. 40/5.

⁶ Plus vaste sélection de documents à ce sujet – voir. J. Tomaszewski, *Dokumenty o stosunkach rumuńsko-polskich po Konferencji Monachijskiej*, „Studia Z dziejów ZSRR i Europy Środkowej”, t. XV, 1979, p. 193–209.

⁷ *Polskie Dokumenty Dyplomatyczne. 1938*, ed. par Marek Kornat, Varsovie 2007, p. 645.

confiance envers l’alliance polono-roumaine en tant que telle. Il est dit à ce sujet que la Pologne, ne craignant pas pour l’instant la Russie, veut remplacer l’alliance avec la Roumanie par l’alliance avec la Hongrie. Ces sentiments peuvent avoir des effets très négatifs sur les relations de la Roumanie à l’égard des projets politiques plus vastes, lesquelles nous voudrions certainement proposer après le règlement des questions concernant les nouvelles frontières et le statut de la Tchécoslovaquie »⁸.

Contrairement aux intentions polonaises, la politique de la Roumanie s’est avérée d’être loin de la direction espérée par Varsovie. Au début de la conférence de Munich, sur l’ordre de Beck, l’ambassadeur polonais à Bucarest, Roger Raczynski, a fait la déclaration au ministre roumain des Affaires étrangères, Petrescu-Comnène, que la Pologne estime les changements territoriaux en Europe Centrale comme inévitables. Le diplomate polonais a souligné clairement que le gouvernement hongrois n’a pas encore précisé ses revendications territoriales envers la Tchécoslovaquie. Par conséquent, Raczynski a déclaré qu’il est nécessaire de garder un contact étroit entre la Pologne, la Hongrie et la Roumanie, et que le gouvernement polonais veut assurer la Roumanie – comme une alliée – qu’il n’entreprendra aucune négociation avec la Hongrie, qui nuiraient aux intérêts de la Roumanie. En réponse, l’ambassadeur de Pologne a entendu d’amères reproches de la part de Comnène. Il a accusé la Pologne de ne pas consulter ses actions internationales avec la Roumanie – et cela depuis la signature de la déclaration germano-polonaise de non-agression le 26 janvier 1934 à Berlin.

Le ministre roumain des Affaires étrangères a fait six reproches aux Polonais. Il a dit, entre autres que la diplomatie polonaise a lutté contre le prestige de la Société des Nations. Il a énuméré l’ultimatum polonais à la Lituanie en mars 1938 et l’attitude négative de la Pologne envers la Tchécoslovaquie comme des exemples de politiques opposées aux intérêts de la Roumanie. En réponse Raczynski a déclaré que: « Les Hongrois n’ont pas précisé leurs attentes envers la Pologne par rapport à l’évolution de la situation, et la Pologne souhaite rester en contact avec le gouvernement roumain. De toute façon, la Pologne ne mènerait pas des conversations avec la Hongrie, qui aborderaient indirectement les intérêts roumains »⁹.

Nicolae P. Comnène n’avait pas bonne réputation aux yeux des diplomates polonais. C’était « un épigone retardé de la politique de Titulescu » – écrivait Titus Komarnicki après sa lecture de ses mémoires: *Preludi del Grande Drama. (Ricordi e documenti di un diplomatico)*, publiés à Rome en 1947¹⁰. Pour Beck c’était « un parfait imbécile [qui] déversa sur moi un torrent de phrases absolument dépourvues de sens, auxquelles je ne compris rien »¹¹.

⁸ *Ibidem*, p. 669.

⁹ Note de ce entretien: Hoover Institution (Palo Alto/California), Nicolae Petrescu-Comnène Papers, Box 4. [Voir l’annexe de notre texte].

¹⁰ Compte-rendu d’un livre de Comnène par Komarnicki: „Sprawy Międzynarodowe. Kwartalnik” (Londres), no 2–3 (6–7), 1948, p. 89. Komarnicki était le délégué de la Pologne auprès de la Société des Nations à Genève dans les années trente et aussi l’envoyé auprès du gouvernement de la Confédération Helvétique.

¹¹ Joseph Beck, *Dernier rapport. Politique polonaise 1926–1939*, Neuchâtel 1951, p. 172–173.

Dans l'optique roumaine toutes les autres modifications territoriales en Europe Centrale ménaçaient les fondements de l'existence de l'État roumain. Les Roumains avaient des reproches sérieuses à l'égard des Polonais. Pour les Roumains la politique de Beck était un obstacle pour la pacification de l'Europe danubienne. Elle approfondissait la crise internationale en septembre 1938. Des recherches dans les collections de la Hoover Institution en Californie confirment notre conviction au sujet des profondes divergences politiques entre la Pologne et la Roumanie. L'influent à l'époque ministre de la Cour Royale à Bucarest, Ernest Urdăreanu, s'exprimait d'une manière très négative au sujet des plans de Beck, soumis à Carol II à Galați¹².

Les hommes politiques roumains n'ont pas manqué d'esprit logique quand ils s'étaient opposés catégoriquement aux changements territoriaux en Europe, car ils y voyaient la menace de la destruction du système géopolitique créé après la Première Guerre mondiale. D'une autre part il est difficile de reprocher au ministre Beck le manque de réalisme quand il estimait que seulement un espace important des pays neutres liés entre eux et entre les deux puissances totalitaires pourrait donner à l'Europe des fondements nécessaires de l'autodétermination et de l'indépendance des nations. C'est ainsi qu'en mois d'octobre 1938 deux logiques de la pensée politique se sont opposées. L'effectivité d'une alliance nécessite toujours une approche semblable des deux côtés face aux problèmes principaux de la politique internationale.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

L'action contre la Tchécoslovaquie était seulement un élément d'une conception plus vaste. La diplomatie polonaise souhaitait créer une « troisième Europe », un système géopolitique d'*Intermarium*. L'essence de cette conception était l'idée de mettre en proche collaboration la Pologne, la Hongrie et la Roumanie. Cela exigeait tout d'abord un accord roumano-hongrois. On peut ajouter que l'idée d'un tel rapprochement était présente dans la pensée politique polonaise depuis les années vingt¹³. Ces idées se concrétisèrent dans les années trente.

Dans le système de « Troisième Europe » il n'y avait pas de place pour la Tchécoslovaquie dans ses frontières mises en place par les traités de Versailles, St. Germain-en-Laye et Trianon. Cette idée a été précisée dans les années 1935–1937, mais les changements géopolitiques essentiels en Europe Centrale ont permis la réalisation de cette idée. Beck pensait que la Pologne pourra exploiter la crise de l'État Tchécoslovaque pour son compte et avant tout pour créer une frontière commune entre la Pologne et la Hongrie¹⁴.

¹² Stanisław Żerko, *Stosunki polsko-niemieckie 1938–1939*, Poznań 1998, p. 104–108.

¹³ Cette idée est apparue en Pologne avant le coup d'État en 1926. V. M. Kornat, *Memorandum programowe polskiego MSZ z 1925 r. (w związku z rokowaniami lokarnęskimi)*, „Zeszyty Historyczne” (Paris) 2009, no 168, p. 200–222.

¹⁴ Pour les relations polono-hongroises nous avons dans l'historiographie polonaise l'étude de Maciej Koźmiński: *Polska i Węgry przed drugą wojną światową (październik 1938 – wrzesień 1939)*, Wrocław 1970.

Avant tout il faut dire, que Beck considérait la Hongrie comme un pays ami et orienté vers la collaboration étroite avec la Pologne. „Je ne lâcherai jamais mes amis” – dit-il à Pierre Laval le 23 mai 1935 r. à Genève¹⁵. Le 8 septembre 1938 un *gentlemen's agreement* entre les gouvernements polonais et hongrois était conclu « pour harmoniser leurs politiques dans l'affaire tchèque »¹⁶. Il est clair qu'il a sur-estimé la politique hongroise dans ses calculations. Pour la Hongrie la frontière commune avec la Pologne était désirable, mais sans la possibilité d'engagement contre l'Allemagne¹⁷. Il est indiscutable que le gouvernement à Berlin était contraire aux plans d'*Intermarium* selon les conceptions polonaises.

Tout comme pour la Pologne, pour la Roumanie la déstabilisation du système de Versailles était une menace sérieuse. Mais les deux États tiraient des conclusions différentes de cette nouvelle situation internationale. Le gouvernement roumain était favorable à garder l'intégrité de la Tchécoslovaquie rognée. Le ministre Beck voulait d'autres changements territoriaux profonds en Europe Centrale. Il a estimé la disparition éventuelle de la Tchécoslovaquie de la carte d'Europe comme souhaitée. Selon lui cela devrait faciliter la création du bloc de la « Troisième Europe » ou l'*Intermarium* dont le socle serait l'alliance entre la Pologne, la Roumanie et la Hongrie. Cela nécessitait bien évidemment un *rapprochement* entre la Roumanie et la Hongrie.

Le ministre Beck était persuadé qu'un rapprochement polono-hongrois et la mise en place de la frontière commune entre les deux États pourra être conciliée avec l'alliance polono-roumaine qu'il ne voulait pas rompre ni affaiblir. Cette conviction était malheureusement fautive. Beck n'était pas suffisamment conscient de l'antagonisme hongro-roumain qu'il était absolument impossible d'éliminer.

L'octobre 1938 a marqué l'une des initiatives les plus importantes de la diplomatie polonaise. Dans ses instructions données le 18 octobre 1938 aux ambassades de Pologne, Beck a écrit: «L'intérêt que nous avons porté à la question de la Tchécoslovaquie avait deux aspects: 1. Nos revendications directes, que nous avons satisfaites en prenant sur nous les risques d'un conflit armé; 2. Notre influence, pour l'établissement de la carte future du sud des Carpates où nous possédons des intérêts vitaux, mais où nous ne pouvons pas nous engager, aussi totalement que dans la question précédente, *sauf imprévu* c'est-à-dire sauf si des événements surprenant tout le monde, ou des complications de guerre inopinées, au sud de la Pologne, limitaient, par la nature des choses, notre action sur le cours des événements dans ce domaine. *Nos buts*: 1. une frontière commune avec la Hongrie et, précisément, dans la région de la Russie subcarpatique, car nous estimons raisonnable

¹⁵ Polish Institute and Sikorski Museum (Londres), Papiers d'Ambassade de Pologne à Londres, A.12.49/5.

¹⁶ Comte Jean Szembek, *Journal 1933–1939*, ed. L. Noël, Paris 1952, p. 332. Note de Szembek datée 8 septembre 1938.

¹⁷ „Für Ungarn spielte das Problem einer gemeinsamen Grenze mit Polen eine geringere Rolle als für seinen polnischen Partner (...)” – a observé l'historien polonais Marian Wojciechowski, *Die polnisch-deutschen Beziehungen 1933–1938*, Leiden 1971, p. 524.

et possible, pour la Hongrie, d'occuper ce territoire, ce qui diminuerait le danger de la formation d'un noyau où pourraient naître de nouvelles complications et de nouveaux troubles politiques à proximité de notre frontière; 2. Il nous serait très utile d'élargir notre frontière avec la Roumanie, surtout par l'exploitation de la ligne de chemin de fer Stanislawow-Marmarosz-Sziget (par Körösmezö); 3. Il serait tout indiqué, en raison des événements, d'amener une détente sérieuse entre la Roumanie et la Hongrie, ce qui stabiliserait la situation au sud de la Pologne. Il s'agit d'orienter les revendications hongroises en accord avec les principes sus-mentionnés, c'est-à-dire en vue d'une Russie subcarpatique¹⁸, tout en leur conseillant la plus grande modération à l'égard de la Slovaquie. Nous devons nous assurer la collaboration de la Roumanie dont nous sommes actuellement le seul partenaire actif, de telle sorte que celle-ci ne s'oppose point aux revendications de la Hongrie et qu'elle cherche à obtenir la pointe orientale de la Russie subcarpatique, avec la ligne de chemin de fer mentionnée plus haut, – tout cela dans le cadre d'une détente générale avec la Hongrie. Il nous faut agir, en faveur de nos conceptions, auprès des puissances qui s'occupent activement de cette question, c'est-à-dire auprès de l'Italie et de l'Allemagne, tout en gardant des rapports corrects avec Londres et Paris. *Tactique.* – Mon contact personnel avec le roi Carol a pour but: 1. D'exploiter, en vue d'un rapprochement avec elle, l'isolement actuel de la Roumanie, résultant de la politique déraisonnable de son gouvernement; 2. de préparer la Roumanie à la réalisation de nos objectifs essentiels, liés à la décomposition de la Tchécoslovaquie. Départ de Lubienski pour Budapest, afin qu'il influence le gouvernement et les milieux politiques hongrois pour qu'ils coordonnent leur tactique avec la nôtre; cependant, tout en montrant aux Hongrois la nécessité pour eux d'insister, nous ne pouvons pas les engager, en raison de leur situation actuelle, à entreprendre une action armée, car cela comporterait implicitement, pour nous, un devoir moral de leur apporter une collaboration militaire. (...) Pression diplomatique conforme à la ligne de notre politique»¹⁹.

Le 19 octobre 1938, c'est-à-dire, tout de suite après la conférence de Munich, le ministre Beck a rendu la visite en Roumanie et a rencontré à Galați le roi Carol II et le ministre des affaires étrangères Nicolae Petrescu Commène. Il leur a présenté le postulat d'acceptation de leur part de l'annexion de l'Ukraine Subcarpatique par la Hongrie. Les projets de cet homme politique ont été catégoriquement rejetés²⁰. Dans l'instruction pour les missions diplomatiques polonaises le ministre Beck a

¹⁸ Il doit être: Ruthénie subcarpatique.

¹⁹ Comte Szembek, *Journal*, p. 357–358. Note: „Conférence chez Beck”, le 18 octobre 1938.

²⁰ *Polskie Dokumenty Dyplomatyczne. 1938*, p. 709–711. Voir aussi M. Kornat, *Polityka zagraniczna Polski 1938–1939. Cztery decyzje Józefa Becka*, Gdańsk 2012, p. 124–127. Le premier a touché ce problème dans l'historiographie polonaise Henryk Batowski. Son étude est très critique à l'égard de la diplomatie de Beck: *Le voyage de Joseph Beck en Roumanie en octobre 1938*, „Annuaire polonais des Affaires internationales” (Varsovie), vol. V, 1964–1965, p. 59–60. Version polonaise: *Rumuńska podróż Becka w październiku 1938 roku*, [dans:] idem, *Z polityki międzynarodowej XX wieku. Wybór studiów z lat 1930–1975*, Cracovie 1979, p. 211–227. Pour ce problème voir aussi les mémoires de l'envoyé polonais à Prague Kazimierz Papéc, *List do ambasadora Petrescu-Commène na temat okresu monarchijskiego*, „Sprawy Międzynarodowe” (Londres), no 2–3, 1948, p. 57–60.

écrit qu'il vise « à utiliser la situation d'isolation de Roumanie, laquelle a été créée par la politique imprudente du gouvernement de la Roumanie – dans le but de l'approcher à la Pologne » et « préparer la Roumanie à la réalisation de nos principaux objectifs par rapport à la décomposition de la Tchécoslovaquie »²¹.

Lors de l'entrevue de Beck avec Carol II à Galați le 19 octobre en présence du ministre Comnène, Beck disait, que « l'Europe Centrale a besoin d'une telle régulation des ses problèmes, au moins pour la durée d'une génération, pour éviter la création d'une solution éphémère. Les Hongrois pourraient avec des revendications raisonnables et l'incorporation de la Ruthénie sous une forme ou une autre, collaborer utilement avec les pays voisins, avec la Roumanie également, tout en devenant dans cette partie de l'Europe un acteur de stabilisation. Le ministre ne peut cacher que l'idée d'une frontière polono-hongroise commune est très populaire en Pologne. Nous n'appelons personne à la guerre, mais notre volonté est d'établir des relations stables dans la région »²².

L'action polonaise pour établir une frontière polono-hongroise commune au détriment de la Tchécoslovaquie – alliée de la Roumanie au sein de la Petite Entente – a rencontré une sévère opposition du gouvernement roumain. On sait que la Pologne consacrait la Tchécoslovaquie. Mais le point de vue du gouvernement roumain était totalement opposé. Arrivant à Galați il ne savait pas que le 6 octobre 1938 – Comnène écrivait dans l'instruction destinée à l'envoyé à Berlin Djuvara que « la création d'une Hongrie d'une population de 14 millions n'est pas dans notre intérêt » alors que l'existence de la Tchécoslovaquie était nécessaire du point de vue du Bucarest²³.

Le 20 octobre 1938 dans l'instruction pour l'ambassadeur polonais Józef Lipski en Allemagne, avant son entretien avec le maréchal Hermann Göring, Beck évoquait ses impressions après la conversation avec Carol II. « J'ai eu la nette impression – écrit-il – que le roi aurait aimé profiter de la situation actuelle pour atteindre à terme un apaisement des relations avec la Hongrie. Il rencontre des difficultés de la part de l'ambiance des nombreux milieux politiques en Roumanie, et tout particulièrement la subjectivité dans les rapports tendentieux de Comnène, qui continue de rêver de la Tchécoslovaquie comme de corridor politique entre la Roumanie et l'Ouest. (...) Le roi entendait mes arguments contre les conceptions de Comnène avec un réel plaisir. La possibilité des nos « *bons offices* » entre la Roumanie et la Hongrie l'intéresse, par contre il restait très réservé quand au sujet de correction de frontière roumano-tchécoslovaque à la Ruthénie Subcarpatique au profit de la Roumanie, par respect de son allié tchèque. Il a été très touché, tout comme Comnène, par la remarque qu'il serait difficile de s'imaginer que dans l'avenir les Tchèques auraient assuré le contrôle de la Ruthénie Subcarpatique et,

²¹ *Polskie Dokumenty Dyplomatyczne. 1938*, p. 700.

²² *Polskie Dokumenty Dyplomatyczne. 1938*, p. 710–711.

²³ Antoni Zieliński, *Rumuńskie materiały do dziejów stosunków polsko-rumuńskich w latach trzydziestych XX w.*, „Studia z Dziejów ZSRR i Europy Środkowej” (Varsovic), t. 20, p. 1984, p. 220–221.

par la même, la garantie qu'elle ne sera pas le nid de l'immigration des agitateurs destructeurs de toute catégorie»²⁴. On peut déduire de ces paroles que Beck expliquait la position réservée de Carol II face à ses plans de « reconstruction territoriale » au Sud-Est de l'Europe par l'influence négative du ministre Comnène. Cette appréciation n'était pas juste.

Il ne faut pas oublier que la diplomatie allemande était bien informée de l'action polonaise envers la Roumanie. L'ambassadeur allemand à Varsovie Hans-Adolf von Moltke a observé que la frontière commune avec la Hongrie constitue une des « questions vitales de la politique étrangère » (*Lebensfragen der Aussenpolitik*) de la Pologne. Selon les Allemands l'établissement éventuel d'un système d'*Intermarium* pourrait permettre à la Pologne de « renforcer de sa position comme grande puissance » (*Starkung der Großmachtstellung*)²⁵. Cette possibilité était absolument contradictoire avec les plans hitlériens de l'hégémonie allemande en Europe Centrale et Orientale. L'action de Berlin contre la conception de Beck était un élément additionnel qui a pesé gravement sur les chances de sa réalisation²⁶.

Dans l'instruction récemment publiée et très significative du 29 novembre 1938 pour l'ambassadeur à Londres, Edward Raczyński, le ministre des Affaires étrangères déclarait « qu'il était dans les intentions du gouvernement polonais de contribuer à un arrangement réussi des relations roumano-hongroises. Nous étions prêts pour une médiation et à se porter garant de l'accord atteint. Cette disposition dépassait les engagements résultants de l'alliance avec la Roumanie. Il appartenait à la Roumanie de profiter de notre bonne volonté, mais cela n'a pas eu lieu »²⁷.

Les observations de Beck sur la politique européenne, exprimées le 4 novembre 1938, sont très intéressantes: « L'arbitrage de Vienne a révélé le manque d'énergie des deux partenaires (les Tchèques et les Hongrois) pour rendre possible n'importe quel règlement de la question. C'est le symptôme de l'effritement des gabarits politiques suivant lesquels opère tout journaliste moyen. Nous l'avons échappé belle; nous n'avons pas agi d'une façon trop arbitraire; nous ne sommes pas intervenus. D'autre part, il a été prouvé que nous ne saurions pas rester indifférents aux questions qui nous touchent de près. A cet égard, notre position n'est pas des plus mauvaises. Notre situation politique est bonne. L'effondrement des espérances des divers États voisins de la Pologne suscitera probablement dans les esprits un pessimisme illimité duquel il faudra tirer des conclusions; il peut en résulter que certains pays, tout en faisant preuve de faiblesse dans une direction, montrent de la force dans une autre. C'est ce qui se produit. La question tchèque une fois réglée,

²⁴ *Polskie Dokumenty Dyplomatyczne. 1938*, p. 715-716. Voir aussi la version anglaise: *Diplomat in Berlin 1933-1939. Papers and Memoirs of Józef Lipski, Ambassador of Poland*, ed. par Waław Jędrzejewicz, New York - London 1968, p. 446.

²⁵ Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes (Berlin), Botschaft Warschau, Carton 50. Le rapport politique de l'ambassadeur von Moltke pour von Ribbentrop de 19 octobre 1938.

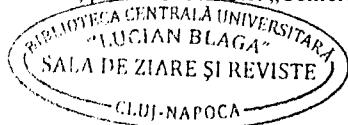
²⁶ Voir l'interprétation de M. Wojciechowski, *Die polnisch-deutschen Beziehungen 1933-1938*, p. 522-539.

²⁷ *Polskie Dokumenty Dyplomatyczne. 1938*, p. 799.

on pourra apprécier si la <saison> européenne de cette année se trouve close. C'est alors seulement qu'on pourra revenir à l'analyse et se tourner vers les éléments de la vie internationale qui viennent de se manifester. Néanmoins, nous savons aujourd'hui que, si un État figure sur la carte, quand bien même il ne serait qu'une création très bizarre, son démembrement entraîne beaucoup de difficultés, aussi bien d'ordre politique que d'ordre psychologique. Il est excessivement rare, dans l'histoire, que quelqu'un ait disposé du territoire d'un autre pays sans avoir tiré un seul coup de fusil. Pour employer une comparaison tirée de la technique, la force motrice de ce pays était plus puissante qu'elle ne semblait l'être, toutefois, le résultat a été le même. Dans la désagrégation de l'État tchécoslovaque, il y a lieu de noter: 1. Il a fallu effectuer une pression politique très grande; 2. La résistance militaire a été faible »²⁸.

En 1940 Beck consacra à sa mission en Roumanie d'octobre 1938 quelque pages dans ses mémoires politiques *Dernier rapport*. « Au milieu de ce chaos, obligé d'engager la politique polonaise dans une région où, jusqu'alors, nous avons été très prudents, je jugeai qu'il était de mon devoir d'élucider la question avec notre allié roumain, qui, après tout, appartenait à cette région danubienne. Après plusieurs entretiens avec l'ambassadeur de Roumanie à Varsovie, M. Franassovici, qui avait été longtemps membre du cabinet roumain, et sur l'initiative de ce diplomate, on s'arrêta à l'idée d'une entrevue personnelle entre le roi Carol II et moi-même. Cette entrevue fut fixée au 19 octobre, à bord du yacht royal, dans le port de Galati. Je m'y rendis accompagné de notre ambassadeur, M. R. Raczyński, et j'y trouvai également le ministre des Affaires étrangères de Roumanie M. Petrescu-Commène. Il y eut, en fait, deux entretiens: l'un entre le roi, le ministre et moi; l'autre, une brève conversation avec le roi seul. Je présentai la question sans ambages: qu'on le voulût ou non, le fait demeurerait que la Tchécoslovaquie était en voie de dissolution définitive. L'alliance polono-roumaine, il est vrai, ne prévoyait de défense commune que dans le cas d'une agression russe et ne nous obligeait en aucune façon sous le rapport de la Hongrie; il me semblait cependant souhaitable de nous entendre sur la politique à suivre face aux nouveaux problèmes. Je soulignai que je n'oubliais pas les liens anciens de la Petite Entente et que je ne voulais donc envisager que le cas où l'État tchécoslovaque, dans l'ancien sens de ce mot, viendrait à se désintégrer complètement. Je ne cachai pas que la province orientale de cet État, la Ruthénie subcarpatique, dont nous avons toujours considéré l'union avec Prague comme artificielle, était l'objet de mes soucis. A notre avis, la logique voulait que le sort de cette province fût réglé par un accord commun entre la Roumanie, la Pologne et la Hongrie. Le gouvernement hongrois s'était adressé à moi, me suggérant de prendre l'initiative d'un tel accord. Le retour de cette province à la Hongrie était de nature à donner satisfaction aux revendications de la nation hongroise dans une mesure considérable et, par suite, à provoquer fort à propos une détente radicale dans les relations entre la Hongrie et la Roumanie. J'avais toutes les raisons de croire que

²⁸ Comte Szembek, *Journal*, p. 368-369. Note: „Conférence chez Beck”, le 4 novembre 1938.



Varsovie était en mesure de jouer avec succès le rôle de médiateur. D'autre part, tenant compte du petit nombre de voies de communication qui reliaient la Pologne et la Roumanie, j'avançai qu'il serait possible et opportun d'offrir à la Roumanie, en guise de récompense pour la bienveillance dont elle aurait fait preuve à l'égard des aspirations de la Hongrie, la partie orientale de la Ruthénie subcarpatique jusqu'à la ligne de chemin de fer Jabłonica-(Köresmesó)-Marmarosz Sziget. Ainsi une seconde ligne de chemin de fer viendrait s'ajouter à celle, unique, qui unissait alors la Pologne et la Roumanie par Koloméa-Cernauti »²⁹.

Le dialogue entre les deux ministres des affaires étrangères n'était pas constructif. « Il se livra à des radotages sur les devoirs sacrés de la Petite Entente (que, pour sa part, il n'avait jamais remplis) et sur ce que la France n'admettrait jamais que l'Allemagne s'étendît encore aux dépens de la Tchécoslovaquie, pays qui devait, sous peu, être restauré dans tout son éclat. Je compris que j'avais à faire à un faible d'esprit et coupai court à l'entretien, espérant que je réussirais à m'entendre avec le roi au cours de la conversation entre quatre yeux annoncée pour l'après-midi. Le roi, sur un ton plutôt larmoyant, admit que j'avais sans doute raison, mais il ajouta aussitôt que s'il s'engageait dans cette opération, cela ferait un tel tapage qu'il serait dans l'incapacité de la mener à bien étant donné surtout l'attitude prise par son gouvernement. Je lui répondis que je considérais avoir loyalement rempli mon devoir d'allié, au sens le plus complet de ce mot, et que si Sa Majesté jugeait impossible de prendre en commun des décisions essentielles, il ne resterait plus à la Pologne qu'à régler elle-même ses affaires, sous la seule réserve, bien entendu, de ne rien faire qui pût être contraire aux intérêts territoriaux ou autres de la Roumanie »³⁰.

Dans un résumé de ce voyage, Beck formulait ses prétentions avant tout envers le ministre des affaires étrangères de la Roumanie. « Le ministre Comnène me présenta en outre une théorie ridicule: à son avis, quelles que fussent les pertes territoriales nouvelles de la Tchécoslovaquie sur l'une ou l'autre de ses frontières, la ligne de chemin de fer Marmarosz Sziget-Huszt-Koshice-Bohumín devait rester entre les mains des Tchèques, ce qui était de première importance pour la Roumanie, cette ligne servant au transport de l'équipement militaire fabriqué par la Tchécoslovaquie pour la Roumanie » – écrivait Beck dans son *Dernier rapport*. « Finalement – il ajoutait – mon désir sincère de m'entendre franchement et honnêtement avec un allié dans des circonstances aussi difficiles fut exploitée contre la Pologne par M. Comnène qui, dans les vingt-quatre heures, fit tapage dans toute l'Europe en affirmant que j'avais essayé d'entraîner la Roumanie dans une agression contre la Tchécoslovaquie, ce qui était certainement tout à fait faux, puisque'il était bien entendu, lors de notre conversation, que je ne proposais une action concertée que pour le cas où la désintégration de la Tchécoslovaquie se poursuivrait sans qu'il y ait de notre faute. Une chose peut-être, la crainte de voir créer un centre d'activité subversive ukrainienne en Ruthénie subcarpatique, alarmait,

²⁹ J. Beck, *Dernier rapport*, p. 172-173.

³⁰ *Ibidem*.

semblait-il, considérablement la Roumanie, bien qu'elle crût dissimuler cette appréhension »³¹.

Réflexions de Beck *ex post* sont très pessimistes et dignes d'attention: „Au total, je dus constater que ma mission [en Roumanie] se terminait par un double échec, en Roumanie comme en Hongrie, où, pour la première fois, se manifestait le désir réel d'une amélioration durable des relations avec la Roumanie. Ainsi, l'année 1938 se terminait dans une atmosphère de chaos complet au sud de nos frontières et par l'effondrement du prestige des puissances occidentales en raison de la capitulation de Munich, d'où résultait aussi une série de succès trop faciles de l'Allemagne, qui inspiraient les plus vives inquiétudes”³².

En somme, le voyage de Beck en Roumanie en octobre 1938 et ses entretiens avec Carol II et le ministre Comnène à Galați n'ont donné aucun résultat. Les dirigeants roumains ont rejeté l'idée d'une « Troisième Europe ». Ils redoutaient de nouveaux changements territoriaux en Europe Centrale.

III.

Les jugements de l'historiographie polonaise du projet de la « Troisième Europe » sont généralement critiques. Il nous semble utile d'évoquer l'opinion de Anna Maria Cienciala, qui est bien équilibré: « *Yet the Third Europe concept could have some interesting results if it had been given some effective support from the outside*”. (...) *Neither Chamberlain nor Bonnet, despite all their desire of detaching Mussolini from Hitler, ever seriously considered the possibility of such a policy. Such a course of action was excluded by the assumption which then lay at the base of French and British policy, the desire to reach an agreement with Hitler even at the cost of further German aggrandizement in the East*”³³.

Dans la réalité des années trente il était théoretiquement possible d'imaginer une autre politique polonaise – pro-tchécoslovaque et *ipso facto* anti-allemande. Mais aucune politique polonaise ne pouvait changer les principes de la politique franco-britannique de l'*appaesament* et renverser le cours des événements. Aucune action polonaise ne pouvait aussi provoquer la décision du Président Benès de refus des décisions munichoises et de combat militaire pour l'intégrité de l'État. Après les décisions de la Conférence de Munich, la Tchécoslovaquie a cessé d'exister comme un pays indépendant. C'était un fait de grande importance. Le nouvel système géopolitique, imposé par les quatre puissances – le «système munichois» a été créé. Les témoignages et les impressions des observateurs de la politique internationale de la fin de 1938 sont très suggestives. Pour un diplomate britannique

³¹ J. Beck, *op. cit.*, p. 174.

³² J. Beck, *Dernier rapport*, p. 175.

³³ Anna Maria Cienciala, *Poland and the Western Powers 1938–1939. A Study in the Interdependence of Eastern and Western Europe*, London – Toronto 1968, p. 176.

c'était une « revisited Europe »³⁴. Pour l'écrivain polonais Jerzy Stempowski c'était un moment de « l'liquidation de l'Europe de Versailles »³⁵. *Summa summarum*, la vision de la « Troisième Europe » de Beck fut remplacée par le « système munichois ». L'alliance polono-roumaine juridiquement restait en vigueur, mais il n'a joué un rôle réel au cours des événements entre septembre et novembre 1938, similairement que le système des obligations de la Petite Entente³⁶.

L'échec total de l'action polonaise en faveur de la « Troisième Europe » avait pour effet la crise des rapports polono-roumains avant les événements de l'année 1939. Après les pourparlers polono-roumains d'octobre 1938 la Roumanie n'était pas mise au courant des nouvelles actions de la politique polonaise, ainsi l'ambassadeur roumain à Varsovie, Richard Fransovici évoquait un ressentiment du fait que le gouvernement roumain n'ait pas été informé assez tôt du contenu de la déclaration polono-soviétique du 26 novembre 1938³⁷. Le rapprochement polono-soviétique a consterné Berlin, Rome et Tokio³⁸. L'ambassadeur italien à Moscou, Augusto Rosso écrivait à Ciano que la Pologne et l'Union Soviétique marchent vers „*una vera propria intesa politica*”³⁹.

Bien évidemment les événements de la crise internationale en printemps 1939 ont apporté de nouveaux problèmes entre eux et avant tout la proposition roumaine de transformer l'alliance avec la Pologne d'une alliance antisoviétique en une alliance généralement défensive. Comme on le sait, la Pologne a rejeté ce projet. Le gouvernement polonais était persuadé que la Roumanie ne serait pas en mesure de fournir à la Pologne de l'aide militaire réelle en cas d'agression de la part de l'Allemagne et de la guerre polono-allemande. Le ministre Beck ne voulait pas créer l'impression que la diplomatie polonaise construit une coalition anti-allemande. Cela donnerait à Hitler la possibilité de parler de la politique de « l'encerclement »

³⁴ R. H. Bruce Lockhart, *Guns or Butter. War, Countries and Peace. Countries of Europe Revisited*, London 1938. Le livre est paru en octobre 1938.

³⁵ J. Stempowski, *Europa w 1938–1939*, „Ateneum” (Varsovie), no 3, 1939, p. 381.

³⁶ K. Papée, *List do b. Min. N. P. Comnena*, „Sprawy Międzynarodowe. Kwartalnik” (Londres), no 2–3 (6–7), 1948, p. 59–60. Le lettre est consacrée aux explications des motifs de la politique polonaise en réponse à la lettre de Comnène de 1947.

³⁷ L'Ambassadeur de la Pologne à Moscou Waclaw Grzybowski a joué le rôle d'initiateur et de négociateur du texte de cette déclaration. Voir: Marek Kornat, *Ambasador Waclaw Grzybowski i jego misja w Związku Sowieckim w latach 1936–1939*, „Zeszyty Historyczne” (Paris), no. 142, 2002, p. 41. Le plus digne d'attention est l'entretien du vice ministre Szembek avec l'ambassadeur Richard Fransovici le 14 décembre 1938, *Diariusz i teki Jana Szembeka (1935–1945)*, t. 4 (1938–1939), ed. par Józef Zarański, Londyn 1972, t. 4, p. 388. Voir encore les remarques de Wojciech Materski (*Na widecie. II Rzeczpospolita wobec Sowietów 1918–1943*, Warszawa 2005, p. 511–513) et Roman Debicki (*Foreign Policy of Poland 1919–1939. From the Rebirth of the Polish Republic to World War II*, New York 1962, p. 122).

³⁸ Ambassadeur Tadeusz Romer (Tokio) à Beck, 10 décembre 1938, Archiwum Akt Nowych (Varsovie), Ambassade de Berlin, Vol. 738.

³⁹ Le rapport de l'ambassadeur italien à Moscou, Augusto Rosso, pour Galeazzo Ciano daté le 28 novembre 1938, Archivio Storico Diplomatico, Ministero degli Affari Esteri (Rome), seria: URSS, busta 30/6.

de l'Allemagne. Le ministre Beck voulait donc conserver l'aspect bilatéral de l'alliance polono-britannique, provisoirement proclamée le 6 avril 1939 et finalement signée le 25 août de cette année⁴⁰.

L'idée de la Troisième Europe nous oblige à poser la question sur le caractère général de la politique étrangère polonaise à la fin des années trentes. S'agirait-il d'une politique de défense du status quo territorial ou bien de la lutte pour changer ce territoire pour des profits illusoire? La Pologne était-elle un État révisionniste? La réponse de l'historien de la diplomatie polonaise ne peut laisser aucun doute sur le fait suivant. Ce n'était pas la Pologne qui était le facteur initiant les changements territoriaux en Europe. C'était le but de l'Allemagne de Hitler et de la Russie de Staline. L'idée de la révision des frontières était le but poursuivi par la Hongrie, mais en 1938 sa politique était passive en général. Les accusations faites à la Pologne d'avoir coopéré avec l'Allemagne dans les années 1934–1938 pour détruire l'ordre de Versailles ne répondent pas à la vérité. Dans les années 1934–1938 grâce à la conception de la politique de l'équilibre la Pologne remplissait le rôle stabilisateur dans les relations internationales et surtout en Europe Centrale et Orientale. Sa politique dite d'équilibre faisait impression d'être incompatible, incohérente et irréfléchie à long terme. En réalité elle était soigneusement réfléchie, prudente et sans autre alternative stratégique, sauf si on comprend par ce terme la conception de dégradation et d'assujettissement dans les relations internationales.

L'offensive diplomatique de la Pologne en 1938 a eu pour fondement la conviction que la Pologne ne devait pas attendre passivement le danger qui approchait. « La sécurité collective » pour toute l'Europe n'était pas possible et la conception du Pacte Oriental conduisait à la domination de l'URSS en Europe Centrale et Orientale, et était impossible sans l'accord polonais de traverser le territoire de la Pologne pour que la Russie Soviétique puisse remplir ses engagements envers la France. L'idée de rapprochement des nations de *Intermarium* était sans aucun doute juste, mais trop des conflits territoriaux opposaient ces nations pour qu'elle puisse se réaliser. Le révisionnisme territorial est devenu « l'ennemi numéro 1 de la paix »⁴¹. La conception polonaise de la « Troisième Europe » n'était pas l'option proallemande, mais était tournée contre l'expansion de l'Allemagne en essayant de construire un barrage des pays neutres entre le III^e Reich et la Russie bolchévique⁴².

⁴⁰ Voir A. M. Cienciala, *Poland and the Western Powers 1938–1939*, p. 207–237. Cf. aussi Marek Kornat, *Polen zwischen Hitler und Stalin*, p. 212–224; idem, *Polityka zagraniczna Polski 1938–1939*, p. 304–389.

⁴¹ C'est une formule utile de Henryk Batowski, *Lessons from History: territorial revisionism in Europe in interwar period – peace enemy no 1*, „Polish Peace Research Studies” (Łódź), vol. 1, no 1, 1988, p. 61–72.

⁴² Les puissances occidentales (France et Angleterre) étaient loin d'idée de l'intervention militaire en Europe Centrale et Orientale. Cnf. memorandum de Lord Halifax daté 19 mars 1938: *Possible Measures to Avert German Action in Czechoslovakia*. The National Archives (Londres), Foreign Office, 371, 21674, C. 1865/132/18.

Il est vrai que la chute de la Tchécoslovaquie a apporté à la Pologne la détérioration de la situation internationale. Mais le sort de la Tchécoslovaquie était perdu d'avance. Avant la conférence de Munich il régnait à Londres la conviction que la Grande Bretagne ne pourra rien faire pour sauver la Tchécoslovaquie. La France, sans aide de la Grande Bretagne n'était pas en mesure d'entreprendre des actions réelles. Dans cette situation, même si la politique de la Pologne était différente lors de la crise de 1938 elle ne pourrait rien y changer. Les décisions prises lors de la conférence de Munich ont mis fin à l'ordre de Versailles. Un nouveau système international – celui d'un diktat instauré de manière arbitrale par les quatre grandes puissances – fut mis en place. Le système de Versailles, dont les fondements ont été ébranlés par la conférence de Munich, a été détruit non pas à cause des antagonismes nationaux en Europe Centrale et Orientale – comme le pensent les historiens occidentaux⁴³. C'était le résultat de la politique d'apaisement et des accords entre les deux puissances totalitaires du 23 août 1939 qui avaient pour but l'hégémonie continentale et mondiale. En somme en Europe marquée par l'offensive des régimes totalitaires et de la décomposition du système de Versailles aucune stabilisation de paix n'était possible, indépendamment de telle ou autre politique de l'État polonais, qui était un pays de périphérie et de moyenne taille. Ni "permanent diminution of German power" ni "permanent containment of Russian power" n'étaient possibles, comme l'a écrit l'historien américain Joseph Rothchild⁴⁴.

L'année 1939 a commencé par un nouvel accent politique dans les relations polono-roumaines – la visite du ministre Grigore Gafencu à Varsovie. La visite en Pologne au début de mars 1939 du nouveau ministre roumain des affaires étrangères était interprétée par Beck comme la prémisse « vers une normalisation des relations entre Varsovie et Bucarest, affaiblies par la politique de Comnène »⁴⁵. Selon l'historiographie polonaise c'était le début du rapprochement dans les relations entre les deux pays⁴⁶. D'après le *Journal* de Szembek, Gafencu « s'exprimait d'une manière très négative à propos des erreurs de Comnène, lequel a anéanti tout à Galați. En plus, il diffusait inutilement des informations sur l'échec total des négociations du ministre Beck à Galați »⁴⁷. « Les pourparlers avec le ministre Gafencu – disait Beck à son adjoint – ont laissé impression que depuis le départ de Comnène il s'est fait une réorientation importante de la politique de la Roumanie face au problème de l'Ukraine Subcarpatique et des relations hongro-roumaines.

⁴³ Voir pour exemple: Paul Schroeder, *Munich and the British Tradition*, "Historical Journal", no 1, 1976, p. 239. Cnf. aussi David A. Mandelman, *Shattered Peace. Versailles 1919 and the Price We Pay Today*, New Jersey 2008.

⁴⁴ J. Rothchild, *Return to Diversity. A Political History of the East Central Europe since World War II*, New York – Oxford 1989, p. 3.

⁴⁵ Józef Piłsudski Institute in America (New York), Michał Sokolnicki Papers, vol. 91/13.

⁴⁶ Voir pour exemple: Henryk Bułhak, *W cieniu słabnącego Paryża. Zarys historii sojuszu Polski z Rumunią w latach 1921–1939*, [dans:] *Współcześni historycy polscy o Rumunii*, sous direction de Tadeusz Dubicki, Toruń 2009, p. 169.

⁴⁷ *Diariusz i teki Jana Szembeka*, t. 4, p. 513. Conversation avec le ministre Gafencu le 5 mars 1939.

Gafencu a adopté notre conception de la dissolution du problème de l'Ukraine et il a dit qu'il préfère y voir les Hongrois que quelqu'un d'autre »⁴⁸.

La «politique d'équilibre» de la Pologne contribuait réellement à la stabilité de l'Europe Centrale et Orientale jusqu'à la fin de 1938⁴⁹. A début de 1939 Beck croyait continuellement que la Pologne pourrait prolonger sa politique d'équilibre entre l'Allemagne de Hitler et la Russie de Staline. Dans l'interview pour les journaux américains: “North American New Paper Alliance” et “Daily Telegraph” de 24 janvier 1939, il a reconnu, qu'il n'était pas pessimiste »⁵⁰. Contrairement à ces espoirs en mars 1939, le conflit germano-polonais est entré dans une phase décisive. Le 31 mars 1939 le gouvernement polonais a catégoriquement rejeté les demandes d'Hitler de l'intégration dans le Reich de la Ville Libre de Dantzig (Gdańsk) et de l'autoroute extraterritoriale qui traversait la Poméranie polonaise vers la Prusse Orientale. La Pologne a reçu des garanties britanniques en cas de guerre avec l'Allemagne. Des garanties analogues ont été refusées par la Roumanie en avril de la même année, toutefois sans aucune consultation avec le gouvernement polonais.

Au printemps de l'année 1939, quand face au conflit avec l'Allemagne la Pologne puis la Roumanie ont obtenues les garanties anglaises, s'est posé le problème de la modification de l'alliance polono-roumaine. Les dirigeants de la politique polonaise étaient absolument opposés à cette idée. Beck a confirmé très clairement son attitude négative à cette idée pendant les négociations à Londres avec les hommes politiques britanniques (Chamberlain et Halifax) entre le 4 et 6 avril. « Le Ministre ne voit aucune *opportunité* à étendre actuellement cette alliance à l'hypothèse d'une agression sur une autre frontière » – a noté Szembek dans son *Journal* le 13 avril 1939⁵¹.

Comme les historiens savent bien, au lieu d'une alliance de défense anti-soviétique, un nouvel accord défensif serait mis en place, dirigé contre tous les États menaçant les deux parties (*erga omnes*). La Roumanie proposait d'élargir les obligations réciproques, ce qui signifierait que la Roumanie serait obligée d'apporter de l'aide à la Pologne si celle-ci était attaquée par l'Allemagne et la Pologne devrait aider la Roumanie en cas d'agression de la part de la Hongrie. Beck s'est opposé à ce projet. Il pensait que la Pologne ne devrait pas s'opposer à la Hongrie. Les divergences dans les relations de deux alliés se sont ainsi manifestées encore une fois. « Conformément à un accord technique spécial, notre alliance avec la Roumanie ne s'applique qu'au cas d'une agression russe. Le traité d'alliance stipule, il est vrai, une garantie mutuelle des territoires des deux États, mais cet engagement est fondé sur les dispositions du Pacte de la SDN » – écrivit Szembek

⁴⁸ *Ibidem*, t. 4, p. 515. Conversation avec le ministre Beck, le 8 mars 1939.

⁴⁹ Voir mes réflexions: *Polska „polityka równowagi” (1934–1939) jako próba stabilizacji Europy Środkowo-Wschodniej*, [dans:] *Ład wersalsko-ryski w Europie Środkowo-Wschodniej (1921–1939). Studia z polityki międzynarodowej pod redakcją Marka Kornata i Magdaleny Satory*, Kraków 2013, p. 167–192.

⁵⁰ J. Beck, *Przemówienia, deklaracje, wywiady, 1931–1939*, Warszawa 1939, p. 401.

⁵¹ Comte Szembek, *Journal 1932–1939*, p. 445.

le 13 avril 1939. « Le ministre ne voit aucune opportunité à étendre actuellement cette alliance à l'hypothèse d'une agression sur une autre frontière. Il estime qu'il est difficile que nous nous battions contre la Hongrie, alors que, à tout moment, le problème dantziçois peut se poser dans toute son ampleur »⁵². Finalement l'alliance polono-roumaine n'a pas été renouvelée avant la guerre de 1939.

En cas de conflit avec l'Allemagne, la Roumanie paraissait au ministre polonais des affaires étrangères comme une *quantité négligeable*⁵³. Les reproches des dirigeants roumains envers Beck – l'architecte de la politique étrangère polonaise, trouvèrent de nouveaux fondements. Beck était perçu à Bucarest plutôt comme une menace et non comme un ministre d'un État allié en qui on peut avoir confiance. On peut ajouter que la position du ministre polonais des Affaires étrangères était évaluée d'une manière très critique par la diplomatie britannique. « Peut-être que les Polonais veulent que la Roumanie (dépourvue de toute garantie) devienne la première victime de la guerre en Europe Centrale » – divaguait l'ancien ministre britannique des affaires étrangères Eden dans une lettre du 5 avril 1939 à Lord Halifax⁵⁴. Le 13 avril les garanties unilatérales britanniques envers la Roumanie et la Grèce ont été proclamées sans mentionner l'URRS et sans avoir consulté la Pologne. Cette manœuvre de Neville Chamberlain suscita une impression très négative à Varsovie⁵⁵.

Tous ces malentendus ainsi qu'une nouvelle crise de l'alliance polono-roumaine n'ont pas changé la conviction de la diplomatie polonaise, qui était persuadée que le révisionnisme hongrois supporté par l'Allemagne et orienté vers le revendication de la Transylvanie ne mène qu'au partage de la Roumanie, et cette dernière ne pourrait pas non plus éviter les réclamations bulgares (au sujet de Dobroudja)⁵⁶. Le 19 avril 1939 Beck n'a pas caché ce point de vue dans sa conversation avec le ministre Gafenco à Cracovie. Selon Szembek « Il s'est mis d'accord avec lui sur le fait que notre alliance ne comprend pas le secteur hongrois; par contre, elle constitue un cadre suffisant pour être élargie le cas échéant. Beck a convaincu Gafenco que, dans un conflit bilatéral avec la Hongrie, la Roumanie s'en tirerait toute seule. Si, par contre, l'Allemagne était entraînée dans ce conflit, tout le poids porterait sur nous »⁵⁷.

⁵² Comte Szembek, *Journal*, p. 444–445.

⁵³ Michał Łubieński (le chef du cabinet de Beck) à l'ambassadeur de la Pologne à Ankara, télégramme chiffré reçu le 17 août 1939, Józef Piłsudski Institute in America, Michał Sokolnicki Papers, vol. 91/13.

⁵⁴ The National Archives (Kew – London), Foreign Office, General Correspondence, 371/23016, C. 5029/54/18.

⁵⁵ Voir *Diariusz i teki Jana Szembeka*, t. 4, p. 558. Conversation de Szembek avec Łubieński de 14 avril 1939. Sur la politique britannique de façon plus générale: G. Wechner, *Großbritannien und Polen 1938–1939: Die britische Polenpolitik zwischen München und dem Ausbruch des Zweiten Weltkrieges*, Frankfurt/M. – Berlin 1983.

⁵⁶ Mémorandum de Mirosław Arciszewski (à cette époque l'adjoint du viceministre des affaires étrangères à Varsovie) daté du 28 juin 1939. Voir M. Kornat, *Polska 1939 roku wobec paktu Ribbentrop-Mołotow. Problem zbliżenia niemiecko-sowieckiego w polityce zagranicznej II Rzeczypospolitej*, Varsovie 2002, p. 601.

⁵⁷ Comte Szembek, *Journal 1932–1939*, p. 446.

La Pologne comme la Roumanie n'avait aucune possibilité d'éviter les conséquences d'un rapprochement germano-soviétique. Pour Beck une „collusion Russie-Allemagne” était „improbable”, comme il a constaté en juillet 1939⁵⁸. Les dirigeants roumains excluaient aussi la possibilité d'action commune de Berlin et Moscou. Le Pacte conclu entre Hitler et Staline le 23 août 1939 a fait que la Pologne et la Roumanie sont devenues les victimes d'une alliance entre deux puissances totalitaires⁵⁹. La Pologne fut partagée en septembre 1939, la Roumanie en août 1940. La seule différence fut celle que le partage de la Roumanie n'était pas complet, comme ce fut le cas de la Pologne.

Pour la Roumanie, le déclenchement de la guerre germano-polonaise le 1^{er} septembre n'a pas été une surprise. Cependant, il apporta une grande préoccupation quant à la possibilité de garder la neutralité et l'intégrité territoriale du pays. Conformément à ces priorités politiques, le 6 septembre 1939 le Conseil Royal à Bucarest annonça la neutralité de la Roumanie dans la guerre germano-polonaise. Toutefois, les autorités roumaines ont entrepris des préparatifs pour accueillir les prisonniers de guerre et les réfugiés civils polonais. Le 17 septembre, le gouvernement polonais a été contraint de quitter le territoire envahi et de se réfugier en Roumanie⁶⁰.

*

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Pour conclure, il faut dire que l'alliance polono-roumaine était le fruit de la situation géopolitique de l'Europe de l'entre les deux guerres (1918–1939). Dans un sens, cette alliance était irremplaçable pour les deux partenaires. La Pologne y voyait la seule garantie possible en cas d'une guerre défensive contre les Soviétiques. Le gouvernement roumain voyait cela de la même manière. Mais les possibilités offertes par cette alliance n'ont pas été entièrement utilisées. Les divergences dans la perception de grands problèmes des relations internationales des années trente ont créé une ambiance de manque de confiance et de déception.

⁵⁸ R. Dębicki, *Journal*, Józef Piłsudski Institute in America (New York), Papiers de Roman Dębicki, Carton 40/2, p. 189 (note de 12 juillet 1939).

⁵⁹ Voir Rolf Weber, *Die Entstehungsgeschichte des Hitler-Stalin Paktes 1939*, Frankfurt/M. 1980. Voir aussi les remarques de Henryk Batowski, *Układy niemiecko-radzieckie z 23 sierpnia 1939*, [dans:] *Niemcy w polityce międzynarodowej 1919–1939*, t. 4: *Na przełomie pokoju i wojny*, ed. sous direction de Stanisław Sierpowski, Poznań 1992, p. 297–306. Des informations complémentaires sur ce sujet, se trouvent dans une des mes monographies: *Polska 1939 roku wobec paktu Ribbentrop-Mołotow. Problem zbliżenia niemiecko-sowieckiego w polityce zagranicznej II Rzeczypospolitej*, Varsovie 2002, p. 351–441; idem, *Sehenden Auges. Polens Außenpolitik vor dem Hitler-Stalin Pakt, „Osteuropa”/Berlin*, 59. Jahrgang, 7–8, 2009, p. 47–74 et idem, *Choosing Not to Choose in 1939: Poland's Assessment of the Nazi-Soviet Pact*, “The International History Review” (Burnaby/British Columbia), Vol. XXXI, no 4, December 2009, p. 771–797.

⁶⁰ Pour la reconstruction de la genèse de l'agression soviétique voir les réflexions de Henryk Batowski, *17 September 1939. Before and After. The Road to War*, „East European Quarterly”, Vol. XXII, No 4, 1993, p. 522–534.

Dès la première moitié des années trentes, des divergences importantes sont apparues dans l'orientation politique entre la Pologne et la Roumanie. Le gouvernement roumain évaluait négativement la politique étrangère polonaise, menée par Beck dans les années 1934–1939, et surtout les mesures entreprises en 1938 contre la Lithuanie et la Tchécoslovaquie. La vision polonaise était diamétralement différente, très critique face aux actions de la diplomatie roumaine.

Cependant l'alliance n'a pas été rompue. Elle n'a pas apporté à la Pologne d'aide réelle en 1939, car la Roumanie n'était pas en mesure de l'aider de manière active. Mais tout ce qui est survenu en 1939 était imprévisible auparavant. On ne peut donc formuler des reproches aux auteurs de la politique étrangère des deux pays de ne pas avoir prévu l'alliance des deux puissances totalitaires. En 1939 tous les espoirs des dirigeants polonais reposaient sur la conviction que les armées française et britannique aideront la Pologne par l'offensive générale sur le front occidental. Mais les réalités des choses ne permettaient pas l'optimisme. Les préparations des alliés à la guerre n'étaient pas suffisantes. „(...) en septembre 1939, les Alliés franco-britanniques disposent d'un potentiel humain et économique illimité; leur maîtrise sur mer est sans conteste. Mais ils sont encore mal préparés à la guerre – l'Angleterre encore moins que la France” – écrit l'historien français Henri Michel⁶¹.

L'ancienne thèse polonaise selon laquelle la Pologne était une sorte de « clé » du système de Versailles, a été paradoxalement confirmée au moment de sa défaite. La chute de la Pologne a causé une vraie révolution géopolitique en Europe Centro-Orientale en 1939–1940. Deux pays alliés – Pologne et Roumanie – avaient perdu leurs positions en même temps quand système de Versailles a été détruit par l'action commune d'Allemagne de Hitler et l'Union soviétique de Staline. Peu après la disparition de l'État polonais de la carte de l'Europe, tout le système géopolitique d'*Intermarium* – composé des États nationaux indépendants – a cessé de fonctionner. À l'exception de la Finlande, qui a défendu *manu militari* son indépendance dans les années 1939/1940 – tous les nations de la région d'une manière ou d'une autre ont perdu leurs indépendance pour la longue durée.

⁶¹ H. Michel, *La seconde guerre mondiale*, t. I: *Les succès de l'axe (Septembre 1939 – Janvier 1943)*, Paris 1968, p. 26.

*

ANNEXES

I.

Note de Nicolae Petrescu Commène sur la conversation avec l'ambassadeur de la Pologne à Bucarest Roger Raczyński, 26 septembre 1938

În conversația ce am avut-o eri 26 Septembrie cu Ambasadorul Poloniei i-am spus cele ce urmează:

1) Cât de bucuroși am fi de a vedea realizându-se o înțelegere între Cehoslovacia și Polonia, tensiunea ce există între ambele noastre aliante punând pentru noi probleme de o greutate excepțională.

2) Am exprimat din nou surprinderea noastră de atâtea ori manifestată, de a vedea ciudata interpretare pe care Dl. Beck o dă clauzelor formale din tratatul nostru de alianță, nu numai neconsultându-se cu noi, dar de multe ori, fără chiar a ne informa despre inițiativele sale cari pot avea consecințe grave pentru noi.

3) Mi-am exprimat nedumerirea față de acțiunea comună întreprinsă de Dl. Beck cu Ungaria, tinzând la sporirea teritorială a acesteia. Am adăugat că anexarea Slovaciei sau Rusiei sub Carpatine Ungariei nu ne poate lăsa indiferenți. Strămutarea unei populațiuni alogene sub stăpânirea Ungariei, de parte de a contribui la pacificarea Europei Centrale, riscă să provoace noi complicațiuni în această regiune atât de încercată.

Binevoiiți vă rog a confirma și D-vs verbal cele de mai sus-D-lui Beck, pentru a sublinia importanța acestor trei puncte.

Veți comunica concomitent D-lui Beck că nu am lipsit a ne întrebuița pe lângă Domnul Beneș pentru a se grăbi încheierea unei înțelegeri cu Polonia.

Binevoiiți în fine a pune D-lui Beck, și ulterior și celorlalți amici ai D-vs cu toată discrețiunea și ca o dorință personală a D-vs de a vă informa, întrebarea dacă știrea, ce circulă în Cancelariile Europene că între Polonia, Ungaria și Germania există acorduri precise, sub formă de convenții, gentlemen agreement, înțelegeri militare sau altfel, în vederea sporirii teritoriale a acestor țări, este întemeiată.

Din conversațiile cu Dl. Rasczinski reeșea că o înțelegere există fără îndoială între cele trei capitale. D-Sa eludând însă un răspuns categoric insista asupra faptului că „Polonia nu are nici un angajament contrar intereselor României”. D-Sa evita să răspundă astfel dacă Polonia are sau nu angajamente luate fără știrea noastră.

Orice indicațiune mai precisă în această direcțiune ne-ar fi de un folos excepțional.

Hoover Institution (Palo Alto, California), Nicolae Petrescu Commène Papers, Box 4.

II.

Note de Nicolae Petrescu Comnène sur la conversation avec l'ambassadeur de la Pologne à Bucarest Roger Raczynski, 29 septembre 1938

Notă

asupra convorbirei avute

în ziua de 29 Septembrie 1938

cu Conte Raczinski, Ambasadorul Poloniei

la Ministerul Afacerilor Străine

Ambasadorul Poloniei a făcut următoarea declarație verbală D-lui Ministru Comnen în numele Guvernului său:

„Les hongrois n'ont pas précisé vis-à-vis de la Pologne leurs aspirations, dans l'évolution de la situation, la Pologne désire rester en contact avec le Gouvernement roumain et en tous les cas, la Pologne n'aura pas de conversations avec les hongrois qui toucheraient d'une manière directe les intérêts roumains”.

Dl. Comnen a observat mai întâi că declarația Guvernului polon ar trebui să fie amendată introducându-se după „désire rester en contact” cuvintele „et se consulter”.

Cu acest prilej Dl. Comnen a insistat încă odată asupra inițiativelor repetate luate de Polonia în chestiunile interesând în cel mai înalt grad România, fără ca aceasta să fi fost consultată.

Dl. Ministru Comnen a citat cu titlu de exemplu:

- 1) Acordul de neagresiune dintre Germania și Polonia, din 26 ianuarie 1934.
 - 2) Denunțarea procedurii internaționale prevăzută de tratatul de minorități în Septembrie 1934.
 - 3) Intreaga atitudine a Poloniei față de Societate Națiunilor.
 - 4) Atitudinea adoptată de Polonia cu prilejul conflictului cu Lituania în primăvara anului 1938.
 - 5) Atitudinea adoptată de Polonia în toamna anului 1938 față de Cehoslovacia.
- Si în fine,
- 6) Acțiunea comună cu Ungaria.

*

(Pro Memoria). În întrevederile pe care Dl. Ministru Comnen le-a avut cu Dl. Ambasador Raszcinski în zilele de Joi 4 August, Joi 1 Septembrie și Luni 26 Septembrie, Ministrul Afacerilor Străine al României i-a ținut un limbaj aproape similar.

Hoover Institution (Palo Alto, California), Nicolae Petrescu Comnène Papers, Box 4.

**ROMANIA'S INTERNATIONAL SITUATION
IN THE LIGHT OF THE DESPATCHES OF THE POLISH EMBASSY
IN ROMANIA AND NEIGHBOURING COUNTRIES
SEPTEMBER 1939 – JUNE/JULY 1940**

WOJCIECH ROJEK

Jagiellonian University
(Krakow)

As a result of the defeat of the September 1939 campaign in Poland, the state found itself in ruins, although – from the formal legal point of view – the continuity of the Polish state authorities was preserved. The government was reconstructed – in September and October 1939 – in exile in Paris, and then – following French suggestions – its headquarters were moved to Angers, where the Polish guests formally enjoyed the privilege of extraterritoriality. Romania played a significant role in Polish policy at the time. Firstly, the war led to a large number of Polish refugees seeking refuge in that country. Despite hostile pressures from Germany – the Romanians provided considerable material aid to refugees, and also tolerated Polish filtration to the West, to the Polish Army that was being reconstructed in France. Secondly, Romania soon became a very important element of communication routes which, in various forms, linked the Polish authorities and exiled community with the home country occupied by the Germans and the Russians¹. Hence, Romania's international standing had a major importance for the Polish authorities. Thus it is not surprising that the Polish Government paid significant attention to information coming from the Polish Embassy in Bucharest.

From the beginning of the war, Romania was favourably disposed towards its northern neighbour. Already at the 6 September session the enlarged Royal Council “[...] unanimously decided on the Romanian state's observing the rules of neutrality [...]” At this forum, Prime Minister Armand Călinescu announced: “We

¹ After 17 September 1939, after the Soviet aggression on Poland, a group of 50 thousand Poles crossed to Romania, of which about half was made of officers and soldiers, while the other half – of civilians. In this context, it must be pointed out that owing to the favourable attitude of the Romanian authorities, rather soon, all the interned military staff were evacuated either to France, or to the Middle East; T. Dubicki, “Konspiracja polska w Rumunii”, vol. 1: “1939–1940”, Warszawa 2002, p. 11; T. Dubicki, “Wojsko Polskie w Rumunii w latach 1939–1991”, Warszawa 1994, pp. 16–20, 61–66, 187–249; T. Dubicki, “Bazy wojskowej łączności zagranicznej ZWZ-AK w latach 1939–1945. Studia i materiały”, Częstochowa 2000, *passim*; T. Dubicki, S. J. Rostworowski, “Sanatorzy kontra sikorszczycy czyli walka o władzę na uchodźstwie w Rumunii 1939–1940”, Warszawa 1993, *passim*.

have moral obligations towards Poland, as we are allies.” The Council’s position was approved by both western powers, namely France and the United Kingdom, and by Poland itself. The Red Army’s invasion of Poland on 17 September 1939 made vain all the hopes that the Polish authorities had in Romania, both as a direct supplier of material aid, in particular including war materials, and as a transit country. The situation was additionally complicated by the assassination of Prime Minister Călinescu² on 21 September. In this unstable situation, the government was subsequently headed, briefly by two politicians: Gheorghe Argeșanu and Constantin Argetoianu. The assassination of Călinescu apparently had very negative consequences to the further fate of Polish refugees, particularly members of the government and high command. This was clearly admitted in private statements by Romanian diplomats³.

Meanwhile, during the first period of internment in Romania – in the context of Polish issues – was dominated by Romania’s relations with Moscow. On 23 November 1939, the Polish ambassador in Bucharest, Roger Raczyński, reported to his Ministry that under the pressure of the Soviets Bucharest closed down its Consulate in Lvov. Consul Ene went, via Berlin, to Warsaw, where he intended to spend some three weeks to “[...] sort out the apartment issues of the Romanian Embassy in the capital of Poland”⁴. This euphemistic term actual meant the formal closure of this office in Warsaw.

Autumn 1939 brought about significant changes on the Romanian political arena. On 24 November that year, an outstanding liberal politician, Gheorghe Tătăreșcu, became the Romanian Prime Minister, replacing the previously mentioned Argetoianu. Ambassador Raczyński interpreted this move as “[...] a manifestation of the King’s [Carol II from the Hohenzollern-Sigmaringen dynasty – W. R.] attempt to relieve the crown from responsibility for the deteriorating internal political and economic situation.” In a further part of the report, he claimed that it proved impossible to extend the basis to include a major part of the bourgeois and agrarian opposition. At the same time, however, he pointed to the shift of power within the National Front towards the liberal and democratic opposition. He hoped this would lead to some form of détente. He stressed that the entire cabinet was more friendly to the Allies than the previous one and that the Polish issue had “proven friends” among the new ministers. He clearly pointed to the importance of the fact that Grigore Gafencu continued to hold the post of the Minister of Foreign Affairs⁵.

On 29 November, the Ministry of Foreign Affairs at Angers received information about Minister Gafencu’s parliamentary speech on Polish issues and the opposition’s response. The government assumed that the Minister’s speech

² K. Dach, T. Dubicki, „Marszałek Ion Antonescu. Biografia żołnierza i polityka”, Łódź 2003, pp. 47–48; T. Dubicki, „Wojsko...”, op. cit.

³ W. Pobóg-Malinowski, “Na rumuńskim rozdrożu”, “Kultura”, Paris 1948, No. 8, p. 108.

⁴ Instytut Polski i Muzeum im. gen. Sikorskiego (Polish Institute and Sikorski Museum, hereinafter IPMS), A. 26. I/7a, k. 19.

⁵ IPMS, A. 26. I/7a, k. 25.

would not end with a debate. However, an outstanding historian, Professor Nicolae Iorga, insisted on reopening the session and criticised Minister Gafencu's speech. "He protested against the wording that Romania accepted Polish refugees with compassion. «It would be cowardice – said Iorga – not to speak on the Romanian nation's sentiment for our allies and friends. The great Polish nation fought a heroic battle for its sacred rights. We have been in solidarity with them for ages. When Poland regained independence, we also felt stronger, when it suffered a disaster, we are also in danger. We will not allow for the trampling of national ideas in this war. Every nation has the right to an independent state. It is not against neutrality where we stress the vitality of the national idea and sentiments towards our friends. We must not forget about France. It is not neutrality when the press repeats anti-ally articles and news.» At the end, he stressed the common interests of Romania and Hungary in view of the changed international situation. As Ambassador Raczyński reported, "The speech was loudly applauded and will find considerable response among Romanian society. The government was clearly surprised and discontented, and will attempt to silence the important nature of this manifestation in the parliament"⁶.

In the first days of December, Ambassador Raczyński had an official appointment with Prime Minister Tătărescu. During the conversation, the Prime Minister stressed he believed in the future of Polish-Romanian relations, in the reconstruction of the Polish state and reestablishment of the alliance. He rather euphemistically announced he intended to quickly resolve the issue of the former Polish President Ignacy Mościcki⁷. He also pointed out that he could not begin his official rule with this move. The Ambassador insisted on allowing a possibly large number of refugees to leave for the West, which, in his opinion, was in the interest of both parties. Passing on to relations with third countries, the Prime Minister critically assessed the Romanian-Soviet relations. At the same time, he did not perceive a direct threat on the western border with Hungary⁸.

In turn, on 23 December, Ambassador Raczyński had a meeting with the Ambassador of Turkey, H. Suphi Tanriör, who had just returned from Ankara. The latter announced that the actual reestablishment of strict cooperation within the existing Balkan Entente was becoming topical again. Greece had formally agreed to this already. The stakeholders were waiting for Yugoslavia's position. However, there were no plans to extend the existing agreement to Hungary or Bulgaria. In this context, the Turkish Ambassador clearly stated that in the event of Soviet aggression against Romania, Bucharest would not be left without military aid. This statement was supported by Greek Ambassador, K.A. Kóllas, who added that Turkish

⁶ IPMS, A. 26. I/7a, k. 28.

⁷ The President indeed left on 25 December 1939 by parlour-car of Romanian Ministry of Foreign Affairs to Freiburg; IPMS, A. 26. I/7a, k. 62; S. M. Brzozowski, T. Jędruszczak, Mościcki Ignacy [in:] "Polski Słownik Biograficzny", vol. XXII, book 1 (92), ed. by E. Rostworowski, Wrocław – Warszawa – Kraków – Gdańsk 1977, p. 147.

⁸ IPMS, A. 26. I/7a, k. 35–36.

active opposition against further Soviet expansion was not to be doubted. Ambassador Raczyński, however, simultaneously quoted the views of the British Embassy, who believed Turkey was much more restrained in this case. At the same time, London pressed Bucharest to regulate the issue of Southern Dobruja favourably to Bulgaria⁹.

It must be pointed out that Ambassador Raczyński seemed not to notice the Hungarian threat at the time. On 23 December, the Italian Minister of Foreign Affairs, Galeazzo Ciano, conferred on this issue with the personal emissary of King Carol II, Victor Antonescu. His Romanian interlocutor was concerned with both the Soviet and Hungarian threats. He even asked his host what position Italy would take if Moscow were to attack the Romanian border. Ciano indeed expressed Rome's anti-Bolshevik attitude, but at the same time evaded "[...] making any commitments [...]" that could restrain Italy. Antonescu on his part suggested that Rome should have a moderating impact on the Hungarian attitude. He argued that this would greatly facilitate Bucharest's relations with the Russians. Minister Ciano commented on this as follows: "This would be possible if not for [István] Csáky's persistence which leaves no major illusions about it"¹⁰.

Romania did not neglect attempts to acquire support of other states for the concept of stabilising their situation. Ankara was rather reserved in this matter. On 30 December, its Minister of Foreign Affairs, Şükrü Saracoğlu, stated "[...] that Turkey believes the existence of a strong and independent Romania to be vital to its interests. However, it does not wish to make its position precise for now, not knowing what the allies will do and not wishing to speak against the Soviets in view of hypothetical situations." The Polish Ambassador in Ankara, Michał Sokolnicki, commented on this statement as follows: "The present tactics to leave the USSR uncertain about possible Turkish intervention has already proved to be positive, having an inhibiting effect on the Soviets. Turkey also does not wish to extend the commitments of the Balkan Pact. In the above case, there is an action [...] on the part of France, effectively weakening the resistance of England, and even willing to carry out relevant military staff negotiations with Turkey"¹¹. Turkey

⁹ IPMS, A. 26. I/7a, k. 61–62; according to Elżbieta Znamierowska-Rakk, at the time, in Sofia, there was "[...] a conviction that if for the English-French block, particularly for London, the preservation of the status quo in Western Thrace was the fundamental issue [...], the territories lost by Bulgaria to Romania could, in the British opinion, constitute the price for Bulgarian access to the planned agreements aimed at counteracting the Third Reich's expansion in the Balkans."; E. Znamierowska-Rakk, "Sprawa Tracji Zachodniej w polityce bułgarskiej (1919–1947)", Warszawa 1991, p. 154 E. Znamierowska-Rakk, "Uregulowanie kwestii dobrudżańskiej w stosunkach Bułgarii z Rumunią w okresie II wojny światowej" [in:] "Studia z dziejów Rosji i Europy Środkowo-Wschodniej", vol. XLIII, Warszawa 2008, p. 121.

¹⁰ G. Ciano, "Dziennik 1937–1943", transl. & ed. by T. Wituch, Pułtusk 2006, p. 455; B. Koszel, "Rywalizacja niemiecko-włoska w Europie Środkowej i na Bałkanach w latach 1933–1941", Poznań 1987, p. 311; A. Kastory, "Rozbiór Rumunii w 1940 roku", Warszawa 2002, p. 129.

¹¹ In this context, it must be reminded that on 19 October 1939, Turkey concluded a treaty on mutual aid with the United Kingdom and France; W. Rojek, "Rola Turcji w antyniemieckich planach mocarstw zachodnich (marzec – październik 1939)" [in:] "Niemcy w polityce międzynarodowej 1919–1939", vol. IV: "Na przełomie pokoju i wojny 1939–1941", ed. by S. Sierpowski, Poznań 1992, pp. 143–144.

would willingly see an amicable deal in the case of Dobruja, without taking any initiative in this respect, and without exposing Romania, as a consequence, to accepting Hungarian revisions"¹².

On that day, Ambassador Sokolnicki managed to obtain important additional news from a French source. He was told that:

I. After Minister Saracoğlu¹³ returned from Moscow, he replied to the enquiry from the Soviet government "[...] that in the event of a Romanian-Soviet conflict, Turkey will strictly execute the commitments of the Straits Convention"¹⁴.

II. The Turkish government couldn't extend the commitments of the Balkan Pact due to the still unknown position of the Allies and Italy, and due to the need of having such new commitments approved by the parliament, which would be of an anti-Soviet nature.

III. Already on 19 October, General Maxime Weygand touched upon the issue of military agreements in the aspect of Soviet aggression against Romania¹⁵. The Chief of Turkish General Staff, Marshal Mustafa Fevzi Çakmak, was fairly favourable about this concept¹⁶. This did not change the fact that officially the Turks carefully avoided specifying their position.

The new year did not bring an easing of the situation. On 10 January 1940, Minister Gafencu told Ambassador Raczyński "[...] that the Soviets made a sharp demarche due to favourable tone of the Romanian press for Finland, which allegedly infringes neutrality. At the same time, G[afencu] pointed to positive results for Romania from the meeting between Csáky – Ciano"¹⁷. This did not exactly reflect the actual state of affairs, as during the exchange of ideas in Venice Minister Csáky only declared that Hungary would not take any steps in the Balkans without the approval of both Germany and Italy. This made Minister Ciano conclude that the policy of Hungarian threats against Romania would be continued.

¹² IPMS, A. 26. I/7a, k. 69.

¹³ Minister Saracoğlu visited Moscow on 26 September; at the time, Peoples Commissioner of Foreign Affairs of the USRR, Vyacheslav Molotov demanded that, apart from failure to follow the provisions of the aforementioned Montreux Convention, Turkey should agree to the conclusion of bilateral pact on non-aggression, which in fact was to be an introduction to a closer cooperation between Kremlin and the possible block of neutral states in the Balkans; "Survey of International Affairs. The Middle East in the War", ed. by G. E. Kirk, London 1959, pp. 444–445; D. J. Tallin, "Soviet Russia's Foreign Policy 1939–1942", New Haven, Conn. 1943, pp. 109–111.

¹⁴ Article 19 of the Convention stated:

"In time of war, Turkey not being belligerent, warships shall enjoy complete freedom of passage and navigation in the Straits on the same terms as stipulated in Articles 10 to 18."

"Prawo międzynarodowe i historia dyplomatyczna. Wybór dokumentów", ed. by L. Gelberg, vol. II, Warszawa 1958, doc. No. 116, p. 411.

¹⁵ G. Ciano, op. cit., pp. 455–456.

¹⁶ IPMS, A. 26. I/7a, k. 71–72.

¹⁷ IPMS, A. 26. I/7a, k. 87.

In this context, he politely shared the opinion of his interlocutor that Budapest could not agree to an agreement that would not give them full satisfaction¹⁸.

While completing the report, the counsellor of the Polish Legation in Budapest, Mieczysław Chałupczyński, reported: “[...] the initiative of the Csáky – Ciano meeting is on the part of Italy. Ciano previously was to probe in Bucharest the real limit of Romanian concessions to Hungary in return for the favourable neutrality of the latter and Italian aid in the event of Soviet aggression. Details still unknown. There are rumours about a further shifting of the borders near Satu-Mare and about the national status for Székelys excluding territorial autonomy. The press indicates that Italy reserved with the Hungarians the right of selecting the right moment to execute this plan”¹⁹. Thus this was not the news that would be very optimistic from Bucharest’s point of view.

Next, between 2 and 4 February 1940, another session of the Balkan Entente Council took place in Belgrade²⁰. When the Romanian delegation went to the meeting, Ambassador Raczyński reported “Gafencu left for Belgrade in a bad mood.

I. One has to note the weakening of Romanian’s position within the Balkan Entente due to smaller chances of Turkish support and Turkey’s pressure on concessions to Bulgaria, as well as simultaneous Yugoslav suggestions for concessions to Hungary.

II. The English Legation communicated to us in confidence that the Romanian Ambassador in London [Viorel Tilea] received a note warning that in the event of too far-reaching economic concessions to Germany²¹, England would be forced to suspend the export of a number of products to Romania.

III. News is coming from various sources, as well as from the German occupation and Slovakia, stating that German officers generally speak of attacking Romania early in spring. Analogical rumours come from Lvov²².

When analysing possible consequences of the meeting in Belgrade, the Polish Minister in Belgrade, Roman Dębicki, reported on 5 February that the importance of the Balkan Entente was not about the agenda, which was principally to strengthen

¹⁸ Both ministers met on 6 January 1940 in Venice; the course of the meeting is described by Ciano briefly: “Csáky assured me that Hungary would not take any actions in the Balkans to extend the [war] fire, [...]”; G. Ciano, op. cit., p. 464; more literature on this subject; B. Koszel, op. cit., p. 311.

¹⁹ IPMS, A. 26. 1/7a, k. 89–90.

²⁰ Also referred to as the Balkan Pact.

²¹ In this context, it must be reminded that already on 23 March 1939, in Bucharest, a commercial treaty between Germany and Romania was signed, which in fact guaranteed far-reaching privileges for the Third Reich in the economic sphere, allowing it to supervise the economy of the other party; “Współczesna Europa polityczna. Zbiór umów międzynarodowych 1919–1939”, ed. by W. Kulski, M. Potulicki, Warszawa – Kraków 1939, pp. 528–530; H. Batowski, “Europa zmierza ku przepaści”, Poznań 1977, pp. 250–251; I. Stawowy-Kawka, “Ekspansja gospodarcza Trzeciej Rzeszy w Jugosławii i Rumunii (1929–1939)”, Kraków 1993, pp. 105–107; Henryk Batowski also recorded some benefits this document brought to Bucharest: “Romania gained this much that, having achieved their goal, the Nazi discontinued their intrigues in Budapest and Sofia”, *ibidem*, p. 251.

²² IPMS, A. 26. 1/7a, k. 130–131.

the joint striving for neutrality and remaining away from the conflict, "[...] but in the improved situation in the Danube and Balkan region owing to the mediation of Italy and Yugoslavia in issues concerning Romanian-Hungarian declarations, and Turkey's declarations to Bulgaria.

Hungary agreed to abstain from territorial claims against Romania for the period of the war on condition that Romania would not voluntarily give away any of its territory to the USSR. This equals to non-aggression commitment. Hungary did not determine the limits of its future claims. Yugoslavia hoped that Hungary will accept, and Romania will concede the belt of territory along the eastern bank of the Prut River with three major towns with about half a million Hungarians.

I suspect that Italy will also continue in this direction. There are no major hopes for success in this matter.

The talks of the Turkey's Minister of Foreign Affairs with the Bulgarian Prime Minister [Georgi Kjosiewanow] are aimed at strengthening Bulgaria's intentions, already publically defined as the will to achieve territorial aspirations in a peaceful and neighbour-friendly manner.

I learn that the USSR has submitted to the Hungarian government an official assurance that they consider the Carpathians as a definitive border²³.

The actual interpretation of this meeting, however, was not so optimistic for Bucharest. Yugoslavia's Minister of Foreign Affairs, Aleksander Cincar-Marković, while opening the session, stressed the importance of enterprises aimed at observing peace in the Balkans. In this context, he considered the previous policy of countries in the region fully justified. Minister Gafencu on his part pointed out that countries belonging to the Balkan Entente did not have territorial claims against their neighbours. However, he clearly stressed that the possible revision of the border in Dobruja could only take place after the war. In this context he reminded of the efforts to restore trust in relations with Sofia. Elżbieta Znamierowska-Rakk interprets this as a clear playing for time. At the same time, no specific measures were taken then to bring Bulgaria closer to the Entente. Agnieszka Kastory points out that the wording contained in the final communication that it is in the interest of the countries in the block to "[...] preserve the right to the national territory by each of the states." Henryk Batowski perceives this issue differently, writing: "It must be principally noted that the [final – W. R.] communication does not speak of the inviolability of the borders existing in the Peninsula and territorial integrity of the Balkan Pact states, although section 3 mentions «national territory». Yet the last term seems not to exclude possible revisions of some borders in the event of an amicable agreement"²⁴. Therefore, the bad mood – in Ambassador Raczyński's opinion – of Minister Gafencu going to Belgrade was in fact fully justified.

²³ IPMS, A. 26. I/7a, k. 136–137.

²⁴ H. Batowski, "Rozpad porozumienia bałkańskiego (1939–1940)" [in:] Ibidem, "Z polityki międzynarodowej XX wieku. Wybór studiów z lat 1930–1975", Kraków 1979, p. 91; A. Kastory, op. cit., p. 153; E. Znamierowska-Rakk, "Uregulowanie...", pp. 122–123.

Much more optimistic about the situation of the Balkan states, including Romania, in line with his hosts, was Ambassador Sokolnicki, who reported on 8 February that Turkish circles positively assess the results of the conference in Belgrade and perceive in it:

“I. Actual, if not formal, establishment of a consultation among the Balkan states in the event of aggression from outside.

II. Avoidance of the primacy of Italy in the Balkans and relying on their security from the south, in consequence on an Anglo-French front”²⁵. It is easy to notice how vivid were still the illusions that Italy could play an independent role in this region of Europe.

In turn, Bucharest’s anti-Soviet fears were still vital. On 19 February, Ambassador Raczyński reported that “[...] in each conversation, Gafenco returns to the Soviet issue, expressing anxiety that the allies are insufficiently oriented in the entire problem and the need to break Russia into components, which after the victory over the Germans could be the only guarantee for the stabilisation of peace in Europe. He points to the need of exerting pressure on the allies in this direction, fearing the impact of white [Russian] émigrés”²⁶.

This pessimistic assessment of the situation was, in Ambassador Raczyński’s opinion, supported by the conclusion, on 12 March, of the peace treaty between Finland and the USSR. Two days later, before his leave, Ambassador Raczyński paid a visit to Gafenco, who stated that Romanian public opinion is disheartened with the peace forced on Finland. The Romanian government, lamenting over this Soviet success, does not, however, fear direct threat to Romania believing that: 1) the Soviets will not take a new offensive after the Finnish lesson, which would, anyway, be presently contrary to the vital interests of Germany; 2) the allies have sufficiently understood the situation so as to, after the Finnish experience, grant immediate aid to the victim of every new Soviet aggression.”

At the end, as the Ambassador stated, Minister Gafencu stressed the government’s favourable interest in the political initiatives of Prime Minister General Władysław Sikorski and the Minister of Foreign Affairs August Zaleski, and returned to the issue of joint tasks for Poland and Romania in the east, particularly in the Ukraine, expressing hope for further positive cooperation with Poland. Ambassador Raczyński added from himself that Minister Gafenco was not alone in the optimistic assessment of the situation, as the Yugoslav Embassy in Bucharest “[...] analogically assesses the issue of the threat to the Balkans”²⁷.

Nevertheless, in the second half of March 1940, the Romanian government, including the Ministry of Foreign Affairs, intensively aimed at calming down the situation, principally to mitigate the Allies’ fears. On 24 March, the First Counsellor of the Polish Embassy in Bucharest, Alfred Poniński, reported: “Gafencu informed us

²⁵ IPMS, A. 26. 1/7a, k. 141–142; H. Batowski, “Rozpad...”, *op. cit.*, pp. 90–91.

²⁶ IPMS, A. 26. 1/7a, k. 161–162.

²⁷ IPMS, A. 26. 1/7a, k. 193–194.

personally that the news of the local Reuter's correspondent about the alleged German terms for Romania are completely unjustified. Considering that the repeated biased alarms on ultimate German claims are highly harmful to Romania, he intends to demand immediate expulsion of Reuter's correspondent." He concluded that the above methods used by Reuters were very harmful to the cause of the Allies in Bucharest²⁸.

In turn, on 27 March, counsellor Poniński informed Angers that Minister Gafencu had communicated to him officially that he had received assurances as to Italy's continuing previous friendly policy in the Balkans. The meeting at Brenner²⁹ did not cause a change in this respect. Gafencu also ascertained the existence of severe frictions on the German-Soviet front as regards further plans against Romania. At the same time, he added that he had not received and had not envisaged proposals of German-Soviet guarantees. He considered a separate German guarantee as impossible, as the Soviets seemed to have warned Berlin they would consider this as an unfriendly act. Moscow continued to neglect Bucharest and did not make any advances. He explained that Romanian-German economic negotiations took a normal course, without political pressures. As a result, the government assessed Romanian's general situation as better than a few months before, and excluded any surprise. The talks of the Hungarian Prime Minister Pál Teleki in Rome, who adopted a balanced position over the Tiber, and removal of Soviet Ambassador Jakob Suric from Paris, made a very good impression here³⁰.

In the first half of April, Romanian assessments of the situation changed as in a kaleidoscope. First, on 8 April – as a special courier from Moscow – arrived the counsellor of the Romanian Legation bringing a very calming assessment of Soviet intentions as regards Bucharest. He claimed that the Soviets would continue the policy of pseudo-neutrality and would not agree to an arrangement with the Allies. In his opinion, the mood in Moscow were calm and passive, one could not feel the tension that usually preceded Joseph Stalin's major movements. At the same time, the extension of the war to Norway and Denmark gave Bucharest the impression of further playing for time and the hope that at least the main warfare would take place in the north³¹.

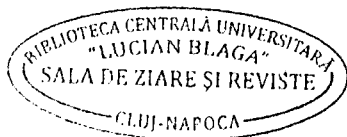
The next day, however, Counsellor Poniński found Minister Gafencu dispirited. He did not conceal his pessimism and anxiety. According to the Minister, after the invasion in the north, the concept of neutral states in a way ceased to exist. While continuing this thought, he claimed that the fact of German involvement in Scandinavia did not exclude Soviet initiatives in the Balkans, "[...] as Soviet

²⁸ IPMS, A. 26. I/7a, k. 210.

²⁹ This refers to the meeting of Benito Mussolini with Adolf Hitler on 18 March 1940. G. Ciano, *op. cit.*, p. 489; H. Batowski, "Rok 1940 w dyplomacji europejskiej", Poznań 1981, pp. 165-166; B. Koszel, *op. cit.*, pp. 313-314.

³⁰ Prime Minister Teleki was in Rome between 23 and 28 March 1940; IPMS, A. 26. I/7a, k. 213; G. Ciano, *op. cit.*, pp. 496-497.

³¹ IPMS, A. 26. I/7a, k. 236.



policy cannot be treated only as a function of German policy; to the contrary, the Soviets showed that in such cases they are willing to seek compensation by themselves. The Soviets remain the main threat to Romania. Allied negotiations with the Soviets can even bring this threat closer. The balance of Soviet, German and Italian forces in the South-East of Europe, so favourable to Romania, was distorted by German action in the north. Romania's situation thus automatically deteriorated. In such conditions, quick and effective response of the Allies to save Norway will have a decisive impact on further shaping of the mood in the Balkans. Strengthening of the will to resist will largely depend on determining, on this example, of the Allies' capacity to oppose the German war tactics."

In this context, Counsellor Poniński suggested that pro-German elements would strive to use in Romania the results of the swift German action against Denmark and Norway to spread a defeatist mood even among the government. Simultaneously, in his opinion, the opinion, was prevailing that Hungary would behave in such a case similarly as Denmark. He added that the Romanian fears were increased "[...] by alarmist attitude of the local Yugoslavian spheres. Nevertheless, in the entire Romanian government, they continue to stress the decisive will of defence against any invader. Among other things, this was stated to us yesterday by the Minister of Propaganda, Constantin C. Giurescu, who was officially leaving for Italy. The visit is gaining a special importance. This is probably about explaining Italian intentions after Brenner in view of growing local scepticism about the reality of Italian aid in case of Soviet aggression"³².

In mid-April, counsellor Poniński reported that the underground Soviet action in Bessarabia was increasingly broader despite energetic counter-action by the Romanian authorities. Sporadic peasant actions became numerous. The moods in villages near the border were usually bad, and favourable to the Soviets. Polish diplomat claimed that the authorities' attempt to organise the Russian minority under the mono-party – National Revival Front caused an unpleasant response of the Soviet Chargé d'Affaires, Pavel Kukolev, due to which it was delayed. Russian activists in Bessarabia devoted to the Romanian government assessed the situation as very severe, and were prepared for the possibility of Soviet aggression³³.

Even more pessimistic reports reached Angers on 24 April. Counsellor Poniński claimed that the tension between Italy and the Allies negatively affected the consolidation of Romania's policy in the direction planned by the king. Persistent Italian statements as to the possibility of German victory caused disorientation among the more fearful Romanian factors, as he called them, which had already showed submissiveness to Germany, with the stress on observing the official policy of neutrality. Poniński concluded that Italy's involvement in the war "[...] would abolish the entire previous tactics and internal and external policy

³² IPMS, A. 26. I/7a, k. 238-240; A. Kastory, "Złowrogie sąsiedztwo. Rosyjska polityka wobec europejskich państw ościennych w latach 1939-1940", Kraków 1998, p. 159.

³³ IPMS, A. 26. I/7a, k. 250.

doctrine of Romanian governmental spheres based on the axiom of the positive role of Italy as a factor of order and balance in this part of Europe. Looking back at Italy was always considered here as a reasonable and purposeful policy of security, hence the harsh criticism of the tactics adopted by the Ally press, principally on the part of France, who disregards Italy. This is believed to be grist for Germany's mill, as they aim to achieve such a situation between Italy and the Allies where Mussolini would not be able to go back, considering that, in the breakthrough moment of the war, he must ensure some specific gains for his country." This absolutely did not mean that Romania neglected relations with Rome. This was markedly testified to by the trip to Italy of the Speaker of the Senate Constantin Argetoianu, "[...] whose visit with a delegation of senators has been the third official Romanian trip to Italy since February"³⁴.

In the second half of April, the tension kept growing. On 26 April, Poniński had an appointment with the Vice-Minister of Foreign Affairs, Alexander Cretzeanu, who confidentially communicated to him that Romania had categorically rejected Hungarian proposals as to have the Iron Gates guarded by an international police force, as this would mean the introduction of German monitors there. Romania counted on Yugoslavia's support. Romania motivated its position by: a) fresh Belgrade agreement³⁵ and its positive effects; b) general principles of international law, stating that protection belongs exclusively to a particular coastal state; c) fundamental duty of neutral states not to permit armed units of parties in the state of war on their own waters. According to Poniński, the Romanian government perceived the Hungarian initiative as a very worrying symptom of submissiveness to Germany, which was preparing a direct path to the Balkans via Hungary. He concluded that "They increasingly fear here the repetition of the Danish precedent with Hungary, which could be an introduction to aggression against Romania"³⁶.

In the meantime, Ambassador Raczyński returned to Bucharest and, on 4 May, conferred with Minister Gafencu, who, under the influence of talks with the visiting American Ambassador from Moscow, Laurence A. Steinhardt, believed one should not expect any surprises on the Soviet part for the time being. In the last days, however, Romania concentrated further conscripts and extended the mobilisation orders. Minister Gafencu informed his interlocutor that he had received news from Belgrade stating that Yugoslavia had obtained the assurance of aid from the Allies in case of aggression. In fact, this was not supported by the facts³⁷.

³⁴ IPMS, A. 26. I/7a, k. 262–263.

³⁵ Document adopted on 17 April 1940 by representatives of Bulgaria, Romania, Hungary and Yugoslavia; it only permitted for traffic of ships transporting people and civil goods; transit of war materials required the approval of the countries in the Danube Region; A. Kastory, "Żegluga dunajska w polityce międzynarodowej w XX wieku", Kraków 2011, pp. 148–149.

³⁶ IPMS, A. 26. I/7a, k. 265–266.

³⁷ IPMS, A. 26. I/7a, k. 278–279; M. J. Zachariasz, "Jugosławia w polityce Wielkiej Brytanii 1940–1945", Wrocław – Warszawa – Kraków – Gdańk – Łódź 1985, p. 10.

Romanian mobilisation orders also resulted from the growing tension at the border with Hungary. On 14 May, Vice-Minister Cretzianu informed Ambassador Raczyński that Hungarian Minister László Bárdossy had come to Minister Gafencu and had solemnly stated that the recent Hungarian military orders were not addressed against Romania. He stated with conviction that drafting new classes had not been suggested by Germany, and resulted from the Hungarian government's will to train human material from the newly recovered provinces, namely southern Slovakia and Carpathian Ruthenia³⁸, and to strengthen their preparation in view of the general international situation. The Hungarian démarche probably was due to the fact that already on 22 May Romania made the decision to strengthen the protection of its borders, both with the USSR and Hungary. Ambassador Raczyński, however, stressed that despite such assurances, Romania was in an alarmist mood and the situation was uncertain³⁹.

On 30 May, unexpectedly for political and diplomatic circles, Minister Gafencu resigned, as Ambassador Raczyński wrote: "on the initiative of the Palace", and was replaced by former Minister of Labour and Communication Ion Gigurtu, who often travelled to Berlin and, as an economist, was known for opting for friendly relations with Germany. In Ambassador Raczyński's opinion, this change was explained with the will to have – upon the Reich's military successes and Italian threats – a person who would be able to negotiate with the Germans. Ambassador Raczyński stressed that Gigurtu had until now not been involved in politics, particularly on the international arena. It was assumed that he would strive for further economic and financial concessions to Berlin. At the same time, there was speculation that as regards the topical political-diplomatic issues, the influence of Vice-Minister Cretzianu would increase. Ambassador Raczyński pointed out that the press bid farewell to Minister Gafencu "in a cool manner"⁴⁰.

On 4 June, Ambassador Raczyński had an appointment with the new Minister of Foreign Affairs, who optimistically assessed the temporary situation of Romania and expressed a belief that "[...] due to Germany's involvement in the West and the conflicting interests, he does not expect a direct threat either from Germany, or Russia". The Ambassador pointed out that the minister was completely hypnotised with the power of Germany and Berlin's successes so far⁴¹. Three days later, Ambassador Raczyński informed that the development of the German offensive in France had caused a sudden shift in Romania towards submission to German demands. This is principally reflected in the Romanian authorities' attitude to the escape of Polish military officers to France, while in the broader aspect in the evacuation of Polish citizens to the West. This report ended with the information that further changes in the government, favourable to the Third Reich, were not excluded⁴².

³⁸ Details cf. H. Batowski, "Europa...", pp. 65–83, 229–244.

³⁹ IPMS, A. 26. I/7a, k. 300; A. Kastory, "Rozbiór...", p. 152.

⁴⁰ IPMS, A. 26. I/7a, k. 347–348; A. Kastory, "Rozbiór...", p. 193.

⁴¹ IPMS, A. 26. I/7a, k. 354.

⁴² IPMS, A. 26. I/7a, k. 362–363.

Worrying news arrived in Bucharest on 15 June. The Polish Minister in Budapest, Leon Orłowski, reported that after the declaration of war on the part of Italy, which occurred on 10 June 1940, Hungary was entirely within the policy of the Axis powers. The government assumed this group would achieve the final success. Therefore, Budapest counted on Germany's aid with the execution of its territorial claims against Romania and Slovakia⁴³. From Romania's point of view, the situation further deteriorated after the conclusion of the German-French armistice on 22 June. Three days later, Ambassador Raczyński informed his Ministry that "French capitulation caused a thorough shock here, whereas presently Germany's victory is considered almost inevitable. The previous game of balancing between Germany and the Allies is turning towards a game where German and Soviet influences are winning, and with a clear pro-German propensity. Reliable sources claim that they still want to observe neutrality and that despite pro-German manifestations Romanian policy will try to maintain possibly the best relations with the Soviets.

In this context, the king took the management of the ruling party in his hands⁴⁴, changing its name and giving it a nationalist-totalitarian character. He entrusted the organisation to the Minister of the Court Ernest Urdăreanu, who became a member of the government and directed the action principally to the younger generation and supporters of the Iron Guard. A more thorough reconstruction of the government is expected, as a result of which the dignitaries supporting France and opponents of the Iron Guard will be removed"⁴⁵.

On the same day, Ambassador Raczyński also reported that the Germans were informing Romanian nationalist spheres that immediately after the pacification of France they would commence diplomatic preparations to enforce the new organisation of Europe on federation terms, without the participation of Russia and Turkey as Asian countries. Within this broad concept, under the aegis of Germany, the following federations were to be formed: Scandinavian and Romanian-Hungarian, whilst the Balkan federation would be led by Italy⁴⁶.

On 27 June, Ambassador Raczyński drew attention to the German policy, as rumoured about in Bucharest. According to such unchecked information, Germany was to strike in the Middle East principally due to the need to counteract against the naval embargo pending in Europe. This would give them access to sources of raw materials, and would also prevent the Allies from having their fleets supplied via the Suez Canal. Ambassador Raczyński claimed that the only serious inhibition is the unclear position of Soviet Russia. In this context, he excluded the possibility of the USSR's attack on the Third Reich, as the USSR was to limit itself to taking

⁴³ IPMS, A. 26. I/7a, k. 384.

⁴⁴ On 22 June 1940 Charles II announced the establishment of the Party of the Nation and introduction of totalitarian dictatorship; "A History of Romania", ed. by K. W. Treptow, Iași 1997, p. 469.

⁴⁵ IPMS, A. 26. I/7b, k. 3.

⁴⁶ IPMS, A. 26. I/7b, k. 4.

over Bessarabia and – together with Bulgaria – South Dobruja. In this context, he stressed that it was in the interest of Moscow “[...] that Germany and the United Kingdom would exhaust themselves further.” At the same time, he argued that it would be a convenient pretext for Berlin’s intervention in the Balkans to use Budapest’s territorial claims against Romania, “[...] which Hungary are willing to execute at any moment with silent consent of Germany”⁴⁷.

In the meantime, German victories in the West, in particular the capitulation of France, caused the Kremlin to make efforts to occupy Bessarabia and Bukovina. The Soviet party informed the Ambassador of the Third Reich, Friedrich von Schulenburg, thereof already on 23 June. The extension of Soviet claims on Bukovina – as compared to the secret document annexed to the Molotov-Ribbentrop pact – irritated the German party so much that Stalin decided to limit his claims exclusively to the northern part of the province with Chernivtsi. On the same evening, People’s Commissioner of Foreign Affairs Vyacheslav Molotov summoned the Romanian Ambassador Gheorghe Davidescu and handed him an ultimatum demanding the ceding of Bessarabia and Northern Bukovina to the USSR. The Romanians hesitated at first, but on 27 June, in the morning, clear suggestions came from Berlin to accept Soviet claims. Finally, on the next day, the Romanians accepted such demands⁴⁸.

In the meantime, already on 27 June, Ambassador Raczyński reported that the Romanian government, after a two-day session of the Royal Council, accepted the Soviet ultimatum of handing over Bessarabia and Northern Bukovina, asking for the time and place of the meeting of both parties’ representatives. Germany and Italy on their part exerted pressure on Bucharest’s unconditional acceptance of Soviet claims, stating they could not help Romania. The country was full of anxiety whether Hungary would not push forward their claims in the coming future.

Simultaneously, he informed Angers that, according to recent reports, Moscow considered Romanian’s response unsatisfactory and expected an immediate evacuation of the lands claimed. Raczyński also asked the Ministry for recognition – if possible – of potential Hungarian intentions, as the Romanians had introduced some protective measures against Budapest’s intervention⁴⁹. Raczyński’s reports arriving in France thus indicated that the ambassador did not know the Russians had at first demanded the entire territory of Bukovina. In turn, on 28 June, Minister Orłowski stated that the occupation of Bessarabia and Northern Bukovina by the USSR was a move forestalling Germany and taking up a position in case the latter enforced the plan of occupying Romania⁵⁰.

The Soviet move did not, however, diminish the tension about Romania. On 29 June, Minister Orłowski reported that Minister Csáky had stated to him that if

⁴⁷ IPMS, A. 26. I/7b, k. 10–11.

⁴⁸ A. Kastory, “Rozbiór...”, pp. 197–206; A. Kastory, “Złowrogie...”, pp. 163–172; B. Koszel, *op. cit.*, pp. 315–316; H. Batowski, “Rok 1940...”, pp. 194–196.

⁴⁹ IPMS, A. 26. I/7b, k. 13–14.

⁵⁰ IPMS, A. 26. I/7b, k. 14.

Bucharest were not to defend Bessarabia, Hungary would be forced to enter Transylvania. The day before, the Hungarian authorities commenced diplomatic preparations to this move. Namely, Prime Minister Teleki summoned the German Ambassador Otto von Erdsmannsdorff and Italian Ambassador G. Talamo wishing to get acquainted with the official positions of their governments. Minister Orłowski presumed that if both Berlin and Rome had exerted pressure on Romania regarding Bessarabia and Northern Bukovina, as they wished to avoid a conflict with Soviet Russia, and would not agree to Hungarian intervention in Romania, which – in his opinion – was not conclusive for the future. “At present, however [Orłowski concluded – W. R.], any move on the part of Budapest in this respect without Berlin's consent is impossible”⁵¹.

On 1 July, Ambassador Raczyński reported that both the handing over and the chaotic evacuation of the lands taken over by the USSR undermined, at least temporarily, the position of King Carol II. It was suspected that the Russians intended to use local incidents or riots, either immediately or later, against the Romanians, making new claims, and not limiting their aspirations to the territories occupied at the time. As a result, in governmental circles, the tendency prevailed to further submit to the Germans, whereas left-wing spheres and the opposition wished to abolish the dictatorship and the created mono-party.

On the same day, Ambassador Raczyński paid a visit to the new Minister of Foreign Affairs, Argetoianu. After this conversation, he informed Angers about his impression that the government was disoriented and not really in control of the situation. The Romanians claimed that the incidents during the evacuation led to more tense relations with the Russians. At the same time, on the Hungarian and Bulgarian border, there were also cases of unrest. According to the Ambassador, governments of those countries did not, in fact, have anything to do with these events, but it still caused problems to the government in Bucharest. In the broader perspective, this caused a possibility of adverse interventions. Ambassador Raczyński's general conclusion was brought down to the statement that the position of the previous political authorities was eroding quickly⁵².

To conclude, in 1939/1940, Romania was in a very difficult international situation, which was unfavourable from its point of view. Already in the summer of 1939, it became the object of a game between Germany and the USSR, which was reflected in the aforementioned secret document attached to the non-aggression pact concluded on 23 August that year. After the defeat of Poland, Romania was in fact isolated, and tried to balance between Berlin and Moscow. In turn, the Germans played this game very skilfully, preventing the infringement of the fragile *status quo*. They purposefully did not support either Bucharest or Budapest. While adopting the role of actual arbiter in local disputes, they effectively blocked possible interventions by Paris and London⁵³. In this state of affairs, the Romanian party

⁵¹ IPMS, A. 26. 1/7b, k. 17.

⁵² IPMS, A. 26. 1/7b, k. 22–23; A. Kastory, “Rozbiór...”, pp. 207–208.

⁵³ B. Koszel, op. cit., pp. 310–311.

attempted to revive the Balkan Entente, which functioned only formally, simultaneously relying on anti-Soviet declarations of its other members. Indeed, Bucharest took measures which would allow it for waiting through the unfavourable situation.

Polish diplomats accredited in this region of Europe were fully aware of this. Their reports rather precisely reflected the course of events. Considering the international situation of Poland, it is understandable that their role was limited at the time to careful observation of the events. What is only surprising in this context is the fact that the Polish reports neglected the concept that was popular in the second half of 1939 and in January 1940, namely the concept of creating a block of neutral states in the Balkans, whereas this idea was at the heart of the interests of both Italy, which hoped for a hypothetical leadership of the group, and of the countries in the region, which thought this was the way to preserve greater independence from the powers.

ROMANIAN PROPAGANDA FACING THE KOREAN WAR (1950–1953)

RADU TUDORANCEA*

During the Korean War (1950–1953) – one of the major crisis of the Cold War –, People’s Republic of Romania acted as an obedient member of the Soviet Bloc, strictly following Moscow’s actions, from the beginning of the war (the Communiqué issued on June 26th¹ by the PRR, was very similar to the Soviet one), and continuing with the actions taken until the signing of the Armistice and after. The Romanian approach on foreign policy at that time, a rather eclectic approach combining extreme dogmatism with a certain nationalism, was resting consistently on obedience to Moscow and cooperation with the socialist countries, being thus oriented towards supporting the revolutionary struggles of all the so called *oppressed peoples* around the World and certain degree of adversity towards the Western democracies. Thus, it is not surprising that when the Korean War broke out in 1950, Romanian authorities were already engaged in a process of restricting or containing the activities of the Western diplomatic representatives in Bucharest.

Later on, the reason for helping the North Koreans had to do with a “fraternal attitude” for another Communist entity (a *younger brother*-DPRK), subject of a military threat by US and the other members of the UN coalition. The support offered by PRR to DPRK was an expression of the “care and concern” for the fate of the DPRK, and the actions and re-actions conducted by the USSR, were assumed by other members of the Soviet Bloc. The support offered by Romania to North Korea can be categorized into four main areas: financial and material support as well as fund raising campaigns, North Korean children in the People’s Republic of Romania, the Romanian medical expeditionary missions in Korea, and lastly propaganda.

When it comes to Romanian propaganda regarding the Korean War, the main feature is that two camps were depicted in a blunt dichotomy, as a continuous confrontation between the good, represented by the so called “peace loving nations” namely the Soviet Union and the other members of the Soviet bloc, and the evil,

*Ph.D, Researcher, Contemporary History Department, “Nicolae Iorga” Institute of History, Romanian Academy.

¹ The Communiqué, issued on June 26, 1950, was broadcast by Radio Bucharest on the same day, at 6 30 PM. See the issue in Eugen Denize, Cezar Măță, *România comunistă. Statul și Propaganda (Communist Romania. The State and the Propaganda)*, Cetatea de Scaun Publishing House, Târgoviște, 2005.

represented by the Western coalition and especially by the United States. Ana Pauker, the Foreign Minister of Romania at that time, was stressing the importance of re-acting promptly, referring to the American intervention (in Korea) as being the first step to a bigger plan, the final goal being aggression against China in the near future.²

The most frequent theme in the propaganda was that of comparing the United States intervention in Korea to that of Nazi Germany during the World War II. Thus, the Romanian party officials were drawing parallels between Nazis and the Americans who were depicted as “successors of the maniacal megalomania of Hitler, who, most likely, will have the same fate as the German Führer.”³

The propaganda apparatus went out of its way to portray the *just cause* of the Korean people in fighting the “American aggressors”. Romanian authorities organized various protest meetings (against the US “aggression” in Korea), principally with alleged labor groups in factories. One of the biggest protest meetings was the one organized in Bucharest in August 1950 where more than 40,000 Bucharest workers joined in the mass meeting.⁴

Moreover, the Party often organized fundraising campaigns (the first being organized in January 1951) in order to rally the Romanian population and collect money and products for the “victims of American aggression in Korea.”⁵ In order to prepare such campaigns, the entire political mechanism of the RWP (Romanian Workers Party) was fully involved. For instance, we should mention that for the fundraising event of January 1951, more than 2,300 teams participated with more than 4,500 “agitators” in Bucharest alone.⁶ All over Romania, more than 19,400 teams consisting of 50,000 “agitators” were involved in convincing the population to support North Korea’s war effort. Furthermore, hundreds of thousands of posters were printed, together with many other appeals, flyers, and cartoons.⁷

The situation in Korea played some part in promoting PRR’s own slogans referring to the rights to determine its future without external interference (it had to do with Western constant concern over Romania’s human rights abuses). It fitted well with the North Korean and Chinese slogans calling for the future of Asia to be

² Ana Pauker, *The Speech held during the Solemn Meeting dedicated to the 34th Anniversary of the Great Socialist Revolution of October*, published in “The Class Struggle” (Lupta de clasa), Series V, Year XXXI, No. 9–10, September-October 1951.

³ *Ibid.*

⁴ US National Archives and Records Administration – NARA, Romania RG 59, 1950–1954, Box 3966, The Telegram no. 138, issued on August 11, 1950, from US Legation in Bucharest.

⁵ The article “*From our hearts, let’s help the brave Korean People*” (Să ajutăm din toată inima bravul popor coreean), in “Scântecia” (The Spark), Series III, Year XX, No. 1942, January 18, 1951, p. 1.

⁶ *Ibid.* Very soon, the example set by Bucharest was followed by other cities and even villages of Romania. “Apelul” (The Call) was stressing that all the teams were led by a “man in charge” (Responsabil împuternicit), and the donations were registered in catalogues, being used special receipts or/and “stamped forms”.

⁷ Article “*Hundreds of thousands of citizens involved in helping the Korean People*” (Sute de mii de cetățeni antrenați în acțiunea de ajutorare a poporului coreean) in “Scântecia” (The Spark), Series III, Year XX, No. 1943, January 19, 1951, pp. 1–2.

determined not by outside powers but by the peoples of Asia (in that particular case, by Korean people). All these aspects did play an important role within the fund raising campaigns (initiated and conducted by PRR) and not only, being often used by propaganda.

At the beginning of October 1951, the Secretariat of the Central Committee of the Romanian Workers Party decided to conduct new fundraising activities with the help of the Permanent Committee of the Peace Defense of the PRR, the UTM (Uniunea Tineretului Muncitor-Union of the Working Youth), and the Red Cross. Apart from fundraising, the members of the teams were also told to accept in particular clothes, shoes, non-perishable provisions such as rice, bean, flour, sugar, cereals, and so on.⁸ There were three stages of the campaign: from October 21 to November 4 was „munca de lămurire și pregătirea organizatorică” (“explanation and persuasive work”), from November 3 to November 4 “colectă în orașele reședință de regiune și în centrele raionale” (collecting campaign in cities and region centers), and, finally, from November 10 to November 18 “colecta la sate” (“collecting campaign in the villages”).⁹ According to official sources, at the end of the above mentioned campaigns, over 600,000 items of clothes were collected, including coats, suits, hats, and gloves.¹⁰ They also mentioned collecting over 1,600 tons of cereals and large amounts of sugar, canned meat, and vegetables.¹¹ For cash donations, a special bank account called CEC 300, “The Fund for Helping the Korean People,” was created.¹²

The precipitating effects of the protest meetings consisted in resolutions from various entities, which were issued in order to develop impetus. The next stage had to do with information of so-called “proof” regarding bacteriological warfare, all of which were published in newspapers.

Not surprisingly, the main propaganda tools were the radio stations, party newspapers, and other publications, including *Scânteia* (The Spark), *România Liberă* (The Free Romania), *Scânteia Tineretului* (Youth Spark) and the *Lupta de clasă* (The Class Struggle). To a certain extent, the propaganda also used various posters and cartoons related to the war. Romanian authorities even invited North Korean delegations, who arrived in Bucharest and other major cities of Romania in order to participate in various “meetings of solidarity with the Korean people.”

⁸ National Archives of Romania, (ANIC), Fund Central Committee of the Romanian Workers Party, Foreign Relation Section, File no. 41/1951, pp. 1–2. The document entitled “Înștiințare privind hotărârea Secretariatului CC al PMR legată de acțiunea de strângerea de ajutoare pentru poporul coreean”, dated October 6, 1951.

⁹ *Ibid.*, p. 2.

¹⁰ The article was published in “Scânteia” (The Spark), Year XXI, NO. 2216, Sunday, December 9, 1951.

¹¹ *Ibid.*

¹² National Archives of Romania, (ANIC), Fund Central Committee of the Romanian Workers Party, Foreign Relation Section, File no. 41/1951, pp. 1–2. The document entitled “Înștiințare privind hotărârea Secretariatului CC al PMR legată de acțiunea de strângerea de ajutoare pentru poporul coreean”, dated October 6, 1951, p. 5.

That was the case with the delegation representing the North Korean government, composed by three members (Choe Changik, Pak Eun and Li Seong-eun), who visited Bucharest, Braşov, and the Danube-Black Sea Canal worksite in March 1951.¹³

A particular approach was to disseminate the experience of the Romanian delegations that visited North Korea to deliver “Romanian workers” gift to Korean labor unions. For instance, the speech delivered by one of the Romanian delegates at the airport when he returned to Romania was quite expressive, highlighting that the delegates have seen “what the war started by the American imperialists really has become” and that “wherever they have passed they have sown misery, unhappiness and destruction.”¹⁴ The Romanian delegations that returned from North Korea were often asked to share their views in meetings in Bucharest and other cities in order to give not only “first hand descriptions of what they witnessed in Korea,” but also to initiate and stimulate Korean relief funds.¹⁵

The pace of developments and the extent of hostilities on the Korean have stimulated a plethora of denigrating epithets, mostly targeting the USA, so that in many cases, the Americans were depicted as “cannibals,” “murderers,” “aggressors,” and “blood-thirsty butchers.” As a consequence of the above mentioned anti-American pattern, one of the U.S. diplomats in post-war Romania, although with his “skin thickened” by the previous service behind the Iron Curtain, faced a situation in which the American government and its citizens “were vituperated 24 hours a day, in terms of abuse for which dictionaries must have been combed to find the most repulsive words.”¹⁶

The widespread adversity towards the US opened the way for new propaganda techniques, so that very often, Romanian newspapers were publishing front-page photographs purporting to show American atrocities in Korea. For instance, in January 1951, a newspaper showed a row of eleven human heads in Korea being observed by number of military and civilian personnel under the heading, “This is what American barbarians are preparing for mankind.”¹⁷ The sentence written under the appalling photographs was meant to outrage the Romanian readers.¹⁸ The propaganda was even trying to underscore the kind of barbarity that “MacArthur’s cannibals” would impose on Europe too, “by fire and by blood.”¹⁹

The use of various photos purporting to be U.S. atrocities on the Korean soil was a long-standing strategy adopted by Romanian propaganda with photos being

¹³ NARA, Romania RG 59, 1950–1954, Box 3968, The US Legation’s despatch no. 343 of April 2, 1951, signed by James W. Gantenbein, p. 1.

¹⁴ NARA, Romania, RG 59, 1950–1954, Box 3966, The Telegram no. 303, September 30, 1950, signed J. Gantenbein.

¹⁵ NARA, Romania, RG 59, 1950–1954, Box 3966, The Telegram no. 335, of October 14, 1950, from US Legation in Bucharest, unsigned.

¹⁶ NARA, Romania 1950–1954, Box 2842, The Report no. 181, issued by the US Legation in Bucharest on December 12, 1952, signed Harold Shantz.

¹⁷ NARA, Romania 1950–1954, Box 2842, The Telegram no. 532 of the US Legation in Bucharest, issued on January 10, 1951, destined to the Secretary of State, signed Gantenbein.

¹⁸ *Ibid.* The words were: “Heads of executed patriots are exhibited in public square in Korea”.

¹⁹ *Ibid.* The message of the Romanian authorities, delivered by the propaganda, was: “We will not allow you to turn our countries into another Korea”.

shown in public exhibits, which were attended by workers and groups of school children, whose teachers explained all the details, pointing out the contrast between U.S. atrocities and Soviet benefits for North Korea.²⁰

Another characteristic of the anti-American propaganda (observed by U.S. diplomats in Bucharest) was the publication of “spontaneous and indignant” letters and articles purporting to come from various factory workers, peasants, students, and even mothers. All the above letters uniformly followed a standard pattern, which was “to convey the impression that the writer is a simple, honest individual who reasons things out logically and who is burning with indignation at some news which he has recently read concerning the United States.”²¹ The American Chargé d’Affaires *ad interim* in Bucharest at that time, James Gantenbein, was stressing that apart from their uniformity of technique and parrot-like repetition of the prescribed propaganda line, any reader would have to be “extremely unimaginative not to realize that the background knowledge of the [writers on] world politics and [their] ability to write like an editorial writer were manifestly unreal.”²²

In some other cases, the party officials in Bucharest were using the situation in Korea in order to underline the fact that “such international aggressors like [the] U.S.A cannot or should not talk about violations of human rights in Romania after what they did in Korea.” Regarding the same issue, a diplomatic report from U.S. legation in Bucharest referred to the strategy of using unsigned foreign editorials such as the one published on October 5, 1950, entitled, “Atomic cannibals attempt to interfere in our affairs must cease”, in which the author mentioned that the “American aggressors are ruthlessly killing mothers and innocent children in Korea, but dare to talk about violation of human rights in people’s republics.”²³

However, maybe one of the most acidic articles regarding the U.S. intervention in the Korean War was published in December 1952 in *Viața Sindicală* (The Union Life). The article stated, “It is by the burning alive of defenseless persons, by the gouging of eyes and machine-gunning of prisoners that the culture of those who shamelessly speak in all ways of their role in the progress of human civilization and the role of Yankee imperialism in the happiness of mankind manifests itself.”²⁴ According to American diplomats in Bucharest, the above mentioned propaganda campaigns did not have much effect on the non-communist citizens. Harold Shantz, U.S. diplomat in Bucharest, was convinced that “the majority of adults probably

²⁰ NARA, Romania, RG 59, 1950–1954, Box 3966, The Telegram no. 373, of October 27, 1950, from US Legation in Bucharest, p. 2, signed Gantenbein. The workers had to sign register attendance checks.

²¹ NARA, Romania 1950–1954, Box 2842, The Note of the US Legation in Bucharest (entitled “Anti-American Propaganda in Romania) destined to US Department of State, issued on December 1, 1951, signed by James Gantenbein.

²² *Ibid.* Most of these letters were published in “Scântea” (The Spark).

²³ NARA, Romania 1950–1954, Box 2842, The Telegram no. 326, from US Legation in Bucharest, issued on October 10, 1950 and destined to the US Department of State.

²⁴ NARA, Romania 1950–1954, Box 2842, The Report of the US Legation in Bucharest (entitled “The Hate campaign Keeps Up”), issued on December 12, 1952, destined to the US Department of State, p. 1–2.

took it with large doses of salt as they do other propaganda.”²⁵ Following a logical reasoning, Shantz was stressing that if Romanians took the propaganda seriously, “one would expect some at least to shudder, if not to throw things at us, when they see Americans.”²⁶ However, the U.S. diplomat stressed that although the U.S. legation car carried an American flag, they were “consciously observed by less than half of the passersby” and many of those who stared at it kept “poker-faced”; if they were glad to see it, “they [would] not dare show it, but none have yet given it any looks of hatred.”²⁷

Romanian Literature and the Korean War: just Another Propaganda Tool?

In close connection with the propaganda, or, to some extent, a part of it, the theme of the Korean War was widely present in Romanian literature. Most of the works, especially poems, were published in newspapers or journals such as *Viața Românească* (The Romanian Life), *Scânteia Tineretului* (The Young People’s Spark), and even *Scânteia* (The Spark), which was the main newspaper of the Communist Party (Romanian Workers Party) of Romania.

Among the Romanian writers/authors, we should mention Eugen Jebeleanu, Veronica Porumbacu, Eugen Frunză and Dan Deșliu, all of whom depicted the fairness of the North Korean patriotic fight and the carnage generated by the “Imperialistic invaders.” The theme related to the alleged use of bacteriological weapons by the American forces in Korea was also present. This was the case with a poem written by Eugen Jebeleanu, entitled “Războiul bacteriologic” (The Bacteriological War), published in *Viața Românească* (Romanian Life):

<i>Unde-i mânuța pruncului plâpând/</i>	<i>Where is the little hand of the fragile child/</i>
<i>Și mama doborâtă unde-i oare/</i>	<i>Where is his collapsed mother/</i>
<i>Îi caută furtuna șuierând</i>	<i>The storm is looking for them</i>
<i>Sub cizmele yankeilor murdare...</i>	<i>Hissing under the Yankee’s boots...²⁸</i>

²⁵ *Ibid.* The US diplomat, who was contemplating the effects of the “hate campaign”, was almost convinced that despite the “nauseating campaigns” of the Communist propaganda, the effects were rather weak.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Eugen Jebeleanu, “Războiul bacteriologic” (The Bacteriological War), in *Viața Românească* (Romanian Life), Year V, No. 4, April 1952, pp. 110–111.

Another poem, by Veronica Porumbacu, was dedicated to a North Korean war hero named An-Sen-hi and depicted the dichotomy between the “peace loving North” and the “manipulated and corrupted south”:

Un dans al lumii,

A Dance of a World

În două ruptă de-un hotar

Broken in two pieces by a frontier

În Nord e tinerețea lumii

In North it is the World Youth

În Sud sunt temniți și dolari.

*While in the South there are only
prisons and dollars.²⁹*

Of course, it is difficult to say to what extent these poems were expressing personal beliefs of the authors or if they were just simply propaganda.

Later on, most of the above mentioned writers and journalists were decorated later by the Embassy of the Democratic People's Republic of Korea in Bucharest, which expressed its gratitude to Romanian writers and journalists who “continuously” supported North Korea in their writings by unveiling the so-called “aggression of American and British Imperialists against the Democratic People's Republic of Korea.”³⁰ The list was compiled by the Secția Propaganda și Agitație (Propaganda and Agitation Department of the Party) and forwarded by the Ministry of Foreign Affairs of Romania to North Korean officials. On the other hand, the Department of Art and Literature of the Central Committee had forwarded its own list containing the names of the writers and composers who have depicted the theme of “heroic battle of the Korean people against the Imperialists” in their artistic work.³¹ Among those who were rewarded, we should mention Mihail Sadoveanu, a famous Romanian writer, Dan Deșliu, Eugen Frunză, Mauriciu Vescan, Dumitru Corbea, and Veronica Porumbacu.

Significant space was dedicated to Dan Deșliu, whose activity on the “literary front” twice earned him the “State Award” (Premiul de Stat) for poems such as: “Cuvânt către Coreea” (“A Word to Korea”), “Kociedo,” „Steagul” (“The Flag”), and “Cuvântul eroilor către Omenire” (“The Heroes Speech to Mankind”). Moreover,

²⁹ Veronica Porumbacu, An-Sen-Hi, poem published in *Viața Românească* (Romanian Life), Year III, No. 7, July 1950, pp. 160–162.

³⁰ ANIC, Fund Central Committee of the Romanian Communist Party (RCP), External Relations Department, File 12/1952, The Note issued on February 28, 1953, pp. 1–2.

³¹ ANIC, Fund CC of the RCP, External Relations Department, File 12/1952, The Note of April 9, 1953, issued by the Department of Literature and Art of the Romanian Workers Party, p. 8.

Deșliu was the commentor (voice over) of the first two Romanian Cinematographic journals dedicated to the Korean War.³²

Veronica Porumbacu was another writer awarded for her merits regarding the message of the poems, including “An Sen Hi”, „Pe un mormânt de coreean” (“On a Korean Grave”), and Balada (“Ballad”). Her poems were all published in *Viața Românească* (Romanian Life), a periodical which noted that her poems were “full of confidence regarding the victory of the Heroic Korean People.”³³

Following the same path, Eugen Frunză was nominated for decoration due to the message of his poems and articles, including “Act de acuzare” (“Accusation Act”), “Încă un capitol la dosarul criminalilor de razboi” (“Another Chapter in the File of the War Criminals”), and „Semănătorii de ciumă” (“The Pest Sowers”).³⁴ Eugen Jebeleanu was awarded the State Award (Premiul de Stat) for his poems “Războiul bacteriologic” (“Bacteriological War”) and “Fântâna din Coreea” (“The Fountain of Korea”).³⁵

Among Romanian composers, two were singled out in particular for their work dedicated to the Korean War: Mauriciu Vescan and Dumitru Corbea. The former was praised for his song (music only) entitled “Oaste vitează – Popor Coreean” (“Brave Army, Korean People”), while the latter was nominated for decoration due to the lyrics for the same song.³⁶

All the above mentioned contributions can be considered, to some extent, as being part of the propaganda, being often used in order to rally significant social layers for backing the State efforts of helping the DPRK. The results were significant but, although to a certain extent the success could be attributed to Romanian propaganda, in our opinion, the reactions and the help offered by Romanian society to North Korea most likely had to do more with humanitarian reasons and not necessarily with political or ideological issues.

³² *Ibid.*

³³ *Ibidem*, p. 9.

³⁴ *Ibid.*

³⁵ *Ibid.*

³⁶ *Ibid.* The “artistic work” of writers, painters, composers was often used by the Romanian authorities of that time as vectors of official propaganda.

NICA POLYCHRONOPOULOU-CLADAS
(Ambassadeur de Grèce à Paris, 1850–1854)

ALEXANDRE MAUROCORDATOS.

Le début du Second Empire Athens, 2013

La famille Maurocordatos (Mavrocordat) est bien connue en Roumanie. Ils étaient des Phanariotes typiques, dont le rôle dans la vie des Balkans est assez controversé. En tout cas, personne ne peut discuter l'ampleur de leur présence et même de leur œuvre; et nul n'est censé ignorer l'action d'Alexandre, un de leurs derniers rejetons, dans la vie politique du royaume de Grèce, depuis la fondation de celui-ci jusqu'aux premières années du règne de Georges I^{er}.

Alexandre Maurocordatos (Alexandru Mavrocordat) naquit « sur les rives du Bosphore », au village d'Arnavutköy, le 3 février 1791. Il fit ses premières études à l'école grecque de Kuruçesme, où il mit en relief sa grande aptitude pour les mathématiques et les langues étrangères.

En 1812, son oncle, Ioan Gheorghe Caragea, cousin de sa mère, fut nommé hospodar de la Valachie. Le jeune Alexandre s'établit donc à Bucarest et il y assumait les fonctions de secrétaire de son oncle. Celui-ci, appréciant fort les services de son neveu, fit de lui le grand postelnic de sa cour princière. Ce qui plus est, il l'envoya, en 1815, en mission extraordinaire auprès de l'empereur de Russie, Alexandre I^{er}, qui se trouvait alors à Chişinău. L'empereur réserva au jeune Alexandre « une réception des plus flatteuses ». Et celui-ci, aussitôt après son retour à Bucarest, d'entretenir une correspondance suivie avec le baron de Gentz, le factotum du prince de Metternich; et en même temps il suivait attentivement ce qui passait alors à Paris. (Un ami grec le tenait au courant.)

Or, au mois de septembre 1818, Ioan Vodă, le «grand vieillard byzantin», doué de perspicacité et de rapacité extraordinaires, flaira ce qui allait suivre, quitta son trône et s'enfuit en Italie, à Pise, en emportant un vrai trésor. (Inutile de souligner que ledit trésor provenait de la taxation excessive des pauvres Valaques.) En outre, après la fin de la Révolution grecque, il s'établit (avec son argent, bien entendu) à Athènes, capitale du nouveau royaume et il y coula des jours heureux jusqu'à la fin de ses jours.

Quant à son neveu, Alexandre, après le déclenchement de la Révolution des Grecs, descendit en Grèce où, d'abord, il voulut faire figure de grand stratège. Le désastre subi par les troupes grecques à Péta, près d'Arta, en Épire, en juillet 1822, mit un terme à ses ambitions martiales. Il se dédia alors à la vie exclusivement politique, dans laquelle il excella.

Alexandre Maurocordatos était le leader de l'ainsi dit «parti anglais». Il était, par conséquent, fortement opposé au parti «russe», dont les chefs étaient Jean Capodistria, premier Président de l'État grec, et Théodore Colocotronis, le commandant en chef des troupes grecques dans la Morée pendant les années de la Révolution (1821–1829). Ainsi Maurocordatos était-il opposé, ne serait-ce qu'à un certain degré, au parti «français», guidé par Jean Colettis, un Vlaque renommé pour son habileté dans les intrigues des coulisses politiques ainsi que pour le lancement de la fameuse «Grande Idée». Celle-ci était l'idée concernant la régénération de l'empire byzantin; et Othon, le premier roi de Grèce, l'embrassa avec passion.

À l'inverse donc de Colocotronis et Colettis, Maurocordatos prônait le développement économique de la Grèce, voire son européanisation. Son idée n'était pas tellement dépourvue de sens; car la Grèce était alors un petit royaume, dont le souverain était «européen» mais la population plutôt asiatique. La seule différence, en effet, avec les pays du Proche Orient était la religion, les Grecs étant des chrétiens orthodoxes. Quoi qu'il en soit, les aspirations européennes de Maurocordatos, qui ne voyait dans les «idéaux impériaux» de Colettis que des chimères, firent de celui-ci l'adversaire farouche aussi du roi Othon. Ce dernier, en effet, se considérait comme le «disciple» de Jean Colettis et, par conséquent, s'impatientait de voir son siège transféré d'Athènes à «Constantinople libérée». Ainsi, en 1850, le roi saisit-il l'occasion d'un «incident diplomatique» et, pour se débarrasser de Mavrocordatos, il le nomma son ministre plénipotentiaire à Paris

La dignité était pompeuse. On appelait alors les envoyés du roi à l'étranger «ambassadeurs de Grèce», bien que la Grèce, en «puissance impuissante» n'eût alors guère droit qu'à des légations. En tout cas, le nouvel «ambassadeur de Sa Majesté le roi de Grèce» à Paris s'y rendit et assumait ses fonctions. Cela était parfaitement pour l'Histoire; car dans les dépêches qu'il expédia à Athènes pendant son séjour dans la capitale de France il sut décrire très bien la fondation du Second Empire. Ces dépêches, rédigées presque toutes en français, sont publiées et scrupuleusement annotées dans l'ouvrage de Madame Nica Polychronopoulou-Cladas.

Madame Polychronopoulou-Cladas, après avoir fait des études d'histoire et d'archéologie à l'université d'Athènes (1976-1980), a suivi des cours à l'université Paris I (Panthéon-Sorbonne), où elle obtint, en 1987, son doctorat en Histoire post-byzantine. Son livre est le fruit de longues recherches tant à Paris qu'à Athènes; et il faut souligner que les documents publiés mettent l'histoire de la Deuxième République et des débuts du Second Empire sous un jour tout à fait nouveau. Autrement dit, ce livre concerne non pas l'Histoire de la Grèce mais celle de la France et aussi de l'Europe tout entière; et cela, parce que Napoléon III, étant le champion de l'«idée nationale», il avait su se coaliser avec les nationalistes les plus dynamiques de son époque. D'après les recherches menées par Madame Polychronopoulou-Cladas, il fut également membre de la Charbonnerie aussi; et armé de persévérance, de patience et d'ambition, il put, favorisé également par la fortune, fonder le Second Empire. Il va sans dire, pourtant, que son hardiesse était jointe à une finesse politique sans pareil (qui lui manqua vers la fin de sa vie). Maurocordatos y fut explicite: *Sans être spécifiés, les principes... [de la Révolution Française]... sont consacrés*, écrivait-il dans sa dépêche au ministre des Affaires étrangères de Grèce le 6/18 janvier 1852. Mais quelques jours plus tard, le 25 février/8 mars, il changea de ton: *Le progrès du principe révolutionnaire en France, servait d'encouragement à ses adhérents [sic] à l'étranger, le comité de la démocratie européenne à Londres et, en général, les révolutionnaires de la France, comme ceux de l'Allemagne et de l'Italie, comptaient sur la crise de 1852, comme sur un jour de triomphe. L'acte du 2 Décembre dissipa ces criminelles espérances par un coup aussi hardi que bien calculé, qui a sauvé la France et l'Europe d'une grande calamité.*

Madame Polychronopoulou-Cladas suit brillamment, par le moyen de son ouvrage, un chemin de recherche autre que le «conventionnel», qui fut tranché il n'y a pas longtemps. En étudiant une période cruciale de l'histoire de la France, voire de l'Europe, elle ne se limita pas à des sources exclusivement françaises. Elle sut découvrir, en effet, dans les documents diplomatiques d'une «puissance impuissante» telle que la Grèce tout au long du XIX^e siècle, le fil conducteur des événements d'un moment critique de l'Histoire politique et de notre «vieux continent». Au lieu, en effet, de fouiller des sources exclusivement françaises elle sut baser sa recherche sur des documents jusque là «négligés». Espérons que le temps de l'étude exhaustive mais très limitée des relations diplomatiques entre des pays européens est révolu...

Dimitris Michalopoulos (Athènes)

PRIN LABIRINTUL ISTORIEI.

STAT, SOCIETATE ŞI INDIVID ÎN PERIOADA CONSTRUCȚIEI NAȚIONALE (PAR LE LABYRINTHE DE L'HISTOIRE. ÉTAT, SOCIÉTÉ ET INDIVIDU PENDANT LA PÉRIODE DE LA CONSTRUCTION NATIONALE)

volume coordonné par Dumitru Vitcu, Iași, Éditions Junimea, 2009, 448 p.

Le volume – paru par les soins du professeur Dumitru Vitcu – groupe 18 études concernant surtout la deuxième partie du XIX^e siècle et qui sont dues en majorité aux chercheurs de Suceava et à ceux de l'Institut d'Histoire «A.D.Xenopol» de Iași. L'image de l'homme d'État s'occupant des relations internationales est traitée dans une étude plutôt théorique. La guerre russo-turque de 1806–1812, le clergé et les mœurs pendant la période du Règlement organique, ainsi que la guerre russo-turque de 1877–1878 offrent des sujets de plusieurs études, ainsi que la presse de Iași et son

évolution, mais aussi le problème du prince étranger débattu en 1857 lors du Divan ad-hoc de Moldavie. D'autres études sont consacrées à des personnalités dominantes de l'époque – Démètre Sturdza, l'évêque Melchisedec Ștefănescu, Manolache Costache Epureanu et P.P.Carp. La vie politique et religieuse de Bucovine pendant l'étape finale de sa domination par l'Autriche-Hongrie, ainsi que l'évacuation des prisonniers de guerre roumains de Sibérie après la Première Guerre Mondiale par une mission militaire sont traitées dans deux autres études. Trois études sont consacrées à des problèmes plus proches chronologiques: celui du pétrole roumain dans les années 1939–1940, celui des camps de travail du mouvement légionnaire et celui des méthodes techniques pour l'obtention des informations utilisées par la *Securitate* roumaine dans les années 50.

Assez varié dans son contenu, le volume nous met à la disposition toute une série d'informations nouvelles, intéressant surtout l'histoire de l'espace de la Bucovine.

Dan Berindei

SINAN KUNERALP OTTOMAN DIPLOMATIC DOCUMENTS (Documents diplomatiques ottomans)

Depuis peu, les archives ottomanes sont accessibles aux chercheurs qui ne sont pas Turcs ou, au moins, employés en Turquie. Or, la vie est compliquée, voire pleine de surprises; et cela, parce que maintenant la recherche la plus facile à faire est celle concernant les documents diplomatiques de la Porte. À qui revient le mérite? À Sinan Kunalalp, propriétaire et directeur de la maison d'éditions «İsis», située justement à Istanbul. (À Burhanye-Beylerbey, pour être plus précis).

Sinan Kunalalp est le fils d'une vieille et noble famille anatolienne. Or, son grand-père, le célèbre poète et journaliste Ali Kemal Bey, eut la malchance d'avoir prévu l'issue de la Première Guerre mondiale et, en conséquence, préconisa l'alliance de la Porte avec l'Entente cordiale. La seule chose qu'il eut raison ainsi que l'insistance avec laquelle, après la fin des hostilités, il préconisait le protectorat britannique pour la Turquie – voilà les causes de son martyre. On le lyncha littéralement en 1922 en raison de sa clairvoyance et de sa voix élevée en faveur des Arméniens.

Son fils, Zeki Kunalalp (1914–1998), le père de M. Sinan Kunalalp, se réfugia avec sa mère en Suisse, où il passa son enfance et son adolescence et fit de l'allemand parlé en Suisse sa seconde langue maternelle. Or, bien que la perspective d'une vie paisible et confortable, d'une vie vraiment «à la suisse» s'ouvrait devant lui, il préféra rentrer dans sa patrie et la servir en qualité de diplomate. C'est İsmet İnönü en personne, l'alter ego d'Atatürk, qui autorisa son entrée dans le corps diplomatique de la République. Et le père de Sinan Kunalalp de servir fidèlement et avec dévotion celle-ci jusqu'à la fin de sa carrière.

Il en était fier; et quand Philippe, le duc d'Édimbourg et prince consort de la reine d'Angleterre, lui posait la question: «Qu'est-ce que vous avez fait dans la vie?», c'est sans ambages qu'il répondit: «Je n'ai été que diplomate, Votre Altesse». (Just a diplomat, Your Highness). Et quand Philippe insista et lui demanda: «pourquoi?», il expliqua en toute sincérité: «Je n'ai pas su faire rien d'autre».

Sinan, l'un de ses fils (l'autre est diplomate, à l'instar de son père), après avoir fait ses études à Paris, se dédia à l'édition. Il a créé donc une grande série intitulée: Documents diplomatiques ottomans. Une branche de cette série concerne la «Question d'Orient (Ottoman Diplomatic Papers on the «Eastern Question», qui couvre presque tous les événements importants qui eurent lieu dans les Balkans au cours de XIX^e siècle: l'Insurrection crétoise (The Cretan Uprising [1866–1869]; la crise des Balkans (The Balkan Crisis [1875–1878]); la Question bulgare, depuis le coup d'État de Philippopolis jusqu'à l'élection du prince Ferdinand (The Bulgarian Issue: From the Philippopoli Coup to Prince Ferdinand's election [1885–1887]).

Une autre branche en couvre les «Origines de la Première Guerre mondiale» (Ottoman Diplomatic Documents on the Origins of World War One). On a publié aussi les documents concernant la guerre franco-prussienne de 1870–1871 (L'empire ottoman et l'Europe), mais aussi des documents britanniques qui ont affaire avec la Révolution grecque de 1821.

C'est un travail presque gigantesque entrepris avec une méthodologie étonnante. L'avantage énorme de l'œuvre de M. Sinan Kunalp (qui, bien entendu, est loin d'être terminé), est que toutes les dépêches entre la Porte et ses envoyés à l'étranger sont rééditées en français. Sans être luxueux, les volumes de la maison «Isis» sont bien faits et, pour ainsi dire, faciles à lire et à manier. Leur seule existence menace de bouleversement les idées préconçues chez les intellectuels et chercheurs balkaniques. Voilà donc un nouveau front de recherche qui s'ouvre devant nous...et personne n'est proscrit pour en profiter.

Dimitris Michalopoulos (Athènes)

**CULTURĂ, POLITICĂ ȘI SOCIETATE
ÎN TIMPUL DOMNIEI LUI CAROL I.
130 DE ANI DE LA PROCLAMAREA REGATULUI ROMÂNIEI
(CULTURE, POLITIQUE ET SOCIÉTÉ PENDANT LE RÈGNE DE CAROL I^{er}.
130 ANS DEPUIS LA PROCLAMATION DU ROYAUME DE ROUMANIE),**

volume paru par les soins de Gheorghe Cliveti, Adrian-Bogdan Ceobanu,
Ionuț Nistor, Iași, Editions Demiurg ®, 2011, 342 p.

Il s'agit d'un ensemble de 19 études. Les années 1866 et 1881, moments de l'ascension au trône de Carol I^{er} et celui de sa proclamation en tant que roi, sont présentées dans plusieurs études. Une attention particulière est accordée à la politique extérieure et à la diplomatie roumaine. Les Roumains de Bessarabie et leur mouvement national, ainsi que la présence des diplomates russes à la cour du roi Carol I^{er} offrent d'autres sujets. Le problème du procès de 1870 concernant la tentative antidynastique de cette année est traité dans un article, un autre concernant la ville de Iași pendant le règne de Carol I^{er}. La présence culturelle française dans cette même ville, mais aussi l'inauguration du palais universitaire de Iași en 1897 sont des sujets traités dans deux études. Un nombre d'études sont consacrées à l'image postérieure du roi Carol I^{er}: sa présence dans les portraits et les médailles, ou celle des manuels scolaires de la République de Moldavie, ainsi que les actions visant une reconstruction de l'image de la royauté après 1989.

Dans son ensemble, le volume contribue d'une manière bénéfique à une connaissance meilleure du règne du roi Carol I^{er}, mais aussi à celle de la période postérieure.

D. B.

GHEORGHE IACOB

**ROMÂNIA ÎN EPOCA MODERNIZĂRII (1859–1939).
TOWARDS A MODERN ROMANIA
(LA ROUMANIE PENDANT L'ÉPOQUE DE LA MODERNISATION (1859–1939)
TOWARDS A MODERN ROMANIA)**

Iași, Éditions de l'Université «Alexandru Ioan Cuza», 2013, 468 p.

C'est un livre intéressant, son auteur traitant le sujet d'une manière multiforme se basant sur une riche information. Il adopte une position médiane quand il s'agit d'apprécier le succès ou l'insuccès de la modernisation roumaine en repoussant la théorie d'un total échec.

Ses conclusions se basent sur l'examen d'un riche ensemble d'examen des divers aspects des mutations qui ont eu lieu. L'économie se trouve sur le premier plan, mais les transformations sociales et idéologiques sont aussi abordées en fournissant des arguments dans un sens ou un autre, ainsi que le régime constitutionnel-juridique et les évolutions des forces politiques. L'auteur présente successivement les étapes du processus général, en insistant sur la première guerre mondiale et ses conséquences, inclusivement la constitution de la Grande Roumanie. Intéressant est aussi l'examen de l'évolution de la population, du nombre des minorités après 1918, du niveau culturel et de l'enseignement, ainsi que de la vie quotidienne.

Dans la conclusion, est soulignée l'appartenance du peuple roumain à la «famille» européenne et surtout est affirmée la «réalité» de la modernisation, en étant soutenu que «l'identité ne signifie pas nécessairement une différence qui sépare, mais peut et doit être une différence qui unit».

D. B.

MIODRAG CIURUȘCHIN

**RELAȚII POLITICO-DIPLOMATICE
ALE ROMÂNIEI CU SERBIA ÎN PERIOADA 1903–1914
(LES RELATIONS POLITICO-DIPLOMATIQUES
DE LA ROUMANIE AVEC LA SERBIE PENDANT LA PÉRIODE 1903–1914)**

Timișoara, Éditions Mirton, 2010, 394 p.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

L'auteur aborde dans ce livre l'étude des rapports roumano-serbes pendant les années 1903–1914. Il s'agit d'un travail minutieux, la recherche s'appuyant sur les sources des deux côtés, ainsi qu'en utilisant une riche bibliographie roumaine et serbe.

Pendant le XIX^e siècle les deux pays ont eu des relations proches et s'appuyèrent réciproquement. En 1877–1878 ils furent alliés et le Congrès de Berlin leur a reconnu en été 1878 leurs indépendances. Au cours des décennies suivant, les bonnes relations continuèrent jusqu'en 1903 quand le couple royal serbe fut assassiné. Après quelques années de transition on arriva ensuite à une reprise des anciens rapports, dans des circonstances assez compliquées tenant compte de l'expansion de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans et de la politique bulgare visant la création d'une Grande Bulgarie. La crise bosniaque allait contribuer à un rapprochement roumano-serbe. La première guerre balkanique contribuera ensuite à ce rapprochement et ainsi la seconde guerre balkanique et le traité de Bucarest ont stimulé la collaboration des deux pays qui conservèrent leurs rapports amicaux jusqu'au déclenchement de la première mondiale.

Il s'agit d'un livre utile qui contribue à une meilleure connaissance des relations historiques de la Roumanie et de la Serbie.

D. B.

MIHAELA DAMEAN

PERSONALITATEA OMULUI POLITIC DIMITRIE A. STURDZA
(LA PERSONNALITÉ DE L'HOMME POLITIQUE DIMITRIE A. STURDZA)

Târgoviște. Éditions Cetatea de Scaun, 2012, 244 p.

Né en 1833 et mort en 1914, Dimitrie A. Sturdza provenant d'une famille de grands boyards moldaves fut une personnalité des plus représentatives des élites roumaines pendant la période de constitution de l'État moderne roumain. Après des études faites dans le pays, il suivit les cours des Facultés de Droit d'Allemagne (Munich, Bonn et Berlin). Revenu en Moldavie, il fit partie du parti national. Il fut secrétaire du Divan ad-hoc de 1857 et ensuite secrétaire de la Caïmacamie provisoire, en 1858.

Pendant les règnes du prince Cuza et ensuite du prince Carol I^{er} il fut huit fois ministre et quatre fois premier ministre. Entre 1892 et 1909 il fut le président du parti libéral. Mais Dimitrie Sturdza eut en même temps une activité culturelle remarquable, surtout en tant que membre, président en 1882–1884 et secrétaire général de 1885 à 1914 de l'Académie Roumaine. Il contribua au développement de la bibliothèque de la société savante et fut l'un de ses donateurs.

Le livre de Madame Damean est consacré surtout à l'activité politique en tant que ministre et membre marquant du parti libéral de Sturdza. Une riche bibliographie et en premier lieu aussi de l'information inédite font de ce livre une contribution importante, tenant compte du rôle détenu par Dimitrie Sturdza sur la scène politique.

BCU Cluj / Central University Library Cluj

D. B. :

STOICA LASCU

INDEPENDENȚA ALBANIEI
ÎN PERCEPȚIA OPINIEI PUBLICE ROMÂNEȘTI (1912–1914)
(ALBANIA'S INDEPENDENCE IN THE PERCEPTION
OF THE ROMANIAN PUBLIC OPINION (1912–1914))

Editura Cetatea de Scaun, Târgoviște, 2012, 508 pp.

Romanian historiography has recently witnessed the publication of a landmark collection of documents relating to the modern history of the Balkans, namely to the events surrounding the declaration of Albania's independence in 1912 and their echo in the Romanian media of the time. The volume is signed by Professor Stoica Lascu, a distinguished researcher of Balkan history and culture, whose experience in this field draws from many decades of arduous intellectual investigation that have yielded numerous valuable scholarly studies.

Indeed, one could hardly find a better informed opinion regarding the history of the Romanian-Albanian relations. Any scholar of Albanian history must also remember the Romanian savant Nicolae Iorga was among the first to take the task of writing about the history of the Albanians. The author of the volume is no less of a pioneer, for as far as Romanian historiography is concerned, this is the first documents collection to deal with Romanian-Albanian relations on such a scale and in such detail: "The content of this corpus of documents, excerpts from the time's press – editorials, commentaries,

interviews, reportages, informations, polemics –, also an expression of the author's brotherly feelings towards the off springs of the Ancient Illyrians, can be useful to the Romanian reader who would want to know certain facts and aspects from the modern history of Albania, in the geopolitical and ethnographic context of Romanian-Albanian relations in South-East Europe" (p. 13).

The volume includes an *Introduction* (in Romanian, English and Albanian) (pp. 7–27), a *List of Documents* (in Romanian and English) (pp. 29–61), the *Documents* (categorized according to their year of publication: 1912, 1913, 1914) (pp. 63–367), numerous (657) and very detailed *Notes* (pp. 368–482), as well as three *Indexes* (Geographic, Nominal and Thematic) (pp. 484–507). It is evident that all the needs of a researcher are accommodated by this very clear structure, but the needs of the casual reader have not been left aside.

Any person reading the book would discover precious fragments from Romanian newspapers of the time that would allow him to understand the view of the general public regarding events that were essential for the formation of modern Albania. Contemporary testimonies show that for the leaders of the Albanian national movement the political support of the Kingdom led by King Carol I was not only required, but also considered decisive in that particular political context: "All the Albanians are watching only this nation. Romania, which, in the present circumstances, develops a so wise policy, will not allow anyone to diminish the small Albanian territory. And beside this – *declared in October 1912, the founder of the Albanian State, Ismail Kemal Bey* –, I also hope that it will help us to gain our autonomy, as it helped the Bulgarians in 1878" (*doc. 24*). The Romanian reader's interest in this collection should furthermore be amplified by the fact that Prince Wilhelm of Wied, the one proposed for the throne of the young Albanian state, was the nephew of Queen Elisabeta, the wife of King Carol I of Romania.

The reader will discover how the documented testimonies of this volume point to an interest or even sympathy of the Romanian public regarding the efforts of the Albanian people, given the complexity of Balkan geopolitics and the interests of the Great Powers: "Romania, which is an important power in the Balkans, will not allow any stone to be moved from its place. The duty of Romania is to solve also the Albanian question. The Albanian revolution is a Balkan matter and by the Treaty of Peace from Bucharest, the connection between the Albanian question and the Peace from Bucharest is obvious. Therefore, Romania is obliged to give military support to the Albanian king. Between the Danube and the Black Sea, and between the Aegean and Adriatic Sea – *was mentioning in 1914, an influent newspaper of the time, with strong links in the political circles from Vienna* –, only Romania can decide what will happen" (*doc. 144*). The documents show how Romanian diplomacy was involved, even through the efforts of the head of state, in the transactions for the recognition of the independence of the young Albanian state.

The time frame selected by the author allows for the concentration on this interesting endeavor from the very rich point of view of editorials, commentaries, interviews, reportages, information notes and polemics of the time's press. Thus, the reader is directly immersed in the very heart of most of the discussions regarding Romania's support of the Albanian movement for independence, in a lively, expressive and convincing collection of sources. Not at all a bystander like in the case of most synthesized histories, the person who reads this collection will be amazed at the vivacity, verve and energy carefully encapsulated within the pages of the work in front of him. In view of these observations, one may with the greatest ease recommend the work under discussion to academic and casual readers alike.

Costel Coroban

Universitatea „Ovidius” Constanța, Școala Doctorală de Științe Umaniste
University “Ovidius” of Constanța, Doctoral School for Humanities

MIHAELA TEODOR

ANATOMIA CENZURII. COMUNIZAREA PRESEI ÎN ROMÂNIA, 1944–1947,
(L'ANATOMIE DE LA CENSURE. LA COMMUNISATION
DE LA PRESSE EN ROUMANIE, 1944–1947)

Târgoviște, Éditions Cetatea de Scaun, 2012, 340 p.

L'apparente «libération» de la Roumanie d'août 1944 était en réalité une occupation militaire qui s'instituait et ce qui était plus grave c'était le fait que l'occupation signifiait aussi la soumission du pays à des mutations forcées sur le plan socio-politique. Victime de la politique des grandes puissances la Roumanie était soumise à la merci de l'Union Soviétique. L'insurrection roumaine, qui avait conduit à la chute du régime de dictature, avait contribué aussi en ce qui concernait la marche de la guerre, à représenté un coup dur porté à l'Allemagne de Hitler qui a perdu par conséquent la possession du Sud-Est de l'Europe, mais en ce qui concerne la Roumanie, au lieu de la reconnaissance de sa cobéligérance – effective, le pays étant soumis à de graves pertes – seront réservés de terribles années dont les conséquences sont ressenties aussi aujourd'hui encore.

Dès 1938 le pays avait vécu les régimes successifs de dictature, ce qui avait conduit à la perte de la liberté de la presse de l'entre-deux-guerres. Le 23 août 1944, dès la chute du maréchal Antonescu, la liberté de la presse avait aussi été proclamée, mais ce régime des publications périodiques ne dura que jusqu'à la signature de la convention d'armistice à Moscou le 12 septembre 1944. Dès ce moment, la presse fut soumise au contrôle et au bon vouloir du commandement soviétique et ensuite aussi de la Commission Alliée de Contrôle où l'Union Soviétique avait la voie dominante! En même temps, commença aussi la pression des manifestations dirigées et aussi protégées par l'armée d'occupation. Dès le 6 mars 1945, quand l'opposition fut éliminée du gouvernement ses publications seront soumises aux mesures de censure allant jusqu'à l'interdiction. Apparemment, au début de 1945 la situation s'améliora après l'accord de Moscou aux grandes puissances qui représentait le fait une véritable capitulation des puissances de l'Ouest en vertu de laquelle la Parti Communiste maintint et ensuite accentua la domination qu'il exerçait sur la vie politique.

L'auteur examine les institutions qui exerçaient la censure, tant celles de l'occupant que l'appareil de contrôle intérieur, ainsi que les progressives mesures d'interdiction, législatives et administratives et ensuite de destruction des périodiques qui avaient été publiés et furent considérés défavorables au nouveau régime. La censure de l'occupant, celle officielle, celle «populaire» – le refus dirigé des travailleurs d'imprimer certaines publications – la censure économique furent complètes par des mesures visant les journalistes, leurs associations professionnelles et chaque journaliste, étant éliminé d'une façon ou d'une autre tous ceux qui ne se soumettaient et ne s'encadraient pas au nouveau régime. On passa ainsi à la réorganisation de la presse d'après le modèle soviétique. Sur ce plan aussi la Roumanie devenait ainsi un prisonnier de son grand voisin.

D. B.

**ROMÂNIA, SUPRAVIEȚUIRE ȘI AFIRMARE PRIN DIPLOMATIE
ÎN ANII RĂZBOIULUI RECE. COMUNICĂRI, ARTICOLE, STUDII
(LA ROUMANIE : SURVIE ET AFFIRMATION PAR LA DIPLOMATIE
PENDANT LES ANNÉES DE LA GUERRE FROIDE. COMMUNICATIONS,
ARTICLES, ÉTUDES)**

volumes coordonnés par l'ambassadeur Nicolae Ecobescu, Bucarest, Fondation Européenne
Titulescu, 2013, vol. I, 586 p. et vol.II, 748 p.

Les deux volumes contiennent 48 articles, précédés par un substantiel avant-propos de l'ambassadeur Nicolae Ecobescu, l'un des artisans de la diplomatie roumaine. Les auteurs sont en majorité des chercheurs des nouvelles générations, mais certains acteurs de l'époque analysée y sont aussi

compris et leur contributions sont d'un intérêt particulier. Dans l'ensemble il s'agit d'un examen minutieux d'un quart de siècle, réalisé par des spécialistes parmi lesquels aussi des témoins de marque. Les matériaux sont groupés en cinq chapitres: *Roumanie captive* (où sont compris les années quarante, la dernière étude du chapitre étant consacrée au traité «d'amitié, collaboration et assistance mutuelle» entre l'Union Soviétique et la Roumanie, du 4 février 1948), *Sources de l'opposition envers l'Union Soviétique* (les études y contenues présentent le progressif asservissement de la Roumanie, mais surtout l'évolution du processus de détachement de Moscou, marqué entre autres par la disparition des sociétés mixtes dans le domaine économique, le retrait en 1958 de l'armée soviétique d'occupation et l'évolution des divergences au sein du CAEM au début des années soixante), *Le sens de la politique d'indépendance* (les matériaux y compris expliquent les préliminaires de la déclaration d'avril 1964, par laquelle une nouvelle ligne fut proclamée dans la politique extérieure roumaine, ainsi que ce document fondamental et ses conséquences immédiates par l'adoption d'une voie singulière roumaine au sein du Traité de Varsovie), *Implication dans la gestion des crises majeures de la guerre froide* (une dizaine d'études présentent la politique de la Roumanie par rapport aux crises majeures de l'époque de 1955 à 1965, l'insurrection hongroise de 1956, le conflit israélo-arabe, les problèmes du Moyen Orient et le «printemps de Prague» n'y manquent pas) et *Rapprochement de l'Occident* (les articles y contenus présentent le progressif rapprochement roumano-américain, mais aussi celui par rapport à la France et à l'Allemagne fédérale; le développement des relations diplomatiques avec l'Israël y figure aussi).

Réalisés avec compétence et un sens de mesure remarquable, ces deux volumes représentent une réalisation importante et nécessaire de l'historiographie roumaine. Ses contributions sont essentielles pour définir les sens d'évolution de la politique étrangère d'un pays moyen, captif d'une grande puissance pendant la deuxième moitié du XX^e siècle.

D. B.

BCU Cluj / Central University Library Cluj